

Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial des Großherzogtums Luxemburg.

Vendredi, le 5 septembre 1924.

Nº 42. Freitag, den 5. September 1924.

Loi du 31 juillet 1924, concernant la modification de la loi électorale.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés en date du 25 juillet 1924 et celle du Conseil d'Etat du 28 juillet 1924, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Livre 1er.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET COMMUNALES.

Titre 1er. -- Des électeurs.

Art. 1er. Pour être électeur, il faut:

1^o être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise;
2^o être âgé de vingt-et-un ans accomplis;

3^o jouir des droits civils et politiques;

4^o être domicilié dans le Grand-Duché.

Art. 2. La qualité d'électeur est constatée par l'inscription sur les listes électorales.

Les conditions de l'électoral, hormis celle de l'âge, doivent exister à la date du 1^{er} avril de

Gesetz vom 31. Juli 1924, betreffend die Abänderung des Wahlgesetzes.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, usw., usw., usw.;

Nach Aufführung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 25. Juli 1924 und derjenigen des Staatsrates vom 28. Juli 1924, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und verordnen:

Erstes Buch.

Allgemeine Bestimmungen, die für Kammer- und Gemeindewahlen gemeinsam sind.

Titel I. -- Von den Wählern.

Art. 1. Um Wähler zu sein, muß man:

1. Luxemburger oder Luxemburgerin sein;
2. das einundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt haben;
3. im Gewisse der bürgerlichen und politischen Rechte stehen;
4. seinen Wohnsitz im Großherzogtum haben.

Art. 2. Die Eigenschaft als Wähler ergibt sich aus der Einschreibung in die Wählerlisten.

Die Wahlrechtsbedingungen, mit Ausnahme des Alters, müssen am 1. April des Jahres,

l'année de la révision des listes, la condition d'âge, à la date du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Art. 3. Les greffiers des tribunaux sont tenus de délivrer, sur papier libre, à tout citoyen qui en fera la demande et moyennant une rétribution d'un franc, des certificats des interdictions prononcées et des condamnations portant privation du droit de vote, des extraits d'actes de l'état civil ainsi que des certificats de déclaration de faillite.

Ces certificats et extraits mentionnent qu'ils ne peuvent servir qu'en matière électorale.

Les fonctionnaires à qui ces pièces sont demandées sont tenus de les délivrer dans les dix jours.

Ils délivrent récépissé des demandes, si l'intéressé le requiert.

Art. 4. Sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote:

1^o ceux qui ont perdu la qualité de Luxembourgeois;

2^o ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle;

3^o ceux qui ont été condamnés pour vol, recel, escroquerie ou abus de confiance, faux, usage de faux, faux témoignage, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, ou pour l'une des infractions prévues aux articles 372 à 382, 387 à 391 du Code pénal et à l'article 7 de la loi du 6 avril 1881, et leurs complices;

4^o ceux qui sont privés du droit de vote par condamnation;

5^o ceux qui tiennent ou ont tenu maison de débauche ou de prostitution, ou qui ont été condamnés pour contravention aux arrêtés du

in dem die Listen geprüft werden, die Altersbedingung am 1. Januar des darauffolgenden Jahres erfüllt sein.

Art. 3. Die Gerichtsschreiber müssen auf Verlangen gegen Erhebung einer Gebühr von einem Franken, auf stempelfreies Papier, Bescheinigungen ausstellen, über verhängte Entmündigungen, sowie über Verurteilungen, die den Verlust des Wahlrechtes nach sich ziehen, Auszüge aus dem Zivilstandsregister, sowie Bescheinigungen über Fallimentserklärungen.

In diesen Auszügen und Bescheinigungen wird vermerkt, daß sie nur in Wahlhächen gebraucht werden dürfen.

Die Beamten haben die von ihnen verlangten diesbezüglichen Schriftstücke innerhalb zehn Tage anzufertigen.

Sie stellen über das Gesuch einen Empfangsschein aus, falls der Beteiligte es verlangt.

Art. 4. Von dem Wahlrecht sind ausgeschlossen und dürfen zur Abstimmung nicht zugelassen werden:

1. wer die Eigenschaft eines Luxemburgers verloren hat;

2. wer zu einer Verbrechensstrafe verurteilt worden ist;

3. wer wegen Diebstahls, Hohlgerei, Prellerei oder Vertrauensbruchs, Fälschung, Gebrauch einer Fälschung, falschen Zeugnisses, Verführung zur Abgabe falschen Zeugnisses, falschen Gutachtens oder falscher Verdolmetschung, oder wegen einer der in Art. 372 bis 382, 387 bis 391 des Strafgesetzbuches und in Art. 7 des Gesetzes vom 6. April 1881 vorsehenen Vergehen verurteilt worden ist, sowie dessen Gehilfen;

4. wer durch Urteilspruch des Stimmrechtes verlustig erklärt worden ist;

5. wer ein Bordell oder ein öffentliches Haus hält oder gehalten hat, sowie diejenigen, die verurteilt worden sind wegen Übertretung der

Gouvernement sur les maisons de débauche et sur les personnes qui se livrent à la prostitution;

6^e ceux qui ont été destitués de la tutelle pour inconduite ou pour infidélité ou qui ont été exclus de la puissance paternelle;

7^e ceux qui sont en état de faillite déclarée et les banqueroutiers, et, aussi longtemps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers, ceux qui ont fait cession judiciaire de leurs biens ou qui sont en déconfiture;

8^e ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire et les aliénés séquestrés;

9^e ceux qui obtiennent régulièrement des secours d'un établissement de bienfaisance publique.

Titre II. — Des listes électorales.

Chap. Ier. — *De la revision annuelle des listes.*

Art. 5. La liste des électeurs est permanente, sauf les radiations et inscriptions qui peuvent avoir lieu soit lors de la revision annuelle soit en vertu des art. 7 et 46 de la présente loi.

Art. 6. Chaque année, dans la première quinzaine du mois de mars, le collège des bourgmestre et échevins fait publier, dans la forme ordinaire des publications officielles, un avis portant invitation à tout citoyen de produire, avant le 1er avril, contre récépissé, les titres de ceux qui, n'étant pas inscrits sur les listes en vigueur, ont droit à l'électorat.

Du 1er au 30 avril, le même collège procède à la revision des listes des citoyens appelés à participer à l'élection des membres de la Chambre des députés et des membres des conseils communaux.

Il y maintient ou y inscrit d'office ou à la demande de tout citoyen ceux qui, ayant au

von der Regierung erlassenen Reglemente in Betreff der Bordelle und der erwerbsmäßiger Unzucht sich hingebenden Personen;

6. wer wegen schlechter Aufführung oder Untreue von der Vormundschaft oder der väterlichen Gewalt ausgeschlossen worden ist;

7. wer in Fallimentszustand erklärt worden ist und die Bankerottierer, und, solange sie ihre Gläubiger nicht vollständig ausbezahlt haben, diejenigen, welche ihre Güter gerichtlich abgetreten haben oder zahlungsunfähig sind;

8. wer mit gerichtlicher Entmündigung belegt ist und die sequestrierten Geisteskranken;

9. wer dauernd aus einer öffentlichen Armenanstalt Unterstützung erhält oder in einer Versorgungsanstalt untergebracht ist.

Titel II. — Von den Wählerlisten.

Kapitel I. — Von der jährlichen Revision der Listen.

Art. 5. Die Wählerliste ist unveränderlich, vorbehaltlich der bei der jährlichen Revision oder der Kraft der Art. 7 u. 46 dieses Gesetzes etwa vorkommenden Streichungen u. Einschreibungen.

Art. 6. Jedes Jahr, in der ersten Hälfte des Monats März, läßt das Schöffenkollegium eine Bekanntmachung in der gewöhnlichen Form der amtlichen Bekündigungen veröffentlichen, wodurch die Bürger ersucht werden, vor dem 1. April gegen Empfangsschein die Belege derjenigen vorzulegen, die wahlberechtigt und noch nicht in die zu Recht bestehenden Listen eingetragen sind.

Vom 1. bis zum 30. April prüft dasselbe Kollegium die Listen derjenigen Bürger, die berufen sind, an der Wahl der Deputierten und der Gemeinderatsmitglieder teilzunehmen.

Es beläßt darin oder trägt von Amts wegen oder auf Antrag eines jeden Bürgers die-

1^{er} avril leur domicile dans la commune, réunissent les conditions de l'électorat.

Art. 7. Le domicile électoral du citoyen est au lieu de sa résidence habituelle, c'est-à-dire au lieu où il habite d'ordinaire avec sa famille.

Les fonctionnaires de l'État et des communes, les militaires en activité de service et les ministres des cultes qui reçoivent un traitement de l'État, ainsi que les personnes qui font partie de leur ménage, sont inscrits sur la liste de la commune où ils résident à l'époque de la révision annuelle.

En cas de changement de résidence par suite d'une nouvelle nomination, ils sont admis à voter dans la commune de leur nouvelle résidence, s'ils déclarent leur intention, dans la quinzaine de leur déplacement, à l'administration de la commune qu'ils quittent. Le bourgmestre de cette commune notifiera le certificat de cette déclaration à l'administration communale de la nouvelle résidence et au commissaire de district.

Le commissaire de district et le bourgmestre de la nouvelle résidence porteront, chacun en ce qui le concerne, l'électeur sur la liste électorale de la nouvelle résidence. L'électeur sera rayé des listes de la commune qu'il a quittée.

Art. 8. Les listes sont provisoirement arrêtées le 30 avril. Elles sont déposées à l'inspection du public, au secrétariat de la commune ou dans le local des séances du conseil communal, depuis le 1^{er} jusqu'au 10 mai inclusivement.

Ce dépôt est porté, le 1^{er} mai, à la connaissance des citoyens par un avis, publié dans la forme ordinaire, qui les invite à adresser au collège des bourgmestre et échevins, le 10 mai au plus tard, et séparément pour chaque élec-

jenigen ein, die am 1. April ihren Wohnsitz in der Gemeinde haben und die Wahlrechtsbedingungen erfüllen.

Art. 7. Der Wahlwohnsitz des Bürgers ist am Orte seines gewöhnlichen Aufenthaltes, d. h. da, wo er gewöhnlich mit seiner Familie wohnt.

Die öffentlichen Beamten, die in aktiven Dienste stehenden Militärpersonen, die Kultusbünder, welche ein Gehalt vom Staate beziehen, sowie die zu deren Haushalte gehörenden Personen werden in die Liste der Gemeinde, in welcher sie zur Zeit der jährlichen Revision wohnen, eingetragen.

Bei Wohnsitzveränderung infolge einer neuen Ernennung werden sie zur Stimmenabgabe in der Gemeinde ihres neuen Wohnortes zugelassen, wenn sie innerhalb vierzehn Tage nach der Wohnsitzveränderung die Verwaltung der Gemeinde, die sie verlassen, von ihrer Absicht benachrichtigen. Der Bürgermeister dieser Gemeinde bringt diese Bescheinigung zur Kenntnis der Gemeindeverwaltung ihres neuen Wohnsitzes, sowie des Distriktskommissars.

Der Distriktskommisar und der Bürgermeister des neuen Wohnsitzes tragen, jeder für sich, den Wähler in die Liste des neuen Wohnsitzes ein. Der Wähler wird von der Liste der Gemeinde, die er verlassen hat, gestrichen.

Art. 8. Die Listen werden am 30. April vorläufig abgeschlossen. Von 1. bis zum 10. Mai einschließlich werden dieselben auf dem Gemeindefretariäte oder in dem Beratungszimmer des Gemeinderates zur öffentlichen Einsicht niedergelegt.

Die Hinterlegung wird am 1. Mai den Bürgern durch Bekanntmachung in der üblichen Form mitgeteilt, wodurch dieselben erachtet werden, alle Einsprüche, zu denen die Wählerlisten etwa Anlaß geben, dem Schöffenkolle-

teur, toutes réclamations auxquelles les listes pourraient donner lieu.

L'avis mentionnera qu'aucune réclamation tendant à l'inscription d'un électeur ne sera recevable devant les tribunaux, si elle n'a été préalablement soumise au collège avec toutes les pièces justificatives.

Le droit d'observation est exercé en outre par le commissaire de district.

Art. 9. Les listes sont établies par sections électorales, lesquelles pourront à leur tour être subdivisées en circonscriptions locales à fixer par le collège des bourgmestre et échevins. Elles sont dressées dans l'ordre alphabétique des noms et mentionnent, en regard des nom, prénoms, profession et domicile de chaque électeur, le lieu et la date de sa naissance ainsi que la date à laquelle il a acquis la qualité de Luxembourgeois, s'il ne possède pas cette qualité par le fait de sa naissance.

Les femmes mariées et les veuves sont inscrites sous le nom de famille de leur mari, suivi du nom de famille et du prénom de l'épouse.

Art. 10. Les réclamations tendant à l'inscription d'un électeur sur les listes définitives doivent être faites séparément et par écrit, à moins que le réclamant ne déclare être dans l'impossibilité d'écrire. En ce cas, la réclamation peut être faite verbalement.

Les déclarations verbales sont reçues au secrétariat de la commune par le secrétaire communal ou par la personne spécialement déléguée à cet effet par le collège des bourgmestre et échevins.

Le fonctionnaire qui les reçoit en dresse sur le champ un procès-verbal dans lequel il constate que l'intéressé lui a déclaré être dans l'impossibilité d'écrire; il signe ce procès-verbal

gium am 10. Mai spätestens und für jeden Wähler besonders, zur Kenntnis zu bringen.

Zu der Bekanntmachung wird vermerkt, daß kein Einspruch wegen Eintragung eines Wählers in die Listen vor Gericht zulässig ist, wenn derselbe nicht vorher dem Schöffenkollegium mit allen Belegstücken unterbreitet worden ist.

Das Einspruchsrecht wird außerdem vom Districtskommissar ausgeübt.

Art. 9. Die Wählerlisten werden nach Wahlsektionen aufgestellt, die wieder in Volkswahlbezirke, die vom Schöffenkollegium zu bestimmen sind, eingeteilt werden können.

Die Listen werden in alphabetischer Namenfolge aufgestellt; hinter den Namen, Vornamen, Stand und Wohnort eines jeden Wählers verzeichnen die Listen: Ort und Tag der Geburt desselben; den Zeitpunkt, an dem er die Eigenschaft eines Luxemburgers erworben hat, falls er diese Eigenschaft nicht schon durch die Geburt besitzt.

Die verheirateten Frauen werden unter dem Familiennamen des Ehemannes eingeschrieben, auf den der Familienname und Vorname der Ehefrau folgen wird.

Art. 10. Die Einsprüche wegen Eintragung in die endgültigen Listen müssen für jeden Wähler besonders und schriftlich eingebracht werden, es sei denn, daß der Antragsteller nicht schreiben zu können erklärt. In diesem Falle kann der Einspruch mündlich geschehen.

Die mündlichen Einsprüche werden vom Gemeindesekretär oder von dem durch das Schöffenkollegium besonders dazu beauftragten Beamten auf dem Gemeindesekretariate entgegengenommen.

Der Beamte, der den Einspruch entgegennimmt, errichtet darüber sofort ein Protokoll, worin er vermerkt, daß der Antragsteller nicht schreiben zu können erklärt hat; er unterzeichnet

et le remet au comparant après lui en avoir donné lecture.

Les procès-verbaux des réclamations verbales et les réclamations écrites doivent, à peine de nullité, être déposés, ainsi que toutes les pièces justificatives dont le réclamant entend faire usage, au secrétariat de la commune au plus tard le 10 mai.

Le fonctionnaire qui reçoit la réclamation est tenu de l'inscrire à sa date dans un registre spécial et d'en donner récépissé ainsi que des pièces produites à l'appui; de former un dossier pour chaque réclamation; de coter et parapher les pièces produites et de les inscrire avec leur numéro d'ordre dans l'inventaire joint à chaque dossier. Les pièces produites ne peuvent en être retirées.

Lorsque la preuve des conditions de l'électorat doit résulter de documents officiels se trouvant en possession de l'administration communale, soit en original, soit en copie de l'original, le requérant n'est point tenu d'en produire copie. Il suffit qu'il les invoque dans sa requête ou dans ses conclusions, en spécifiant les éléments de fait que ces documents sont destinés à établir.

Le 20 mai au plus tard, les collèges des bourgmestre et échevins doivent statuer sur toutes les réclamations, en séance publique, sur le rapport d'un membre du collège, et après avoir entendu les parties, ou leurs mandataires, s'ils se présentent.

Une décision motivée est rendue séparément sur chaque affaire; elle est inscrite dans un registre spécial.

Le rôle des réclamations introduites est af-

das Protokoll und übergibt es nach Vorlesung dem Antragsteller.

Die Protokolle über die mündlichen Einsprüche und die schriftlichen Einsprüche müssen, samt allen Belegstücken, von denen der Antragsteller Gebrauch zu machen gedenkt, am 10. Mai spätestens unter Strafe des Verfalls auf dem Gemeindesekretariat oder auf dem Distriktskommisariat abgegeben werden.

Der Beamte, der den Einspruch entgegen nimmt, ist verpflichtet, denselben dem Datum nach, in ein dazu bestimmtes Buch einzutragen, einen Empfangsschein über den Antrag und die Belege auszustellen, für jeden Einspruch ein besonderes Altenheft anzulegen, die Schriftstücke mit laufender Nummer und Namenszug zu versehen und dieselben mit ihrer Nummer auf das jedem Altenheft beizugebende Verzeichnis einzutragen. Die beigebrachten Schriftstücke dürfen nicht mehr zurückgezogen werden.

Wenn der Nachweis über die Erfüllung der Wahlrechtsbedingungen aus amtlichen Schriftstücken erbracht werden soll, die urschriftlich oder als Abschrift der Urkunft im Besitz der Gemeindeverwaltung sind, so ist der Antragsteller nicht verpflichtet, eine Abschrift derselben vorzulegen. Es genügt, daß er in seinem Gesuch oder in seinen Anträgen darauf Bezug nehme, indem er den Tatbestand, den die Schriftstücke nachzuweisen bestimmt sind, darlegt.

Die Schöffenkollegien müssen am 20. Mai spätestens, in öffentlicher Sitzung, auf den Bericht eines Mitgliedes des Kollegiums und nach Anhörung der Parteien oder ihrer Vertreter, sofern sie erschienen sind, über alle Anträge entscheiden.

Für jede Angelegenheit wird eine besondere, begründete Entscheidung getroffen; sie wird in ein eigens dazu bestimmtes Buch eingetragen.

Die Liste der eingebrochenen Einsprüche wird

fiché au moins un jour d'avance au secrétariat de la commune, où chacun peut en prendre inspection et copie.

Art. 11. Les listes sont définitivement clôturées le 20 mai.

Elles ne peuvent modifier les listes provisoires que sur les points qui ont donné lieu à des réclamations et en suite des décisions intervenues sur celles-ci.

Art. 12. Une liste supplémentaire des électeurs nouvellement inscrits est dressée dans la même forme que les listes provisoires. Elle mentionne, par ordre alphabétique, les nom et prénoms des électeurs rayés; elle est déposée à l'inspection du public, concurremment avec les listes provisoires, au secrétariat de la commune, du 20 au 30 mai. Un avis publié dès le 20 mai, dans la forme ordinaire, porte ce dépôt à la connaissance du public.

L'affiche mentionnera que les réclamations du chef d'inscription, radiation ou omission indues devront être portées devant le juge de paix, conformément aux art. 17 et suivants de la présente loi.

Art. 13. Lorsque, en procédant à la revision provisoire ou définitive des listes, le collège des bourgmestre et échevins raye les noms d'électeurs portés sur les listes de l'année précédente ou sur les listes provisoires arrêtées le 30 avril, il est tenu d'en avertir ces électeurs, par écrit et à domicile, au plus tard dans les quarante-huit heures du jour de la publication des listes, en les informant des motifs de cette radiation.

Art. 14. Ces notifications sont faites par lettres chargées à la poste, en franchise de port, contre avis de réception des destinataires.

wenigstens einen Tag zum voraus auf dem Gemeindesecretariate angebracht, wo jeder Mann Einsicht u. Abschrift davon nehmen kann.

Art. 11. Die Wählerlisten werden am 20. Mai endgültig abgeschlossen.

Sie können an den vorläufigen Listen nur in jenen Punkten Änderungen einführen, gegen welche Einspruch erhoben worden ist, und nur infolge der über die Einsprüche getroffenen Entscheidungen.

Art. 12. Eine Ergänzungsliste der neu eingeschriebenen Wähler wird in der für die vorläufigen Listen üblichen Form aufgestellt. Die Namen und Vornamen der gestrichenen Wähler werden darin in alphabetischer Reihenfolge verzeichnet; die Liste wird zugleich mit den vorläufigen Listen, vom 20. bis zum 30. Mai, auf dem Gemeindesecretariate zur öffentlichen Einsicht hinterlegt. Schon am 20. Mai bringt eine Bekanntmachung in der üblichen Form die Hinterlegung zur öffentlichen Kenntnis.

Der Anschlag gibt bekannt, daß die Beschwerden wegen unrechtmäßiger Einschreibung, Streichung oder Auslassung beim Friedensgericht gemäß Art. 17 ff. dieses Gesetzes eingeleget werden müssen.

Art. 13. Wenn bei der vorläufigen oder endgültigen Revision der Listen das Schöffenkollegium die Namen von Wählern, die auf der Liste des Vorjahres oder auf der am 30. April vorläufig festgestellten stehen, streicht, so hat es die betreffenden Wähler spätestens innerhalb 18 Stunden, von dem Tage der Veröffentlichung der Listen an, schriftlich und in ihrer Wohnung davon in Kenntnis zu setzen, unter Angabe der Gründe, welche die Streichung veranlaßt haben.

Art. 14. Diese Benachrichtigungen geschehen durch eingeschriebenen Postbrief, mit Porto-freiheit, gegen Empfangsbereitstellung der Empfänger.

Si l'intéressé a transféré sa résidence dans une autre commune, copie de la notification est adressée au bourgmestre de cette commune.

Art. 15. Dans les vingt-quatre heures de la clôture des listes, l'administration communale envoie au commissaire de district l'original des listes définitive et complémentaire, les résolutions dont mention à l'art. 10 et toutes les pièces au moyen desquelles les citoyens inscrits auront justifié de leurs droits ou par suite desquelles les radiations auront été opérées.

Un double des listes est retenu au secrétariat de la commune.

Dans les vingt-quatre heures de l'arrivée des listes et des pièces au commissariat, le commissaire en adresse un récépissé au collège des bourgmestres et échevins. Il en est immédiatement fait mention dans un registre spécial, coté et paraphé par le commissaire de district.

Art. 16. Chacun peut prendre inspection et copie des listes tant au secrétariat de la commune qu'au commissariat de district.

Chacun peut aussi prendre inspection et copie des pièces mentionnées ci-dessus.

Chap. II. — *Du recours devant le juge de paix.*

Art. 17. Toute personne indûment inscrite, omise ou rayée, peut exercer un recours devant le juge de paix du canton.

Toutefois, les recours ne sont recevables que s'il est justifié par le réclamant de l'existence d'un recours adressé, le 10 mai au plus tard, au collège des bourgmestres et échevins, ou si l'intéressé inscrit sur la liste provisoire a été

Wenn der Betreffende seinen Wohnsitz in eine andere Gemeinde verlegt hat, wird eine Abschrift der Benachrichtigung an den Bürgermeister dieser Gemeinde gesandt.

Art. 15. Innerhalb vierundzwanzig Stunden nach Abschluß der Listen wird das Original der endgültigen und der Ergänzungsliste, die in Art. 10 erwähnten Beschlüsse sowie alle Schriftstücke, vermittelst derer die eingeschriebenen Bürger ihre Rechte nachgewiesen haben, oder infolge derer Streichungen vorgenommen worden sind, von der Gemeindeverwaltung dem Distriktskommissar zugesandt.

Ein Duplikat der Listen verbleibt im Sekretariat der Gemeinde.

Innerhalb vierundzwanzig Stunden nach Ankunft der Listen und Schriftstücke übermittelt der Distriktskommissar dem Schöffenkollegium eine Empfangsberechtigung, die unverzüglich in einem besonderen, vom Kommissar mit fortlaufenden Nummern und Namenszug versehenen Buche vermerkt wird.

Art. 16. Jeder kann, sowohl im Gemeindesekretariate als im Distriktskommissariate, Einficht und Abschrift der Listen nehmen.

Auch kann jeder Einficht von den andern obenerwähnten Schriftstücken nehmen.

Capitel II. — Von der Berufung beim Friedensgericht.

Art. 17. Wer unrechtmäßig eingeschrieben, weggelassen oder gestrichen worden ist, kann beim Friedensgerichte des Kantons Berufung einlegen.

Die Berufung ist jedoch nur dann zulässig, wenn der Beschwerdeführer nachweist, daß er am 10. Mai spätestens beim Schöffenkollegium einen Einspruch eingereicht hat, oder wenn er in die vorläufige Liste eingeschrieben war und

omis ou rayé à la suite de la revision supplémentaire, ou enfin s'il n'est pas établi qu'avant le 3 mai l'intéressé a reçu de la part de l'administration communale avis de son omission ou de sa radiation des listes provisoires.

Art. 18. Toute personne jouissant des droits civils et politiques peut, quant aux listes de sa commune, exercer, sous les conditions indiquées à l'article précédent, un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs.

Art. 19. Si le tiers réclamant, dans le cas prévu par l'article précédent, ou l'intervenant dans le cas prévu par l'art. 22, vient à décéder, ou renonce à son recours, avant qu'il ait été définitivement statué sur l'affaire, toute personne jouissant des mêmes droits peut, en tout état de cause, adhérer au recours ou à l'intervention formée devant le juge de paix.

Les actes de procédure accomplis et les décisions rendues restent acquis à l'instance, qui est continuée au nom de l'adhérent.

L'acte d'adhésion doit, à peine de nullité, être déposé dans les dix jours de la date du décès ou de la renonciation du tiers réclamant ou de l'intervenant.

Le dépôt a lieu au commissariat de district ou au greffe de la justice de paix, suivant que le commissaire de district sera encore en possession du dossier de l'affaire, ou aura transmis les pièces au greffe de la justice de paix, conformément à l'art. 26 ci-après.

Le fonctionnaire qui reçoit l'acte d'adhésion doit en donner récépissé.

L'acte d'adhésion doit être notifié aux parties, par exploit d'huissier, dans les cinq jours du dépôt.

bei der Nachprüfung gestrichen oder weg gelassen worden ist, oder aber, wenn nicht fest gestellt ist, daß er vor dem 3. Mai durch die Gemeindeverwaltung von der Streichung oder Weglassung aus den vorläufigen Listen benachrichtigt worden ist.

Art. 18. Wer im Genusse der bürgerlichen und politischen Rechte steht, kann, bezüglich der Listen seiner Gemeinde und unter den im vorhergehenden Artikel angegebenen Bedingungen Berufung einlegen gegen die Einschreibung, Streichung oder Auslassung der Namen von Wählern.

Art. 19. Wenn in den durch vorhergehenden Artikel oder durch Art. 22 vorgesehenen Fällen der Drittägiger oder der Interventient stirbt oder die Berufung aufgibt, bevor die Sache endgültig entschieden ist, kann jeder, der im Besitz derselben Rechte ist, in jedem Augenblick, der Berufung oder der Intervention bei dem Friedensgerichte beitreten.

Unter Aufrechterhaltung der vollzogenen Prozeßverhandlungen und der erlassenen Entscheidungen wird der Prozeß im Namen des Beitreitenden fortgeführt.

Der Beitrittsakt muß, unter Strafe des Verfalls, innerhalb zehn Tage von dem Todestage oder dem Tage der Verzichtleistung des Drittägigers oder des Interventienten an hinterlegt werden.

Die Hinterlegung geschieht beim Distriktskommisariate, wenn der Distriktskommisär noch im Besitz der Aktenstücke ist, oder bei dem Friedensgerichtssekretariate, falls er die Schriftstücke gemäß Art. 26 dem Gerichts sekretariate bereits übermittelt hat.

Der Beamte stellt über die Hinterlegung einen Empfangsschein aus.

Der Beitrittsakt muß den Parteien innerhalb fünf Tage durch Gerichtsvollzieher urkundlich zugestellt werden.

Art. 20. Le recours doit être remis au commissariat de district.

Il est fait par requête, en personne ou par fondé de pouvoir. Il est, s'il y a lieu, dénoncé par exploit d'huissier à la personne intéressée.

Lorsque le réclamant est dans l'impossibilité d'écrire, le recours peut être fait verbalement. En ce cas, le commissaire de district, ou son secrétaire, en dresse acte sur le champ. Il constate dans l'acte que l'intéressé lui a déclaré se trouver dans l'impossibilité d'écrire et après avoir donné lecture au comparant de cet acte, il le signe et le lui remet.

Cet acte, la requête, l'original de la notification, les pièces justificatives et les conclusions à l'appui sont déposés au plus tard le 15 juin.

Le tout à peine de nullité.

Toutefois, s'il s'agit d'une demande déjà formulée devant le collège des bourgmestre et échevins, le requérant et cet électeur lui-même ne peuvent joindre à la requête d'autres pièces nouvelles, indépendamment des conclusions, que les extraits des documents dont la production devant l'administration communale n'est pas requise aux termes de l'art. 10, al. 6.

Le fonctionnaire qui reçoit le recours est tenu de l'inscrire à sa date dans un registre spécial et d'en donner récépissé, ainsi que des pièces produites à l'appui.

Si la notification prévue par l'art. 13 est faite tardivement, le recours du chef de radiation indue est encore recevable dans les dix jours à dater de cette notification.

La déchéance ne peut être opposée si aucune notification de l'espèce n'a été faite par le collège des bourgmestre et échevins.

Art. 21. Immédiatement après l'expiration du délai fixé à l'article précédent, le commis-

Art. 20. Die Berufung wird im Distriktskommisariate eingereicht.

Sie erfolgt durch ein Gesuch des Reklamanten selbst oder eines Bevollmächtigten. Sie soll vorkommendenfalls der beteiligten Person durch Gerichtsvollzieherurkunde angezeigt werden.

Die Berufung kann mündlich geschehen, wenn der Reklamant nicht schreiben kann. In diesem Falle nimmt der Distriktskommissar oder dessen Sekretär sofort einen Bericht auf, worin er vermerkt, daß der Beteiligte nicht schreiben zu können erklärt hat; nachdem der Beamte den Bericht vorgelesen und unterzeichnet hat, übergibt er ihn dem Reklamanten.

Diese Verhandlung, das Gesuch, die Anschrift der Zustellung, die Belegstücke und die Anträge werden spätestens am 15. Juni hinterlegt.

Dies alles unter Strafe des Verfalls.

Wenn jedoch der Einspruch schon beim Schöffenskollegium eingebracht worden war, darf der Gesuchsteller und der beteiligte Wähler selbst, unbeschadet der Schlussfolgerungen, dem Gesuche keine anderen Schriftstücke beigeben, als die Auszüge aus den Urkunden, die gemäß Art. 10, Abs. 6, der Gemeindeverwaltung nicht vorgelegt zu werden brauchen.

Der Beamte, der die Berufung entgegennimmt, trägt sie dem Datum nach in ein eigenständig dazu bestimmtes Buch ein; er bescheinigt den Empfang derselben und der Belegstücke.

Erfolgt die in Art. 13 vorgesehene Anzeige zu spät, so ist die Berufung gegen unrechtmäßige Streichung innerhalb zehn Tage vom Tage dieser Anzeige an noch zulässig.

Der Verlust des Berufungsrechtes kann bei Versäumung einer derartigen Anzeige seitens des Schöffenskollegiums nicht geltend gemacht werden.

Art. 21. Nach Ablauf der im vorhergehenden Artikel bestimmten Frist stellt der Distrikts-

saire de district dresse, par commune, les listes des recours tendant à l'inscription ou à la radiation d'électeurs, en mentionnant, s'il y a lieu, les noms et domicile des tiers réclamants.

Il transmet ces listes aux administrations communales respectives et en affiche en même temps un double au commissariat.

Les listes transmises aux administrations communales sont, par les soins de celles-ci, affichées immédiatement après réception et demeureront affichées pendant dix jours.

Art. 22. Toute personne jouissant des droits civils et politiques, peut, dans les dix jours de cet affichage, intervenir quant aux listes de la commune, dans les contestations tendant à l'inscription ou à la radiation d'électeurs.

L'intervention se fait par requête au juge de paix, remise au commissariat de district. Elle est notifiée par exploit d'huissier, dans le même délai, à l'intéressé et s'il y a lieu, au tiers requérant; l'acte de notification est joint à la requête; le tout à peine de nullité.

Le fonctionnaire qui reçoit l'intervention est tenu de l'inscrire à sa date au registre spécial et d'en donner récépissé, ainsi que des pièces produites à l'appui.

Art. 23. Le commissaire de district, agissant d'office, pourra exercer les droits de recours, d'adhésion à un recours et d'intervention mentionnés aux art. 18, 19 et 22 ci-dessus.

Il inscrira ses recours, adhésions à un recours et interventions à leurs dates au registre à ce destiné et les notifiera, par exploit d'huissier, dans les délais donnés aux mêmes fins aux particuliers, à toutes les parties intéressées, sous peine de nullité.

Kommisar die Listen der Berufungen wegen Einschreibung oder Streichung als Wähler unverzüglich nach Gemeinden auf, eventuell mit Hinzufügen des Namens und des Wohnortes der Drittreqlamanten.

Diese Listen sollen den Gemeindeverwaltungen durch den Distriktskommisar zugesandt werden, während gleichzeitig im Kommissariate ein Duplikat derselben angeschlagen wird.

Die Gemeindeverwaltungen schlagen die ihnen zugeschickten Listen unverzüglich nach Empfang derselben an. Diese bleiben zehn Tage lang angeschlagen.

Art. 22. Innerhalb der zehn Tage des Anschlags kann jeder im Genuss der bürgerlichen und politischen Rechte stehende den Beauftragungen betreffs Einschreibung oder Streichung von Wählern beitreten, soweit die Beauftragungen auf die Wählerlisten seiner Gemeinde Bezug haben.

Die Intervention geschieht durch ein an das Friedensgericht gestelltes und dem Distriktskommisar übermitteltes Gesuch. Es wird innerhalb derselben Frist dem Beteiligten und, eintretendfalls, dem Drittreqlamanten durch Gerichtsvollzieherurkunde zugesetzt; letztere ist dem Gesuch beizugeben; dies alles unter Strafe der Richtigkeit.

Der Beamte, der die Intervention entgegennimmt, schreibt sie dem Datum nach, in das eigens dazu bestimmte Buch ein; er bescheinigt deren Empfang sowie den der Belegstücke.

Art. 23. Der Distriktskommisar kann von Amts wegen das Recht der Berufung, des Beitritts u. der Intervention, welche in den Art. 18, 19 und 22 oben erwähnt sind, ausüben.

Diese seine Berufungen, Beitritte und Interventionen trägt er den Daten nach in ein eigens dazu bestimmtes Buch ein, und stellt sie durch Gerichtsvollzieherurkunde allen beteiligten Parteien innerhalb der den Privatpersonen zu derselben Zweck eingeräumten Fristen zu, dies unter Strafe der Richtigkeit.

Ce registre pourra être consulté par les parties en cause.

Art. 24. Les requérants doivent déposer toutes les pièces dont ils entendront faire usage, ainsi que leurs écrits de conclusions, au plus tard le 30 juin.

Les défendeurs et intervenants produiront leurs pièces et conclusions en réponse au plus tard le 15 juillet.

Les requérants qui, avant le 30 juin, ont conclu et déposé les pièces à l'appui de leur réclamation, ont du 16 au 31 juillet un nouveau délai pour répondre par production de pièces et de conclusions.

Les défendeurs et intervenants qui ont conclu et déposé les pièces à l'appui avant le 15 juillet ont à même fins un nouveau délai du 1^{er} au 15 août.

Art. 25. Le commissaire classe toutes les réclamations, avec les pièces qui s'y rapportent, en dossiers séparés. Toutes les pièces sont, dès leur réception, par lui paraphées, datées et numérotées. Elles sont inscrites, avec leur numéro d'ordre, dans l'inventaire qui est joint à chaque dossier.

Les pièces et conclusions produites ne peuvent plus être retirées.

Les dossiers sont, tous les jours et pendant les heures de bureau, soumis à l'examen des parties. Ceux relatifs aux causes pouvant donner lieu à intervention restent en outre soumis à l'examen de tous les tiers jusqu'à l'expiration des délais d'intervention.

Art. 26. Le 1^{er} septembre tous les dossiers demeurés au commissariat de district sont transférés au greffe du tribunal de paix à la diligence du commissaire.

Ce fonctionnaire joint à chaque affaire, s'il

Besagtes Buch liegt den beteiligten Parteien zur Einsicht offen.

Art. 24. Die Gesuchsteller müssen alle Schriftstücke, von denen sie Gebrauch machen wollen, nebst Anträgen spätestens am 30. Juni hinterlegen.

Die Gegner und Intervenienten haben ihre Gegenschriftstücke und Gegenanträge spätestens den 15. Juli einzureichen.

Den Gesuchstellern, die vor dem 30. Juni ihre Anträge gestellt und die Belege zur Beweisung hinterlegt haben, wird vom 16. Juli bis zum 31. Juli eine neue Frist zur Entgegennahme durch Schriftstücke u. Anträge gestattet.

Den Gegnern und Intervenienten, die vor dem 15. Juli ihre Anträge gestellt und die Belege dazu beigebracht haben, ist zu demselben Zwecke eine neue Frist vom 1. bis zum 15. August gestattet.

Art. 25. Der Distriktskommisar sondert alle Berufungen mit den darauf bezüglichen Schriftstücken in besondere Aktenhefte. Alle Schriftstücke werden gleich bei Empfang von ihm mit Namenszug, Datum und einer laufenden Nummer versehen. Sie werden mit ihrer Nummer auf das jedem Aktenheft beizulegende Verzeichnis eingetragen.

Die beigebrachten Schriftstücke und Anträge dürfen nicht mehr zurückgezogen werden.

Die Aktenhefte liegen täglich während der Bureaustunden den Parteien zur Einsicht offen. Diejenigen, welche sich auf Berufungen beziehen, die zu Intervention Anlaß geben können, liegen bis nach Ablauf der Interventionsfristen allen Dritten zur Einsicht offen.

Art. 26. Am 1. September werden alle im Distriktskommisariate verbliebenen Aktenhefte vom Distriktskommisar dem Friedensgerichtsssekretariate übermittelt.

Dieser Beamte fügt, eintretendenfalls, jeder

y a lieu, une copie par lui certifiée des listes électorales, tant provisoires que définitives, concernant le litige, ainsi qu'une expédition de la résolution du collège des bourgmestre et échevins prévue en l'art. 10.

Art. 27. Après le 15 août aucune production de pièces ou conclusions nouvelles, à l'exception des simples mémoires, n'est recevable.

Toutefois, le juge de paix peut autoriser une partie à produire de nouvelles pièces et conclusions, si cette production est nécessaire par le dépôt tardivement opéré par l'adversaire, et à la condition que cette partie spécifie les documents qu'elle entend verser au procès.

Dans ce cas, si le juge de paix estime qu'il y a faute ou négligence de la part du plaigneur qui a tardivement déposé ses documents, il peut, à titre de pénalité, le condamner à tout ou partie des dépens quelle que soit l'issue du procès.

Le juge de paix peut aussi, d'office, ordonner, s'il le juge convenable, la production de telles pièces qu'il indique.

Art. 28. Le juge de paix ordonne que la cause soit portée au rôle pour être plaidée à l'une des premières audiences.

Le greffier informe les parties de la date de l'audience.

Le rôle des affaires à plaider est affiché au greffe de la justice de paix.

Art. 29. Si, à l'appel de la cause, l'une des parties fait défaut, il est statué sur les conclusions de l'autre partie. Si toutes les parties font défaut, il est statué en leur absence. Le jugement est, dans tous les cas, réputé contradictoire.

Sache eine von ihm beglaubigte Abschrift sowohl der vorläufigen als auch der endgültigen, die Beanstandung betreffenden Listen, sowie eine Ausfertigung der in Art. 10 vorgesehenen Entscheidung des Schöffenkollegiums bei.

Art. 27. Nach dem 15. August ist die Beibringung irgend eines Altenstücks oder neuer Anträge, mit Ausnahme einfacher Denkschriften, nicht mehr zulässig.

Das Gericht kann indes einer Partei gestatten, neue Altenstücke und Anträge vorzubringen, insofern dies infolge verspäteter Hinterlegung seitens der Gegenpartei notwendig geworden ist; doch nur unter der Bedingung, daß besagte Partei die zur Prozeßführung beizufügenden Schriftstücke aufzählt.

Wenn das Gericht in diesem Falle auf Schuld oder Nachlässigkeit seitens der prozeßführenden Partei, die ihre Schriftstücke zu spät hinterlegt hat, erkennt, kann es dieselbe zur Strafe in alle Kosten oder einen Teil derselben verurteilen, welches auch immerhin der Ausgang des Prozesses sein mag.

Das Gericht kann ferner die Beibringung von beliebigen Schriftstücken von Amts wegen verordnen, falls es dies als angezeigt erachtet.

Art. 28. Der Friedensrichter verordnet, daß die Sache in die Geschäftsliste eingetragen werde, um in einer der nächsten Sitzungen zur Verhandlung zu kommen.

Der Gerichtsschreiber benachrichtigt die Parteien über den anberaumten Termin. Die Liste der zu verhandelnden Sachen wird in dem Gerichtssekretariat angeschlagen.

Art. 29. Wenn beim Aufruf der Sache eine Partei nicht erscheint, so wird auf die Anträge der andern Partei hin entschieden. Erscheinen beide Parteien nicht, so wird in ihrer Abwesenheit entschieden. Das Urteil wird in allen Fällen als kontraditorisch betrachtet.

Art. 30. Les jugements interlocutoires ne sont ni levés ni signifiés.

Art. 31. Si une enquête est ordonnée, le greffier informe les parties, au moins trois jours d'avance, du jour fixé et des faits à prouver.

Les informations aux parties sont données par lettre recommandée.

Les enquêtes sont publiques, les parties peuvent y assister en personne ou par fondé de pouvoirs. Il est fait mention de leur présence et de leur qualité dans le procès-verbal d'enquête.

Art. 32. Les témoins peuvent comparaître volontairement sans perdre droit à la taxe. Ils sont tenus de comparaître sur une simple citation. Ils prêtent serment comme en matière de police correctionnelle.

Art. 33. Dans les enquêtes, aucun témoin ne peut être reproché pour l'une des causes énumérées par l'art. 283 du Code de procédure civile.

Toutefois, ne peuvent être entendus comme témoins:

1^o le parent ou l'allié de l'une des parties, jusqu'au troisième degré inclusivement;

2^o les individus interdits, conformément à la loi pénale, du droit de déposer en justice.

Art. 34. Les débats devant le juge de paix sont publics.

Art. 35. Le juge de paix statue d'urgence soit immédiatement, soit à une audience ultérieure qu'il fixe.

Dans les huit jours au plus tard du prononcé du jugement, le greffier de la justice de paix en transmet copie pour notification aux parties en cause, au procureur d'Etat, au bourgmestre de la commune intéressée et au commissaire de district.

Art. 30. Die Zwischenurteile werden weder gehoben noch zugestellt.

Art. 31. Wird eine Untersuchung verordnet, so zeigt der Gerichtsschreiber den Parteien wenigstens drei Tage voraus den festgesetzten Tag und die zu beweisenden Tatsachen an.

Die Parteien werden durch Einschreibebriefe benachrichtigt.

Die Untersuchungen sind öffentlich; die Parteien können denselben in Person oder durch Bevollmächtigte bewohnen; ihre Anwesenheit und Eigenschaft wird in dem Bericht erwähnt.

Art. 32. Die Zeugen können freiwillig erscheinen, ohne ihr Recht auf Zeugengebühr zu verlieren. Sie haben auf eine einfache Vorladung hin zu erscheinen. Sie leisten den Eid wie beim Zuchtpolizeiverfahren.

Art. 33. In den Wahluntersuchungen kann kein Zeuge wegen eines der in Art. 283 der Zivil-Prozeßordnung aufgezählten Gründe abgelehnt werden.

Als Zeugen dürfen indes nicht verhört werden:

1. wer mit einer Partei bis zum dritten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert ist;

2. wer dem Strafgesetzbuch gemäß des Rechtes der Aussage vor Gericht verlustig geworden ist.

Art. 34. Die Verhandlungen vor dem Friedensgericht sind öffentlich.

Art. 35. Der Friedensrichter erkennt mit Dringlichkeit, entweder unverzüglich oder in einer späteren dazu anzuberaumenden Sitzung.

Spätestens innerhalb acht Tage nach Abspruch des Erkenntnisses stellt der Friedensgerichtsschreiber den beteiligten Parteien, dem Staatsanwalt, dem Bürgermeister der betreffenden Gemeinde und dem Distriktskommissar eine Abschrift des Erkenntnisses zu.

Chap. III. — Du recours en cassation.

Art. 36. Le recours en cassation est ouvert au procureur général et au procureur d'Etat, ainsi qu'aux parties en cause, contre les jugements qui statuent sur la compétence et contre ceux qui terminent le litige.

Si celui qui a poursuivi l'action est décédé avant l'expiration du délai de cassation, tout individu qui aurait eu le droit d'exercer le recours devant le juge de paix, a le droit d'exercer un pourvoi en cassation.

Art. 37. Le recours se fait par requête à la Cour supérieure de justice, contenant à peine de nullité, un exposé sommaire des moyens et l'indication des lois violées.

La requête, préalablement signifiée aux défendeurs, les pièces à l'appui du pourvoi, une expédition du jugement attaqué et l'original de la notification sont, à peine de déchéance, renmis au greffe de la justice de paix, dans les vingt jours de la notification du jugement.

Ces pièces sont immédiatement transmises au greffe de la Cour.

Le greffier de la justice de paix en informe sans retard le bourgmestre de la commune intéressée ainsi que le commissaire de district.

Les défendeurs peuvent prendre connaissance des pièces dans les huit jours qui suivent le dépôt au greffe de la Cour. Ils remettent, dans ce délai, au greffe les mémoires et pièces qu'ils jugent devoir produire en réponse. Les demandeurs peuvent en prendre connaissance.

Art. 38. Sont observés pour la procédure les art. 18, 19, 20, 21, 22, 24, 29, 33, 34 et 38 de la loi du 18 février 1885, sur les recours en

Capitel III.—Pour dem Rechtsmittel der Beschwerde.

Art. 36. Gegen die Zuständigkeit und die den Prozeß abschließenden Urteile steht dem Generalstaatsanwalt, dem Staatsanwalt sowie den beteiligten Parteien das Rechtsmittel der Beschwerde zu.

Stirbt der Prozeßführer vor Ablauf der Kassationsfrist, so hat jede zur Berufung beim Friedensgericht befugte Person auch das Recht, Beschwerde einzulegen.

Art. 37. Die Beschwerde geschieht durch Antrag an den Obergerichtshof; er enthält bei Strafe der Nichtigkeit, eine bündige Aufzählung der Beschwerdemittel und die Angabe der verletzten Gesetze.

Der dem Beklagten vorher zugestellte Antrag, die Belegstücke der Beschwerde, eine Ausfertigung des angefochtenen Urteils und die Urkchrift der Zustellung müssen, bei Strafe des Verfalls, innerhalb zwanzig Tage nach Zustellung des Urteils in dem Friedensgerichtssekretariat hinterlegt werden.

Diese Schriftstücke werden der Kanzlei des Obergerichtshofes unverzüglich über sandt.

Der Friedensgerichtssekretär gibt unverzüglich dem Bürgermeister der betreffenden Gemeinde und dem Distriktskommissar hier von Kenntnis.

Die beklagte Partei kann innerhalb acht Tage nach Hinterlegung der Schriftstücke bei dem Sekretariat des Obergerichtshofes Kenntnis von denselben nehmen. Innerhalb dieser Frist hat sie etwaige Wegen-Denkschriften und Schriftstücke bei dem Sekretariate zu hinterlegen. Die Kläger können Einsicht von denselben nehmen.

Art. 38. Beim Verfahren über die Beschwerde werden Art. 18, 19, 20, 21, 22, 24, 29, 33, 34 und 38 des Gesetzes vom 18. Februar

cassation, sous réserve des modifications prévues à la l'art. 40 ci-après.

Art. 39. Le pourvoi est jugé tant en l'absence qu'en la présence des parties. Tous arrêts sont réputés contradictoires.

Art. 40. L'arrêt qui prononcera la cassation statue en même temps sur le fond, si la cause est en état.

Si l'affaire n'est pas en état, l'arrêt qui prononce la cassation fixe la cause à une des prochaines audiences pour l'instruction du fond.

Cette instruction se fait comme en matière d'appel correctionnel, sans préjudice aux enquêtes à recevoir par un conseiller rapporteur. (Art. 56 de la loi du 18 février 1885.)

Chap. IV. — *Des actes de procédure et des frais.*

Art. 41. Toutes réclamations, tous exploits, actes de procédure et expéditions en matière électorale peuvent être faits sur papier libre.

Art. 42. Toutes les pièces sont dispensées de l'enregistrement sauf les exploits, qui sont enregistrés gratis.

Art. 43. Tous les requérants au même exploit sont tenus de faire élection du même domicile; à défaut de cette élection, les notifications sont valablement adressées au domicile de l'un d'eux.

Il n'est laissé aux dits requérants qu'une seule copie de toutes les notifications qui leur sont faites.

Les huissiers transmettent par lettre recommandée à la poste, contre reçu du destinataire, les exploits à notifier en matière électorale. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée.

1885, über das Kassationsverfahren, mit den im nachfolgenden Art. 40 vorgesehenen Abänderungen beobachtet.

Art. 39. Über die Beschwerde wird sowohl in Gegenwart als in Abwesenheit der Parteien erkannt; alle Erkenntnisse werden als kontraktivisch angesehen.

Art. 40. Das aufhebende Erkenntnis entscheidet zugleich in der Hauptsache selbst, falls diese spruchreif ist.

Ist die Sache nicht spruchreif, so vertagt das Kassationserkenntnis dieselbe auf eine der nächsten Sitzungen, für das Verfahren in der Hauptsache.

Das bei Buchtpolizei-Appellsachen eingehaltene Verfahren wird beobachtet, unbeschadet des vom Berichterstatter aufzunehmenden Zeugenverhörs. (Art. 56 des Gesetzes vom 18. Feb. 1885).

Kapitel IV. — *W und den Prozeßakten und den Kosten.*

Art. 41. Alle Einsprüche, Zustellungen, Prozeßakten und Ausfertigungen in Wahlsachen können auf stempelfreies Papier geschrieben werden.

Art. 42. Alle Schriftstücke sind frei von der Einregistrierung, mit Ausnahme der Zustellungen, die unentgeltlich gebucht werden.

Art. 43. Alle an einer und derselben Zustellung beteiligten Gesuchsteller müssen einen und denselben Wohnsitz erwähnen. In Erman gelung dessen geschehen die Zustellungen rechtsträfig am Wohnsitz eines derselben.

Von allen Zustellungen wird diesen nur eine Abschrift zurükgelassen.

Die Gerichtsvollzieher übersendend die Zustellungen in Wahlsachen durch die Post ver mittels Einschreibebriefes und gegen Bescheinigung des Empfängers. Die Aufgabe des Briefes bei der Post gilt als Zustellung an die vorgeladene Partei.

Art. 44. Les salaires des huissiers et les frais d'enquête sont payés aux taux applicables en matière répressive.

Il n'est perçu d'autre droit de gresse que le droit fixe de deux francs par expédition délivrée.

Art. 45. Les parties font l'avance des frais.

Entrent en taxe non seulement les frais de procédure proprement dite, mais encore les frais des pièces que les parties ont dû produire dans l'instance électorale à l'appui de leurs prétentions.

Les frais sont à charge de la partie succombante. Si les parties succombent respectivement sur quelques chefs, les dépens peuvent être compensés. Toutefois, si les prétentions des parties ne sont pas manifestement mal fondées, le tribunal peut ordonner qu'ils seront en tout ou en partie à charge de l'Etat.

Chap. V. *De la rectification des listes et de leur entrée en vigueur.*

Art. 46. Le greffier de la Cour supérieure de justice transmet, immédiatement après le prononcé de l'arrêt, copie du dispositif au greffier de la justice de paix ainsi qu'au bourgmestre de la commune intéressée et au commissaire de district.

Le commissaire de district et les collèges des bourgmestres et échevins rectifient, chacun en ce qui le concerne, avant le 1^{er} janvier, les listes électorales conformément aux décisions judiciaires coulées en force de chose jugée.

Art. 47. Il est donné communication tant au secrétariat de la commune qu'au commissariat de district, des listes et des rectifications à tous ceux qui veulent en prendre connaissance ou copie.

Art. 48. A dater du 1^{er} janvier de chaque

Art. 44. Die Gerichtsvollziehergebühren und die Untersuchungskosten werden wie im Strafverfahren geregelt.

Außer einer festen Gebühr von zwei Franken für jede verabfolgte Ausfertigung wird keine weitere Kanzleigebühr erhoben.

Art. 45. Die Parteien haben die Kosten vorzutragen.

In die Kostenberechnung werden nicht nur die eigentlichen Prozeßkosten einbezogen, sondern auch die Auslagen der Parteien für Schriftstücke, die wegen der Begründung ihrer Ansprüche im Wahlprozesse vorgelegt werden müssen.

Die Kosten fallen der unterliegenden Partei zur Last. Wenn eine jede der Parteien teilweise unterliegt, so können die Kosten auf dieselben aufgerechnet werden. Wenn aber die Ansprüche der Parteien nicht offenbar unbegründet sind, so kann das Gericht verordnen, daß die Kosten dem Staate ganz oder teilweise zur Last fallen.

Kapitel V. — Von der Verichtigung und dem Inkrafttreten der Listen.

Art. 46. Der Obergerichtssekretär stellt dem Friedensgerichtssekretär, dem Bürgermeister der betreffenden Gemeinde sowie dem Distriktskommissar nach Aushspruch des Erkenntnisses unverzüglich Abschrift der Erkenntnisformel zu.

Der Distriktskommissar und die Schöffenkollegien, soweit es einen jeden betrifft, berichten die Wählerlisten vor dem 1. Januar, gemäß den rechtskräftig gewordenen gerichtlichen Erkenntnissen.

Art. 47. Die Wählerlisten und die Berichtigungen derselben werden in den Gemeindesekretariaten und dem Distriktskommissariat zur Verfügung derjenigen gehalten, die davon Kenntnis oder Abschrift nehmen wollen.

Art. 48. Vom 1. Januar eines jeden Jahres

année, les élections se font d'après les listes revisées.

Les ballotages se font toujours d'après la liste de l'élection principale.

Art. 49. Les recours pendant au 1^{er} janvier devant les tribunaux sont suspensifs de tout changement à la liste de l'année précédente.

Titre III. — Des collèges électoraux.

Chap. Ier. — Formation des collèges.

Art. 50. Les électeurs votent au chef-lieu de la commune ou dans les sections électORALES à déterminer par arrêté grand-ducal et devant avoir au moins 100 électeurs.

Art. 51. Lorsque le nombre des électeurs d'une section électORALE n'excède pas 800, ils ne forment qu'un seul bureau de vote; dans le cas contraire, ils sont répartis en bureaux de vote dont aucun ne peut compter plus de 800 ni moins de 400 électeurs.

Art. 52. Il sera établi une liste en double des électeurs de chaque bureau de vote par ordre alphabétique.

Les listes sont établies et la répartition des électeurs en bureaux de vote, s'il y a lieu, est faite par le collège des bourgmestre et échevins.

Les listes arrêtées et certifiées en double pour chaque bureau de vote par le collège des bourgmestre et échevins sont transmises par le bourgmestre au président du bureau principal de la commune qui les fera parvenir aux présidents des bureaux sectionnaires respectifs.

Art. 53. Le collège des bourgmestre et échevins assigne à chaque bureau un local distinct pour le vote.

Chap. II. — De la composition des bureaux.

Art. 54. Chaque bureau électoral se compose du président, de quatre assesseurs et d'un secrétaire.

an werden die Wahlen nach den revidierten Listen vorgenommen.

Die Stichwahlen werden immer nach der Liste vorgenommen, die für die Hauptwahlen maßgebend war.

Art. 49. Die Berufungen, die am 1. Januar noch vor Gericht anhängig sind, lassen jede Veränderung an der vorjährigen Liste in der Schwebe.

Titel III. — Von den Wahlkollegien.

Kapitel I. — Bildung der Kollegien.

Art. 50. Die Wähler wählen im Hauptorte der Gemeinde oder in den durch Grossh. Beschluss zu bestimmenden Wahlsektionen, die wenigstens 100 Wähler zählen.

Art. 51. Wenn die Zahl der Wähler einer Wahlsektion 800 nicht übersteigt, bilden dieselben nur ein Wahlbüro; im entgegengesetzten Falle werden sie in Wahlbüros eingeteilt; von denen keines mehr als 800 und weniger als 400 Wähler zählen darf.

Art. 52. In jeder Gemeinde wird eine doppelte Liste der Wähler eines jeden Wahlbüros in alphabetischer Reihenfolge aufgestellt.

Die Listen werden aufgestellt und die Wähler eintretendenfalls in Wahlbüros eingeteilt durch das Schöffenkollegium.

Die vom Schöffenkollegium doppelt aufgestellten und beglaubigten Listen werden vom Bürgermeister dem Präsidenten des Hauptwahlbüros zugestellt, der dieselben an die Präsidenten der einzelnen Wahlbüros weiter leitet.

Art. 53. Das Schöffenkollegium weist jeder Sektion ein getrenntes Lokal zum Abstimmen an.

Kapitel II. — Zusammensetzung der Wahlbüros.

Art. 54. Jedes Wahlbüro besteht aus einem Präsidenten, 4 Beisitzern und einem Sekretär.

Art. 55. Pour les élections législatives et communales dans les communes chef-lieux d'arrondissement resp. de canton judiciaire, le bureau principal est présidé par le président du tribunal de première instance ou, à son défaut, par le magistrat qui le remplace; s'il n'y a pas de tribunal de première instance, par le juge de paix ou, à son défaut, par l'un de ses suppléants suivant l'ordre d'ancienneté.

Dans ces communes, les bureaux sectionnaires sont présidés, en ordre successif, par les juges et juges suppléants du tribunal de première instance, resp. le juge de paix et ses suppléants, selon leur rang d'ancienneté, et, au besoin, par des personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

Dans les autres communes, le président du bureau principal est nommé par le président du bureau principal de la commune chef-lieu du canton parmi les électeurs de la commune, et les présidents des bureaux sectionnaires sont nommés, parmi ces électeurs, par le président du bureau principal.

Art. 56. Dix jours au moins avant l'élection le président de chaque bureau désigne 4 assesseurs et 4 assesseurs suppléants parmi les électeurs inscrits sur la liste de son bureau.

Dans les quarante-huit heures de la désignation des assesseurs et des assesseurs suppléants, le président de chaque bureau les informe par lettre recommandée et les invite à remplir leurs fonctions aux jours fixés; en cas d'empêchement, ils doivent aviser le président dans les quarante-huit heures de l'information. Le président les remplace par des personnes choisies parmi les électeurs de son bureau.

Art. 55. Bei den Kammer- und Gemeindewahlen führt in den Gemeinden, welche Bezirks-, beziehungsweise Kantonshauptort sind, der Präsident des Bezirksgerichtes, oder, in dessen Ermangelung, die ihn vertretende Magistratsperson den Vorsitz im Hauptbüro; wo kein Bezirksgericht ist, führt der Friedensrichter, oder, in dessen Ermangelung, einer seiner Ergänzungsrichter nach dem Rang im Amtsalter, den Vorsitz im Hauptbüro.

In diesen Gemeinden führen den Vorsitz in den Nebenbüros, der Reihe nach, die Richter und die Ergänzungsrichter beim Bezirksgericht beziehungsweise der Friedensrichter und die Ergänzungsrichter beim Friedensgericht, nach ihrem Range im Amtsalter, und, nötigenfalls, diejenigen Personen, die der Präsident des Hauptbüros unter den Wählern der Gemeinde dazu bezeichnet.

In den andern Gemeinden wird der Präsident des Hauptbüros vom Präsidenten des Hauptbüros der Gemeinde des Kantonshauptortes unter den Wählern der Gemeinde, und die Präsidenten der Nebenbüros durch den Präsidenten des Hauptbüros, unter denselben Wählern erkannt.

Art. 56. Wenigstens 10 Tage vor der Wahl bezeichnet der Präsident eines jeden Wahlbüros vier Beisitzer und vier Ergänzungsbeisitzer unter den in der Wählerliste seines Büros eingetragenen Wählern.

Innerhalb achtundvierzig Stunden nach der Bezeichnung der Beisitzer und der Ergänzungsbeisitzer benachrichtigt der Präsident eines jeden Büros letztere durch eingeschriebenen Brief und fordert dieselben auf, sich zu den festgesetzten Tagen zu ihren amtlichen Verrichtungen einzufinden; die Beisitzer und Ergänzungsbeisitzer sind im Verhinderungsfalle gehalten, innerhalb achtundvierzig Stunden nach der Benachrichtigung den Büropräsiden-

Le cinquième jour qui précède l'élection, les présidents des bureaux sectionnaires sont tenus de notifier au président du bureau principal de la commune la composition de leur bureau. Ils dresseront à cet effet un tableau renseignant les nom, prénoms, profession et domicile des présidents, assesseurs et secrétaires; les assesseurs y figureront selon l'ordre de leur désignation.

Art. 57. La composition des bureaux est rendue publique par le président du bureau principal de la commune la veille au plus tard de l'élection par voie d'affiches à apposer à la maison communale et à l'entrée de chaque bureau.

Si, à l'heure fixée pour le commencement du scrutin, les assesseurs et les assesseurs suppléants font défaut ou si au cours des opérations un assesseur est empêché, le président complète d'office le bureau par des électeurs présents.

Toute réclamation contre semblable désignation doit être présentée par les témoins avant l'entrée en fonctions du remplaçant. Le bureau statue sur le champ et sans appel.

En cas d'empêchement ou d'absence du président du bureau de vote au commencement ou pendant le cours des opérations, le premier assesseur ou l'un des assesseurs suivants selon l'ordre de leur inscription au tableau prévisé est appelé à le remplacer. Mention en est faite au procès-verbal.

Art. 58. Le secrétaire est choisi par le président. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 59. Les membres et secrétaires des bureaux reçoivent des jetons de présence dont le nombre et le montant seront fixés par arrêté ministériel. L'indemnité des calculateurs visés aux art. 133 et 219 est également fixée par arrêté ministériel.

ten davon im Kenntnis zu setzen. Der Präsident ergänzt deren Zahl durch Wähler seines Büros.

Die Präsidenten der Nebenbüros sind gehalten, dem Präsidenten des Hauptbüros der Gemeinde, am fünften Tage vor der Wahl, die Zusammensetzung ihres Büros mitzuteilen. Sie werden zu diesem Zweck eine Liste aufstellen, welche die Namen und Vornamen, den Beruf und den Wohnsitz der Präsidenten, Beisitzer und Sekretäre enthält. Die Beisitzer sind darin in der Reihenfolge ihrer Bezeichnung aufgezählt.

Art. 57. Die Zusammensetzung der Büros wird vom Präsidenten des Hauptbüros der Gemeinde, spätestens am Vorabend des Wahlstages durch Anschlag am Gemeindehaus und am Eingang eines jeden Büros, bekannt gegeben.

Wenn zu der für das Wahlgeschäft festgesetzten Stunde die Beisitzer und die Ergänzungsbegisitzer nicht erscheinen oder im Verlaufe des Wahlgeschäfts ein Beisitzer verhindert ist, so ergänzt der Präsident das Büro von Rücksichts wegen aus der Zahl der anwesenden Wähler.

Etwaige Einsprüche gegen eine solche Bezeichnung müssen von den Zeugen erhoben werden, bevor der Stellvertreter sein Amt begonnen hat. Das Büro entscheidet sofort und ohne daß eine Berufung zulässig ist.

Im Verhinderungsfalle oder bei Abwesenheit des Präsidenten zu Beginn oder im Laufe des Wahlgeschäfts ist der erste Beisitzer oder einer der folgenden Beisitzer, nach der Reihenfolge ihrer Aufzählung in vorgenannter Liste berufen, den Präsidenten zu ersuchen. Das Vorcommunis wird im Protokoll vermerkt.

Art. 58. Der Präsident erwählt den Sekretär. Dieser hat keine beschließende Stimme.

Art. 59. Die Mitglieder und Sekretäre der Wahlbüros erhalten Präsenzmarken, deren Zahl und Betrag durch Ministerialbeschuß festgesetzt werden. Auch die in den Artikeln 133 und 219 vorgesehene Entschädigung der Rechner wird durch Ministerialbeschuß festgesetzt.

Art. 60. Les témoins à désigner par les candidats conformément aux art. 109, 167 et 199 ci-après peuvent siéger aux bureaux pendant toute la durée des opérations. Ils occupent le côté opposé à celui où siègent le président et les assesseurs.

S'ils ne se présentent pas ou s'ils se retirent les opérations se poursuivent sans interruption et sont valables, nonobstant leur absence.

Art. 61. Les membres des bureaux sont tenus de recenser fidèlement les suffrages.

Les membres des bureaux, les secrétaires et les témoins des candidats sont tenus de garder le secret des votes.

Il sera donné lecteur de cette disposition et de celles de la présente loi qui s'y rattachent (art. 249, 250), et mention en est faite au procès-verbal.

Art. 62. Nul ne peut être président ou assesseur, s'il n'est électeur de la commune, sachant lire et écrire.

Dans aucune élection, ni les candidats, ni leurs parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ne peuvent siéger comme membre, secrétaire ou témoin d'un bureau électoral.

Le Président du bureau s'assure avant le commencement du scrutin, en les interpellant individuellement, qu'aucune des personnes visées à l'alinéa précédent n'est parente ou alliée d'un candidat au degré prohibé. Il en est fait mention au procès-verbal.

Toutes autres récusations et abstentions sont exclues.

Chap. III. — *De la convocation des électeurs.*

Art. 63. Les collèges des bourgmestre et échevins envoient sous récépissé, au moins cinq jours d'avance, aux électeurs des lettres de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où l'élection a lieu et, s'il y a plusieurs bureaux,

Art. 60. Die nach Art. 109, 167 und 199 von den Kandidaten zu bezeichnenden Zeugen können während der ganzen Dauer des Wahlgeschäfts an den Büros Platz nehmen. Sie sitzen dem Präsidenten und den Beisitzern gegenüber.

Ob sie nicht erscheinen oder sich zurückziehen, das Wahlgeschäft wird ohne Unterbrechung fortgesetzt und ist auch ohne ihre Anwesenheit gültig.

Art. 61. Die Mitglieder der Büros sind verpflichtet, die Stimmen gewissenhaft zu zählen.

Die Büromitglieder, die Sekretäre und die Zeugen der Kandidaten haben das Geheimnis der Abstimmung zu wahren.

Diese Bestimmung, sowie diejenigen dieses Gesetzes, die sich auf dieselbe beziehen (Art. 249, 250), werden verlesen und dies wird in dem Protokoll erwähnt.

Art. 62. Wer nicht Wähler der Gemeinde und des Lesens und Schreibens fundig ist, kann nicht Präsident oder Beisitzer eines Wahlbüros sein.

Bei keiner Wahl dürfen weder die Kandidaten noch ihre Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grade einschließlich am Büro als Mitglied, Sekretär oder Zeuge Platz nehmen.

Der Präsident versichert sich vor dem Beginn des Wahlgeschäfts, daß keine der in vorstehendem Absatz erwähnten Personen mit einem der Kandidaten im verbotenen Grade verwandt oder verschwägert ist, indem er sie einzeln hierüber befragt, und wird dieses im Protokoll erwähnt.

Alle andern Ablehnungen und Enthaltungen sind nicht zulässig.

Capitel III. — *Verfügung der Wähler.*

Art. 63. Wenigstens fünf Tage vorher stellen die Schöffenkollegien den Wählern gegen Empfangsschein die Berufungsschreiben zu, welche Tag, Stunde des Beginnes und der Schließung des Wahlgeschäfts und das Lokal, wo die Wahl stattfinden soll, und falls es mehrere

la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter.

La convocation des électeurs est, en outre, publiée selon les formes usitées.

L'instruction et le formulaire du bulletin de vote annexés à la présente loi, sont reproduits sur les lettres de convocation.

Les récépissés, en ce qui concerne les convocations pour les élections législatives, sont adressés au commissaire de district au moins trois jours avant l'élection.

Art. 64. Les collèges électoraux ne peuvent s'occuper que de l'élection pour laquelle ils sont convoqués.

Les électeurs ne peuvent se faire remplacer.

Le vote est obligatoire.

Chap. IV. — *De l'installation des bureaux.*

Art. 65. Le bureau et les compartiments dans lesquels les électeurs expriment leur vote sont établis conformément au dessin-modèle annexé à la présente loi.

Toutefois, les dimensions et le dispositif peuvent être modifiés, selon que l'exige l'état des locaux.

Art. 66. Il y a un compartiment ou pupitre isolé par deux cents électeurs.

Il ne peut pas y en avoir moins d'un par 400 électeurs.

Art. 67. L'instruction-modèle annexée à la présente loi est placardée dans la salle d'attente de chaque bureau électoral.

Chap. V. — *De l'admission des électeurs au vote.*

Art. 68. Les électeurs sont admis au vote de huit heures du matin à deux heures de l'après-midi. À l'ouverture du scrutin ou au

Büros gibt, die Bezeichnung desjenigen enthalten, zu welchem der Wähler gehört.

Die Berufung der Wähler wird außerdem in der üblichen Weise zur öffentlichen Kenntnis gebracht.

Die diesem Gesetze beigefügten Verhaltensmaßregeln und das Formular des Stimmzettels kommen auf den Einberufungsschreiben zum Abdruck.

Die Empfangsberechtigungen über die Einberufung zu den Kammerwahlen werden dem Distriktskommissar wenigstens drei Tage vor der Wahl zugesandt.

Art. 64. Die Wahlkollegien dürfen sich nur mit der Wahl befassen, für die sie einberufen sind.

Die Wähler dürfen sich nicht vertreten lassen.

Die Stimmenabgabe ist obligatorisch.

Capitel IV. — *E i n r i c h t u n g d e r W a h l b ü r o s.*

Art. 65. Das Büro und die Räume, in denen die Wähler ihre Stimme abgeben, sind der diesem Gesetze beigegebenen Zeichnung gemäß einzurichten.

Jedoch können die Raumverhältnisse und die Einrichtung in einer den Wahllokalen an gemessenen Weise abgeändert werden.

Art. 66. Für je 200 Wähler wird ein abgetrennter Raum oder Schreibtisch beschafft.

Es muß wenigstens für je 100 Wähler ein solcher Raum vorhanden sein.

Art. 67. Die diesem Gesetze beigefügten Verhaltensmaßregeln werden im Wartesaal eines jeden Wahlbüros angeschlagen.

Capitel V. — *Z u l a s s u n g d e r W ä h l e r z u r A b g a b e d e r S t i m m e n.*

Art. 68. Die Wähler werden von acht Uhr morgens bis zwei Uhr nachmittags zur Abstimmung zugelassen.

cours des opérations, le président peut, s'il le juge utile, faire procéder à un appel des électeurs dans l'ordre où ils sont inscrits sur la liste électorale.

Tout électeur se trouvant avant deux heures dans le local est encore admis à voter.

Art. 69. A mesure que les électeurs se présentent munis de leurs lettres de convocation, le secrétaire pointe leur nom sur la liste électorale; un assesseur désigné par le président en agit de même sur la seconde liste des électeurs du bureau.

Art. 70. L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau.

En cas de réclamation du chef d'erreur dans les listes d'un bureau, celui-ci décide, après constatation sur la liste officielle déposée au bureau principal de la commune par les soins du commissaire de district.

Art. 71. Nul ne peut être admis à voter, s'il n'est inscrit sur la liste officielle de la commune.

A défaut d'inscription sur cette liste, nul n'est admis à voter s'il ne se présente muni d'une décision de l'autorité compétente constatant qu'il a le droit de vote dans la commune.

Art. 72. Malgré l'inscription sur la liste, ne sont pas convoqués ni admis au vote ceux qui sont privés du droit de vote par l'art. 4 ou par une décision de l'autorité judiciaire dûment produite.

Les membres du bureau et les témoins, de même que le secrétaire, s'il est électeur, votent

Bei Beginn oder im Laufe der Abstimmung kann der Präsident, wenn er dies als nützlich erachtet, einen Aufruf der Wähler in der Reihenfolge, wie dieselben in der Wählerliste eingeschrieben sind, vornehmen lassen.

Jeder Wähler, der sich vor zwei Uhr im Lokal befindet, wird noch zum Abstimmen zugelassen.

Art. 69. Sowie ein mit seinem Einberufungsschreiben versehener Wähler vorstellig wird, zeichnet der Sekretär dessen Namen auf der Wählerliste an; der vom Präsidenten dazu bezeichnete Besitzer tut desgleichen auf der zweiten Wählerliste des Büros.

Art. 70. Der Wähler, welcher nicht mit seinem Einberufungsschreiben versehen ist, kann zum Abstimmen zugelassen werden, wenn dessen Personengleichheit und Eigenschaft als Wähler vom Wahlbüro anerkannt werden.

Häufig Einspruch wegen eines in den Listen des Wahlbüros begangenen Irrtums erhoben wird, entscheidet das Büro, nach Einsicht der amtlichen Liste, die durch Vermittlung des Distriktskommisars auf dem Hauptbüro hinterlegt ist.

Art. 71. Niemand kann zur Abstimmung zugelassen werden, wenn er nicht in die amtliche Liste der Gemeinde eingetragen ist.

Wer nicht in die Liste eingetragen ist, kann zur Abstimmung nicht zugelassen werden, es sei denn, daß er eine Entscheidung der zuständigen Behörde vorzeige, wonach er das Stimmrecht in der Gemeinde besitzt.

Art. 72. Diejenigen, die gemäß Art. 4 oder auf Grund einer in gehöriger Form vorliegenden Entscheidung der zuständigen Behörde, des Wahlrechtes verlustig sind, werden nicht einzuberufen und nicht zum Abstimmen zugelassen, obwohl sie in die Wählerlisten eingetragen sind.

Die Mitglieder des Wahlbüros und die Zeugen, desgleichen der Sekretär, wenn derselbe

dans le bureau où ils siègent. Mention en est faite à la suite des listes de pointage.

Art. 73. L'électeur reçoit des mains du président un bulletin de vote, plié en quatre à angle droit, et qui est estampillé au verso d'un timbre portant l'indication de la commune et le numéro du bureau.

Il se rend directement dans l'un des compartiments; il y formule son vote, montre au président son bulletin replié régulièrement en quatre, le timbre à l'extérieur, et le dépose dans l'urne.

Il lui est interdit de déplier son bulletin en sortant du compartiment-isoloir, de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. S'il le fait, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt annulé et détruit, et invite l'électeur à recommencer son vote. Si l'électeur, par inadvertance, détériore le bulletin qui lui a été remis, il peut en demander un autre au président, en lui rendant le premier, qui est aussitôt détruit. — Il en est fait mention au procès-verbal.

Art. 74. Lorsqu'il est constaté qu'un électeur est aveugle ou infirme, le président l'autorise à se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien, et même à faire formuler par celui-ci le vote qu'il se trouverait dans l'impossibilité de formuler lui-même.

Le guide ou soutien ne doit pas nécessairement être électeur. Il ne peut être pris parmi les personnes qui d'après l'art. 62 ne peuvent siéger dans un bureau de vote.

Les noms de l'électeur et de son guide ou soutien ainsi que la nature de l'infirmité invoquée doivent être inscrits au procès-verbal.

Art. 75. L'électeur ne peut s'arrêter dans

Wähler ist, geben ihre Stimme in dem Büro ab, in dem sie tätig sind. Diese Stimmen werden am Schlusse der angezeichneten Listen vermerkt.

Art. 73. Der Wähler empfängt aus der Hand des Präsidenten einen rechtwinklig in vier gefalteten Zettel, der auf derkehrseite mit dem Abdruck eines die Bezeichnung der Gemeinde und die Nummer des Büros tragenden Stempels versehen ist. Er begibt sich sodann direkt in einen der abgetrennten Räume, drückt dort sein Votum aus, zeigt dem Präsidenten seinen wieder regelrecht in vier mit dem Stempel nach außen gefalteten Zettel vor, und legt denselben in die Urne.

Es ist dem Wähler untersagt, den Wahltettel beim Verlassen des abgetrennten Raumes so zu entfalten, daß sein Votum bekannt werden könnte. Tut er dies, so nimmt der Präsident ihm den offenen Zettel ab, der fogleich ungültig erklärt und zerstört wird, und ersucht den Wähler, sein Votum zu erneuern. Wenn der Wähler aus Unachtsamkeit den ihm eingehändigten Zettel verdorbt, kann er sich vom Präsidenten einen andern geben lassen, nachdem er den ersten, der fogleich zerstört wird, wieder abgeliefert hat. Dies wird im Protokoll erwähnt.

Art. 74. Ist festgestellt, daß ein Wähler blind oder gebrechlich ist, so gestattet ihm der Präsident, sich von einem Führer oder einer Stütze begleiten und sogar seine Stimme durch diesen ausdrücken zu lassen, wenn es ihm unmöglich ist, es selbst zu tun.

Der Führer oder die Stütze muß nicht selbst Wähler sein. Er kann nicht unter den Personen gewählt werden, die gemäß Art. 62 in einem Wahlbüro nicht Sitzen haben können.

Die Namen des Wählers und seines Führers oder seiner Stütze, sowie die Art des gemeldeten Gebrechens werden im Protokoll verzeichnet.

Art. 75. Der Wähler darf nur so lange in dem

le compartiment que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin de vote.

Art. 76. A mesure qu'un électeur sort du local du vote, le bureau admet un autre, de manière que les électeurs se succèdent sans interruption dans les compartiments isolés.

Art. 77. Nul n'est tenu de révéler le secret de son vote, à quelque réquisition que ce soit, même dans une instruction ou contestation judiciaire ou dans une enquête parlementaire.

Chap. VI. — *De la police des bureaux électoraux.*

Art. 78. Le président du bureau a seul la police du local où se fait l'élection. Il peut déléguer ce droit à l'un des membres du bureau pour maintenir l'ordre dans la salle d'attente.

Sauf les exceptions prévues par la présente loi, les électeurs du bureau et les candidats sont seuls admis dans cette salle.

Les électeurs ne sont admis dans la partie du local où a lieu le vote que pendant le temps nécessaire pour former et déposer leurs bulletins.

Ils ne peuvent se présenter en armes.

Nulle force armée ne peut être placée, sans la réquisition du président, dans la salle des séances ni aux abords du lieu où se fait l'élection.

Les autorités civiles et les commandants militaires sont tenus d'obtempérer aux réquisitions écrites du président.

Art. 79. Le président du bureau est chargé de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et la tranquillité aux abords et dans l'intérieur de l'édifice où se fait l'élection.

Art. 80. Quiconque, au mépris de l'art. 78, entrera pendant les opérations électorales, dans le local où siège le bureau, est expulsé par l'ordre du président ou de son délégué. S'il

abgesonderten Räume verbleiben, als er Zeit bedarf, um seinen Wahlzettel fertigzustellen.

Art. 76. Sobald ein Wähler aus dem Wahlraum hervstritt, läßt das Büro einen andern zu, so daß die Wähler in den abgesonderten Räumen ohne Unterbrechung einander folgen.

Art. 77. Niemand ist verpflichtet, sein Votum zu offenbaren, von wem auch immer das Ansuchen an ihn gestellt werde, selbst nicht in einer Untersuchung oder einem Streitfall vor Gericht oder in einer parlamentarischen Untersuchung.

Kapitel VI. — *Polizei der Wahlbüros.*

Art. 78. Der Präsident des Büros handhabt allein die Polizei im Lokal, wo die Wahl vor sich geht. Er kann ein Mitglied des Büros mit der Wahrung der Ordnung im Warteraum beauftragen.

Die Wähler des Büros und die Kandidaten allein werden in diesen Raum zugelassen, unbeschadet der in diesem Gesetz vorgesehenen Ausnahmefälle.

Die Wähler werden in den Teil des Lokals, wo die Wahl vor sich geht, nur solange zugelassen, als es die Ausfertigung und Abgabe der Wahlzettel erfordert.

Sie dürfen nicht bewaffnet erscheinen.

Ohne Ersuchen des Präsidenten darf weder im Sitzungssaale, noch an den Zugängen des Versammlungsortes eine bewaffnete Macht Aufstellung nehmen.

Die Zivilbehörden und Militärbefehlshaber sind verpflichtet, dem schriftlichen Ersuchen desselben Folge zu leisten.

Art. 79. Der Präsident des Büros hat die zur Sicherung der Ordnung und Ruhe an den Zugängen und im Innern des Wahlgebäudes erforderlichen Maßregeln zu treffen.

Art. 80. Wer in Übertretung des Art. 78, während des Wahlgeschäfts das Lokal des Wahlbüros betritt, wird auf Befehl des Präsidenten oder seines Vertreters ausgewiesen.

résiste ou s'il rentre, l'incident est consigné au procès-verbal.

Art. 81. Le président ou son délégué rappelle à l'ordre ceux qui, dans le local où se fait l'élection, donnent des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, causent du tumulte ou excitent au désordre, de quelque manière que ce soit. S'ils continuent, le président ou son délégué peut les faire expulser, sauf à leur permettre de déposer leur vote, s'il y a lieu.

L'ordre d'expulsion sera consigné au procès-verbal.

Art. 82. Un exemplaire au moins de la présente loi est déposé au bureau à la disposition des électeurs.

Sont affichés à la porte de la salle d'attente de chaque bureau, et en gros caractères, les art. 235 à 258 de la présente loi.

Chap. VII. — Des dépenses électorales.

Art. 83. Le mobilier électoral et toutes les autres dépenses relatives aux opérations électorales, y compris les frais des enquêtes administratives, sont à charge de la commune où l'élection a lieu, sauf le papier électoral qui est fourni par l'Etat.

Les urnes doivent être conformes au modèle approuvé par le Gouvernement.

Livre II.

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES.

Titre I. — Dispositions organiques.

Art. 84. Le nombre des députés qui font partie de la Chambre sera déterminé d'après la population du Grand-Duché, dans la proportion de un député sur cinq mille cinq cents âmes; la fraction de trois mille et au delà compte pour le nombre entier de cinq mille cinq cents.

Widersteht er sich oder kehrt er zurück, so wird das Wortkommiss im Protokoll angeführt.

Art. 81. Der Präsident oder sein Vertreter ruft diejenigen zur Ordnung, die in dem Wahllokal in irgend welcher Weise öffentliche Zeichen der Billigung oder Missbilligung geben, Tumult erregen oder zur Unordnung reizen. Fahren dieselben desungetacht fort, so kann der Präsident oder sein Vertreter sie ausweisen lassen, unter Gestattung, gegebenenfalls, ihre Stimme abzugeben.

Der Ausweisungsbefehl wird im Protokoll angeführt.

Art. 82. In dem Wartesaal ist wenigstens ein Exemplar dieses Gesetzes zur Verfügung der Wähler aufgelegt.

Die Art. 235 bis 258 dieses Gesetzes sind in großen Schriftzeichen an der Tür des Wartesaals eines jeden Wahlbüros anzuschlagen.

Kapitel VII. — Die Wahlkosten.

Art. 83. Das Wahlmobilier und alle übrigen auf das Wahlgeschäft bezüglichen Ausgaben, die Kosten der Verwaltungsuntersuchungen darin eingebettet, sind zu Lasten der Gemeinde, wo die Wahl stattfindet, ausgenommen das Wahlpapier, welches der Staat liefert.

Die Wahlurnen müssen dem von der Regierung genehmigten Muster entsprechen.

Zweites Buch.

Die Abgeordnetenkammer und die Kammerwahlen.

Titel I. — Organische Bestimmungen.

Art. 84. Die Zahl der Abgeordneten, welche die Kammer bilden, wird nach der Bevölkerung des Großherzogtums festgesetzt, in dem Verhältnis von einem Abgeordneten auf fünftausend fünfhundert Seelen; der Bruchteil von dreitausend und darüber zählt für die volle Zahl von fünftausend fünfhundert.

Art. 85. Le dénombrement de la population auquel il est procédé au moins tous les cinq ans en vertu d'un arrêté grand-ducal sert de base à la répartition entre les circonscriptions du droit indivis de représentation.

Art. 86. L'application du résultat du recensement pour la fixation du nombre des députés à élire par chaque circonscription électorale est faite par disposition ministérielle.

Cette fixation sera publiée par la voie du *Mémorial*, dans le délai de quatre mois à partir du recensement.

Le recours au Conseil d'Etat ouvert à tout citoyen jouissant des droits civils et politiques contre la décision du Gouvernement devra être formé endéans les dix jours qui suivront la publication de cet arrêté par le *Mémorial*.

Le Conseil d'Etat y statuera d'urgence.

Art. 87. Dans le cas où à la suite d'un recensement il y aura lieu d'augmenter le nombre des députés d'une circonscription, il sera procédé aux élections pour les places nouvellement créées au jour qui sera fixé par le Gouvernement. Ce jour ne sera pas reculé au delà du mois qui suivra l'expiration du délai de dix jours départi par l'article qui précède, ou, en cas de recours contre l'arrêté ministériel, au-delà du mois qui suivra la décision confirmative du Conseil d'Etat.

Toutefois, lorsque ces élections extraordinaires devraient précéder de moins de trois mois des élections pour le renouvellement partiel ordinaire de la Chambre, elles seront combinées avec ces dernières élections.

Pour le cas où il n'y aurait lieu que de procéder à l'élection d'un seul député, les élections se feront conformément aux prescriptions de l'art. 145.

Les députés une fois nommés continueront

Art. 85. Die Volkszählung, zu der wenigstens alle fünf Jahre durch einen großh. Beschuß geschritten wird, dient der Verteilung des unteilbaren Vertretungsrechtes unter die einzelnen Bezirke als Grundlage.

Art. 86. Die auf Grund des Ergebnisses der Volkszählung von jedem Wahlbezirk zu wählende Zahl von Abgeordneten wird durch ministerielle Verfügung festgesetzt.

Diese Festsetzung wird innerhalb vierer Monate vom Zählungstage an im „Mémorial“ veröffentlicht.

Die jedem im Besitze der Zivil- und politischen Rechte stehenden Bürger, gegen die Entscheidung der Regierung zustehende Berufung beim Staatsrat muß innerhalb zehn Tage nach Veröffentlichung des Beschlusses im „Mémorial“ eingelegt werden. Der Staatsrat behandelt die Angelegenheit als dringlich.

Art. 87. Falls die Zahl der Abgeordneten eines Bezirks infolge der Ergebnisse einer Volkszählung zu vermehren ist, wird an einem von der Regierung zu bestimmenden Tage zur Wahl für die Besetzung der neugeschaffenen Sitze geschritten. Dieser Tag darf nicht über den Monat hinausgeschoben werden, der auf die zehntägige Frist folgt, welche für die durch vorhergehenden Artikel vorgeschene Berufung gewährt ist; falls gegen den ministeriellen Beschuß Berufung eingelegt ist, darf der Tag nicht über den Monat hinausgehen, der auf den bestätigenden Beschuß des Staatsrates folgt.

Wären diese außerordentlichen Wahlen indes weniger als drei Monate vor der gewöhnlichen teilweisen Erneuerung der Kammer vorzunehmen, so sind sie mit diesen Wahlen zu verbinden.

Falls nur ein Deputierter zu wählen ist, finden die Wahlen gemäß den Bestimmungen des Art. 145 statt.

Die einmal ernannten Abgeordneten bleiben

à siéger jusqu'à la cessation de leur mandat, alors même que le dénombrement de la population de la circonscription qui les a nommés ne donnerait plus droit à la nomination d'un nombre de députés égal à celui qui avait été élu en suite du dénombrement antérieur.

Art. 88. La Chambre des députés prononce seule sur la validité des opérations électorales.

Art. 89. Toute réclamation contre l'élection doit être faite avant la vérification des pouvoirs.

Art. 90. Lorsque la Chambre est réunie, elle a seule le droit de recevoir la démission de ses membres. Lorsqu'elle n'est pas réunie, la démission est notifiée au Gouvernement.

Art. 91. Les députés sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans, d'après l'ordre des séries de sortie déterminé par la présente loi.

En cas de dissolution, la Chambre est renouvelée intégralement.

Art. 92. La sortie ordinaire des députés a lieu le premier dimanche du mois de juin ou, si cette date coïncide avec le dimanche de la Pentecôte, le dernier dimanche du mois de mai.

Art. 93. La Chambre est renouvelée par séries de circonscriptions. L'une des séries comprend les députés de la première et de la deuxième circonscription; elle sortira le premier dimanche du mois de juin 1925.

L'autre série comprend les députés de la troisième et de la quatrième circonscription; elle sortira le premier dimanche du mois de juin 1928.

Art. 94. L'ordre des séries de sortie déterminé par l'article précédent sera successivement suivi pour les renouvellements ultérieurs.

Il en sera de même en cas de dissolution de la Chambre et, dans cette conjoncture, les élec-

Mitglieder der Kammer bis zur Erforschung ihres Mandats, selbst wenn die Volkszählung des Bezirks, der sie ernannt hat, zur Erneuerung einer auf Grund der vorhergehenden Volkszählung gewählten gleichen Zahl von Abgeordneten nicht mehr berechtigt.

Art. 88. Die Abgeordnetenkammer allein entscheidet über die Gültigkeit des Wahlgeschäftes.

Art. 89. Jeder Einspruch gegen die Wahl muss vor der Prüfung der Vollmachten erhoben werden.

Art. 90. Ist die Kammer versammelt, so hat sie allein das Recht, die Entlassung ihrer Mitglieder entgegenzunehmen. Falls sie nicht versammelt ist, wird die Entlassung der Regierung angezeigt.

Art. 91. Die Abgeordneten werden auf sechs Jahre gewählt. Ihre Zahl wird alle drei Jahre zur Hälfte nach der durch dieses Gesetz bestimmten Serien-Ordnung erneuert.

Bei Auflösung der Kammer wird dieselbe vollständig erneuert.

Art. 92. Das Mandat der Abgeordneten erlischt in der Regel am ersten Sonntag des Monats Juni, oder wenn dieses Datum mit dem Pfingstsonntag zusammenfällt, am letzten Sonntag des Monats Mai.

Art. 93. Die Kammer wird nach Bezirksserien erneuert. Die eine Serie begreift die Deputierten des ersten und zweiten Bezirks; sie tritt am ersten Sonntag des Monats Juni 1925 aus.

Die andere Serie begreift die Deputierten des dritten und vierten Bezirks; sie tritt am ersten Sonntag des Monats Juni 1928 aus.

Art. 94. Die durch vorhergehenden Artikel festgestellte Serien-Ordnung ist für die Reihenfolge der späteren Erneuerungen maßgebend.

Dasselbe wird auch bei einer Kammerauflösung der Fall sein; in diesem Falle finden die

tions pour remplacer la série qui, sans la dissolution, eût été première sortante, auront lieu, conformément aux dispositions de l'art. 93, l'année qui suivra la troisième session ordinaire.

Les élections pour le remplacement de la seconde série de sortie auront lieu trois ans plus tard.

Art. 95. Les députés nouvellement élus entrent en fonctions à la première réunion ordinaire ou extraordinaire de la Chambre.

Art. 96. Le député qui pendant chacune des deux sessions ordinaires consécutives est resté absent de plus de la moitié des séances, d'après les constatations des procès-verbaux des séances, est déchu de plein droit de son mandat.

Art. 97. Il est alloué sur le Trésor de l'Etat, à chaque député, à titre d'indemnité, une somme de 30 fr. par jour de présence, sans que l'import global puisse dépasser 4000 fr. par an.

Tout député qui n'habite pas la ville où se tient la session, touche en outre l'indemnité de route qui est prévue par le règlement général du 3 mai 1869 au profit du président de la Cour supérieure de justice, pour tout déplacement fait, dans l'intérêt des travaux de la Chambre, du lieu de sa résidence à la ville prévisée, respectivement pour chaque journée de séjour dans la capitale, lorsque le député n'a pas regagné sa résidence le même jour.

Chaque député a en outre le parcours gratuit sur toutes les lignes de chemin de fer du Grand-Duché.

Titre II. - Des éligibles.

Chap. Ier. — Des conditions d'éligibilité.

Art. 98. Pour être éligible, il faut:

- 1^o être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise;
- 2^o jouir des droits civils et politiques;

Wählen zur Ersetzung der Serie, welche ohne die Auflösung die zuerst austretende gewesen wäre, gemäß den Bestimmungen von Art. 93 in dem auf die dritte ordentliche Tagung folgenden Jahre statt.

Die Wahlen zur Ersetzung der zweiten Serie finden drei Jahre später statt.

Art. 95. Die neu erwählten Abgeordneten treten bei der ersten ordentlichen oder außerordentlichen Zusammenkunft der Kammer ihr Amt an.

Art. 96. Der Abgeordnete, der laut den Feststellungen der Sitzungsprotokolle während jeder von zwei aufeinanderfolgenden ordentlichen Tagungen über die Hälfte der Sitzungen versäumt hat, ist von Rechts wegen seines Mandates verlustig.

Art. 97. Jeder Deputierte bezieht auf das Staatsbudget eine Entschädigung von 30 Fr. für jeden Anwesenheitstag, ohne daß jedoch die Gesamtsumme 4000 Fr. überschreiten darf.

Jeder Deputierte, welcher außerhalb der Stadt wohnt, wo die Tagung abgehalten wird, bezieht außerdem, für jede im Interesse der Kammerarbeiten, von seinem Wohnsitz nach der vorerwähnten Stadt unternommene Reise bezw. für jeden Aufenthaltsstag in der Hauptstadt, wenn er sich nicht am gleichen Tage nach seinem Wohnort zurückbegeben hat, die durch das allgemeine Reglement vom 3. Mai 1869 für den Präsidenten des Obergerichtshofes vorgeschene Reiseentschädigung.

Jeder Deputierte hat außerdem freie Fahrt auf allen Eisenbahnstrecken des Großherzogtums.

Titel II. -- Von den Wählbaren.

Chap. I. - Bedingungen der Wählbarkeit.

Art. 98. Um wählbar zu sein, muß man:

1. Luxemburger oder Luxemburgerin sein;
2. im Gewisse der bürgerlichen und politischen Rechte stehen;

3^e être âgé de vingt-cinq ans accomplis au jour de l'élection;

4^e être domicilié dans le Grand-Duché.

Art. 99. Ne sont pas éligibles:

1^o ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2^o ceux qui sont exclus de l'électorat par l'art. 4 de la présente loi.

La perte d'une des conditions d'éligibilité entraîne la cessation du mandat.

Chap. II. — Des incompatibilités.

Art. 100. Le mandat de député est incompatible avec la qualité de fonctionnaire et d'employé salarié par l'Etat, avec les fonctions de conseiller d'Etat et d'instituteur communal et avec la charge de ministre d'un culte rétribué par l'Etat.

L'acceptation de ce mandat entraîne de plein droit la démission des fonctions, emplois ou charge énumérés au paragraphe précédent.

L'acceptation du mandat est constatée par la prestation de serment de député.

Art. 101. Le membre de la Chambre nommé à une fonction, un emploi ou une charge incompatibles avec le mandat de député, est de plein droit déchu de ce mandat par l'acceptation de ces fonctions, emplois ou charge.

Art. 102. Les membres de la Chambre ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré ni être unis par les liens du mariage; dans le cas où ils seraient élus ensemble, la préférence est accordée au mari, respectivement à l'ascendant et à l'aîné des parents ou alliés.

Titre III. — Des opérations électorales.

Chap. Ier. — Des circonscriptions électorales et de la représentation proportionnelle.

Art. 103. Le pays forme quatre circonscriptions électorales. La première circonscription comprend

3. am Wahltag das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt haben;

4. seinen Wohnsitz im Großherzogtum haben.

Art. 99. Nicht wählbar sind:

1. diejenigen, die durch Urteilstspruch des Rechtes der Wählbarkeit verlustig geworden sind;

2. diejenigen, die durch Art. 1 dieses Gesetzes vom Wahlrecht ausgeschlossen sind.

Der Verlust einer der Bedingungen der Wählbarkeit zieht den Verlust des Mandats nach sich.

Kapitel II. — Unverträglichkeiten.

Art. 100. Das Mandat eines Abgeordneten ist unvereinbar mit der Eigenschaft eines vom Staate besoldeten Beamten oder Angestellten, mit dem Amt eines Staatsrates und eines Gemeindelehrers, sowie der Anstellung eines vom Staate besoldeten Kultusdieners.

Die Annahme dieses Mandats hat von Rechtswegen Entlassung aus den im vorhergehenden Absatz aufgezählten Ämtern und Anstellungen zur Folge.

Die Annahme des Mandats wird durch die Leistung des Deputierteneides festgestellt.

Art. 101. Das Kammermitglied, das zu einem mit dem Deputierteumandat unvereinbaren Amt oder einer damit unvereinbarten Anstellung ernannt wird, geht durch die Annahme dieser Ämter oder Anstellungen von Rechtswegen seines Mandats verlustig.

Art. 102. Die Mitglieder der Abgeordnetenkammer dürfen unter sich weder verwandt noch verschwägert bis zum zweiten Grade, noch ehelich verbunden sein; werden sie zusammen gewählt, so wird dem Manne, bezüglichsweise dem Verwandten in aufsteigender Linie und dem ältesten der Verwandten oder Ver schwägerten der Vorzug gegeben.

Titel III. — Das Wahlgeschäft.

Kapitel I. — Von den Wahlbezirken und der Verhältniswahl.

Art. 103. Das Land bildet vier Wahlbezirke. Der erste Wahlbezirk begreift die Kantone

les cantons de Capellen et Esch-s.-Alz; la deuxième, les cantons d'Echternach, Grevenmacher et Remich; la troisième les cantons de Luxembourg-ville, Luxembourg-campagne et Mersch; la quatrième, les cantons de Clervaux, Diekirch, Redange, Vianden et Wiltz.

Les chefs-lieux des circonscriptions électorales sont Esch-s.-Alz., Grevenmacher, Luxembourg et Diekirch.

Le premier bureau du chef-lieu de la circonscription électorale fonctionne comme bureau principal du collège électoral de la circonscription.

Art. 101. Les députés sont élus au scrutin de liste avec répartition des députés aux différentes listes, proportionnellement au nombre des suffrages qu'elles ont recueillis.

Chap. II. — *De la réunion des collèges électoraux.*

Art. 105. La réunion ordinaire des collèges électoraux pour pourvoir au remplacement des députés sortants a lieu, de plein droit, de trois en trois ans, le premier dimanche du mois de juin, conformément aux art. 91 et suivants de la présente loi. Si cette date coïncide avec le dimanche de la Pentecôte les élections auront lieu le dernier dimanche du mois de mai.

En cas de dissolution de la Chambre, il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois au plus tard de la dissolution.

Chap. III. — *Des candidatures.*

Art. 106. Les listes sont constituées pour chaque circonscription par les groupements de candidats qui sont présentés conjointement par 25 électeurs inscrits dans la circonscription et qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette circonscription.

Chaque liste porte la désignation d'un mandataire choisi, par les présentants de la liste

Capellen und Esch a. d. Alz., der zweite, die Kantone Echternach, Grevenmacher und Remich; der dritte, die Kantone Luxemburg-Stadt, Luxemburg-Land und Mersch; der vierte, die Kantone Clerf, Diekirch, Redingen, Vianden und Wiltz.

Die Hauptorte der Wahlbezirke sind Esch a. d. Alz., Grevenmacher, Luxembourg und Diekirch.

Das Hauptbüro am Hauptort des Wahlbezirks bildet das Hauptbüro des Wahlkollegiums des Bezirks.

Art. 104. Die Deputierten werden gemäß der Listenwahl gewählt, mit Verteilung der Deputierten auf die verschiedenen Listen, im Verhältnis zu der Zahl der von denselben erhaltenen Stimmen.

Kapitel II. — *Versammlung der Wahlkollegien.*

Art. 105. Die ordentliche Versammlung der Wahlkollegien zur Erziehung der austretenden Deputierten findet von Rechtswegen alle drei Jahre, am ersten Sonntag des Monats Juni, gemäß Art. 91 und ff. dieses Gesetzes statt; wenn dieses Datum mit dem Pfingstsonntag zusammentrifft, so finden die Wahlen am letzten Sonntag des Monats Mai statt.

Falls die Kammer aufgelöst wird, finden die Neuwahlen spätestens innerhalb drei Monate vom Tage der Auflösung an statt.

Kapitel III. — *Von den Kandidaturen.*

Art. 106. Die Listen bestehen für jeden Bezirk aus den Kandidatengruppen, welche gleichzeitig von fünfundzwanzig in dem Bezirk eingeschriebenen Wählern aufgestellt sind und laut einer von ihnen unterzeichneten Erklärung die Kandidatur annehmen.

Jede Liste trägt die Bezeichnung eines von den Unterschreibern der Präsentationsliste

et parmi ces présentants, à l'effet de faire le dépôt de la liste et de remplir les autres devoirs lui imposés par les articles suivants.

La liste indique les nom, prénoms, profession et domicile des candidats, ainsi que les électeurs qui les présentent. Ne peuvent pas se porter candidat et pourront retirer leur candidature ceux qui ne sont pas éligibles.

Si l'éligibilité d'un candidat au point de vue des condamnations encourues paraît être douteuse, le président du bureau principal fera vérifier d'urgence ces conditions d'éligibilité par le Parquet et invitera le candidat à présenter ses observations. Lorsque, sur le vu de l'extrait du casier judiciaire ou de tous autres renseignements produits par le Parquet, l'inéligibilité sera constatée, le président rayera de la liste le candidat en question.

Une liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des députés à élire dans la circonscription.

Nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant, sur plus d'une liste d'une même circonscription.

Toute candidature isolée est considérée comme formant une liste à elle seule.

Chaque liste doit porter une dénomination et dans le cas où des listes différentes portent des dénominations identiques, les mandataires sont invités à établir les distinctions nécessaires à défaut de quoi, et avant l'expiration du délai imparti pour les déclarations de candidature, ces listes sont désignées par une lettre d'ordre par le président du bureau principal de la circonscription.

Art. 107. Au moins quinze jours francs avant celui fixé pour le scrutin, toute liste doit être déposée pour la première circonscription au greffe de la justice de paix d'Esch-s.-Alzette, pour la deuxième circonscription au greffe de

unter sich gewählten Vertreters, welcher mit der Niederlegung der Liste und der Erfüllung der anderen, ihm durch die in nachstehendem Artikel auferlegten Pflichten betraut ist. Die Liste enthält die Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der Kandidaten, sowie der dieselben aufstellenden Wähler. Wer nicht wählbar ist, kann nicht Kandidat sein und kann seine Kandidatur zurückziehen.

Ist die Wählbarkeit eines Kandidaten zweifelhaft auf Grund von ersittenen Verurteilungen, so läßt der Präsident des Hauptbüros sofort diese Wählbarkeitsbedingungen durch die Staatsanwaltschaft prüfen und fordert den Kandidaten auf, seine Bemerkungen vorzubringen. Wird nach Einsicht des Auszugs aus dem Strafregister und aller andern durch die Staatsanwaltschaft gelieferten Aufschlüsse die Nichtwählbarkeit festgestellt, so streicht der Präsident den betreffenden Kandidaten von der Liste. — Eine Liste darf nicht mehr Kandidaten aufweisen, als Deputierte in dem Bezirk zu wählen sind. — Niemand kann weder als Kandidat noch als Vorschlagender auf mehr als einer Liste desselben Bezirks stehen. Jede vereinzelte Kandidatur bildet eine Liste für sich.

Jede Liste muß eine Benennung tragen und falls verschiedene Listen gleiche Benennungen aufweisen, sind die Vertreter gehalten, die notwendigen Unterscheidungen vorzunehmen, widrigenfalls diese Listen von dem Präsidenten des Hauptbüros des Wahlbezirks vor Ablauf der für die Kandidatureklärungen festgesetzten Fristen mit einem Ordnungsbuchstab versehen werden.

Art. 107. Wenigstens fünfzehn volle Tage vor dem Wahltage muß jede Liste des ersten Wahlbezirkes auf dem Sekretariat des Friedensgerichtes zu Esch a. d. Alz., diejenigen des zweiten Wahlbezirkes auf dem Sekretariat

la justice de paix de Grevenmacher, pour la troisième circonscription au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et pour la quatrième circonscription au greffe du tribunal d'arrondissement de Diekirch conformément aux dispositions ci-après.

Vingt jours francs au moins avant l'élection, le président du tribunal d'arrondissement resp. juge de paix, président du bureau principal de la circonscription afférente, public un avis fixant les jours, heures et lieu auxquels il recevra les présentations de candidats et les désignations de témoins. L'avis indique deux jours au moins, parmi lesquels le dernier jour utile, et trois heures au moins pour chacun de ces jours; le dernier délai utile est, dans tous les cas, de cinq à six heures du soir.

Le président du bureau principal enregistre les listes dans l'ordre de leur présentation. Il est délivré un récépissé sur le nom du mandataire de la liste.

Le président refuse d'accepter toute liste qui ne répond pas aux exigences de l'art. 106.

Si des déclarations identiques quant aux candidats y portés sont déposées dans la même circonscription, la première en date est seule valable. Si elles portent la même date, toutes sont nulles.

Le jour même de la clôture de la liste des candidats le président fait connaître d'urgence les nom, prénoms, profession et domicile des candidats au directeur général du service afférent.

Art. 108. Un candidat inscrit sur une liste ne peut en être rayé que s'il notifie au président du bureau principal de la circonscription, par exploit d'huissier, la volonté de s'en retirer.

des Friedensgerichtes zu Grevenmacher, diejenigen des dritten Bezirks auf dem Sekretariat des Bezirksgerichtes zu Luxembourg, und diejenigen des vierten Bezirks auf dem Sekretariat des Bezirksgerichtes zu Diekirch hinterlegt werden, unter Beobachtung nachstehender Bestimmungen.

Spätestens zwanzig Tage vor der Wahl erlässt der Gerichtspräsident bezw. Friedensrichter, Präsident des Hauptbüros des betreffenden Wahlbezirks, eine Bekanntmachung, worin er die Tage, die Stunden und den Ort angibt, an welchen er die Kandidaturen und die Bezeichnung der Zeugen entgegennimmt. Die Bekanntmachung muß wenigstens zwei Tage, worunter der letzte gültige Tag, und drei Stunden wenigstens für jeden dieser Tage, angeben. Als letzte gültige Frist ist in allen Fällen die Stunde von fünf bis sechs Uhr abends anzusezt.

Der Präsident des Hauptbüros schreibt die Listen in der Reihenfolge ihrer Einreichung ein. Eine Empfangsbescheinigung wird auf den Namen des Vertreters der Liste ausgestellt.

Die Entgegennahme jeder, den Erfordernissen des Art. 106 nicht entsprechenden Liste, wird verweigert.

Wenn in demselben Bezirk gleichlautende Erklärungen hinsichtlich der auf den Listen verzeichneten Kandidaten abgegeben werden, so ist die zuerst datierte allein gültig. Wenn sie dasselbe Datum tragen, sind sie alle ungültig.

Am demselben Tage, wo die Kandidatensachen abgeschlossen werden, bringt der Präsident unverzüglich die Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der Kandidaten zur Kenntnis des zuständigen Generaldirektors.

Art. 108. Die Streichung eines auf der Liste eingetragenen Kandidaten kann nur infolge eines dem Präsidenten des Hauptbüros im Wahlbezirk durch Gerichtsvollzieherauftrag mitgeteilten Wunsches, sich zurückzuziehen,

Toute liste peut être complétée par les noms de candidats qui sont présentés par tous les signataires de la liste.

Les notification resp. complètement pré-dits devront avoir lieu avant l'expiration du délai fixé pour les déclarations de candidature.

Art. 109. Lors de la présentation des candidats le mandataire de la liste peut désigner, pour assister aux opérations du vote, un témoin et un témoin-suppléant au plus pour chacun des bureaux de vote choisis parmi les électeurs de la commune, resp. section de commune. Le lendemain de l'expiration du délai fixé à l'al. 2 de l'art. 107, le président du bureau principal de la circonscription transmet les noms des témoins et des témoins-suppléants aux présidents des bureaux principaux des communes.

Trois jours au moins avant celui fixé pour le scrutin, le président du bureau principal de la commune, assisté du secrétaire, tire au sort les bureaux de vote où chacun de ces témoins aura à remplir son mandat.

Il réduit ensuite, s'il y a lieu, par la même voie du tirage au sort, à trois par bureau de vote, le nombre des témoins et celui des suppléants.

Deux jours au plus tard avant le scrutin les témoins et les témoins-suppléants sont informés de leur désignation au moyen d'une lettre leur adressée par le président du bureau principal de la commune.

Art. 110. A l'expiration du terme fixé à l'art. 107, al. 1^{er}, le président du bureau principal de la circonscription arrête les listes des candidats.

Lorsque le nombre des candidats ne dépasse pas celui des mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par le président sans autre formalité. Le procès-verbal, rédigé et signé séance tenante par le président et le secrétaire, est adressé au Gouvernement, qui en fait im-

erfolgen. Tede Liste kann durch die Namen der Kandidaten, welche von allen Unterzeichnern der Liste aufgestellt werden, ergänzt werden.

Die vorerwähnte Mitteilung bezw. Ergänzung muß vor Ablauf der für die Kandidaturerklärungen vorgeschriebenen Frist geschehen.

Art. 109. Für ein jedes der Wahlbüros kann der Vertreter der Liste bei Aufstellung der Kandidaten unter den Wählern der Gemeinde, bezw. der Gemeindefaktion höchstens einen Zeugen und Ergänzungszeugen, zur Teilnahme am Wahlgeschäfte bezeichnen. Am Tage nach dem Ablauf der in Abs. 2, Art. 107 vorgesehenen Frist übermittelt der Präsident des Hauptbüros des Wahlbezirks den Präsidenten der Hauptbüros der Gemeinden die Namen der Zeugen und Ergänzungszeugen.

Wenigstens drei Tage vor der Wahl bezeichnet der Präsident des Hauptbüros der Gemeinde in Beisein des Sekretärs durchs Los diejenigen Büros, in denen die Zeugen ihr Amt ausüben sollen.

Er bringt gegebenenfalls die Zahl der Zeugen u. der Ergänzungszeugen, ebenfalls durchs Los, auf je drei für jedes Wahlbüro zurück.

Wenigstens zwei Tage vor der Wahl werden die Zeugen und Ergänzungszeugen durch ein von dem Präsidenten des Hauptbüros der Gemeinde an sie gerichtetes Schreiben von ihrer Bezeichnung in Kenntnis gesetzt.

Art. 110. Nach Ablauf der durch Art. 107 Abs. 1 festgesetzten Frist schließt der Präsident des Hauptbüros des Wahlbezirks die Kandidatenliste ab.

Wenn die Zahl der Kandidaten die der zu vergebenden Sitze nicht übersiegt, so werden diese Kandidaten, ohne jedwede weitere Formlichkeit, durch den Präsidenten als gewählt erklärt.

Das in der Sitzung selbst von dem Präsidenten und seinem Sekretär aufgenommene und

médiatement publier des extraits par voie d'affiches dans chaque commune de la circonscription.

Dans le cas contraire, les listes des candidats sont immédiatement affichées dans toutes les communes de la circonscription. Cette affiche reproduit, sur une même feuille et en gros caractères, les nom, prénoms, profession et domicile des candidats de toutes les listes enregistrées. Pour chaque liste, l'ordre de présentation des candidats y est maintenu, et les listes y sont classées suivant l'ordre déterminé par le tirage au sort opéré par le président assisté du secrétaire. Un chiffre arabe, correspondant au numéro d'ordre, est imprimé en gros caractères en tête de chaque liste. L'affiche reproduit aussi l'instruction annexée à la présente loi.

Chap. IV. - Des bulletins.

Art. 111. Le président du bureau principal de la circonscription formule incontinent le bulletin de vote qui, agencé comme l'affiche, mais de dimensions moindres, reproduit les numéros d'ordre des listes ainsi que les nom et prénoms des candidats et indique le nombre des mandats à consérer.

Chaque liste est surmontée d'une case réservée au vote. Deux autres cases se trouvent à la suite des nom et prénoms de chaque candidat. La case de tête est noire et présente au milieu un petit cercle de la couleur du papier. Le tout conformément au modèle I annexé à la présente loi.

Art. 112. Le papier électoral servant à la confection des bulletins est fourni par l'Etat et timbré par ses soins avant d'être remis aux présidents des bureaux principaux des circon-

scriptions. Lorsqu'il a été signé par le président, le protocole sera envoyé à la direction de la circonscription. Les copies de ce protocole seront immédiatement distribuées dans chaque commune de la circonscription.

Si l'affiche n'a pas été publiée, le protocole sera immédiatement envoyé à la direction de la circonscription. Les copies de ce protocole seront immédiatement distribuées dans chaque commune de la circonscription.

Kapitel IV. — Wahlen und Wahlzettel.

Art. 111. Der Präsident des Hauptbüros des Wahlbezirks stellt unverzüglich den Wahlzettel auf, welcher in kleinerem Maßstabe die Gruppierung des Anschlages nebst Angabe der Ordnungsnummer der Listen, sowie der Namen und Vornamen der Kandidaten wieder gibt, und die Zahl der zu verleihenden Mandate anzeigt. Das zum Ausdrücken der Stimme reservierte Feld befindet sich am Kopfe einer jeden Liste. Zwei weitere Felder befinden sich hinter den Namen und Vornamen eines jeden Kandidaten. Das oberste Feld ist schwarz und weist in der Mitte einen kleinen Kreis von der Farbe des Papiers auf.

Das Ganze gemäß der diesem Gesetze beigefügten Anlage I.

Art. 112. Das vom Staat zur Herstellung der Stimmzettel zu liefernde Papier wird abgestempelt, bevor es den Präsidenten der Hauptbüros der Wahlbezirke übergeben wird.

scriptions. Ceux-ci font procéder à l'impression des bulletins et les transmettent aux présidents des bureaux principaux des communes.

Les bulletins employés dans une même commune et pour un même scrutin, doivent être absolument identiques, sous le rapport du papier, du format et de l'impression.

L'emploi de tous autres bulletins est interdit.

Art. 113. Au plus tard la veille du jour fixé pour le scrutin, le président du bureau principal de la commune fait remettre à chacun des présidents des bureaux sectionnaires, sous enveloppe cachetée, les bulletins nécessaires à l'élection; la suscription extérieure de l'enveloppe indique, outre l'adresse, le nombre de bulletins qu'elle contient. Cette enveloppe ne peut être décachetée et ouverte qu'en présence du bureau régulièrement constitué. Le nombre des bulletins est vérifié immédiatement et le résultat de la vérification indiqué au procès-verbal.

Chap. V. — *Du vote.*

Art. 114. Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de députés à élire dans la circonscription.

Il peut attribuer deux suffrages à chacun des candidats jusqu'à concurrence du total des suffrages dont il dispose.

L'électeur qui noircit au crayon le cercle blanc de la case placée en tête d'une liste adhère à cette liste en totalité et attribue ainsi un suffrage à chacun des candidats de cette liste.

Chaque croix (+ ou ×) inscrite dans l'une des deux cases réservées derrière le nom des candidats vaut un suffrage à ce candidat.

Tout cercle noirci, même incomplètement,

lettore besorgen die Drucklegung der Wahlzettel und übermitteln sie den Präsidenten der Hauptbüros der Gemeinden.

Die in derselben Gemeinde und für einen und denselben Wahlgang zur Verwendung kommenden Zettel müssen in Bezug auf Papier, Format und Druck vollständig gleich sein.

Die Verwendung aller anderen Zettel ist untersagt.

Art. 113. Spätestens am Vorabend vor dem zum Wahlgeschäfte festgesetzten Tage lässt der Präsident des Hauptbüros der Gemeinde jedem der Präsidenten der Nebenbüros, unter versiegeltem Umschlag, die zur Wahl benötigten Wahlzettel zukommen; die äußere Aufschrift des Umschlages enthält, außer der Adresse, die Zahl der darin enthaltenen Wahlzettel. Der Umschlag darf nur in Gegenwart des regelrecht zusammengesetzten Büros entsiegelt und geöffnet werden. Die Zahl der Wahlzettel wird sofort geprüft, und das Ergebnis der Prüfung im Protokoll angegeben.

Kapitel V. — *Von der Abstimmung.*

Art. 114. Jeder Wähler verfügt über soviel Stimmen, als Deputierte in dem Bezirk zu wählen sind.

Er kann, bis zur Gesamtzahl der Stimmen, über die er verfügt, auf den Namen eines jeden Kandidaten, zwei Stimmen abgeben.

Der Wähler, welcher mittels Bleistift den am Kopfe einer jeden Liste angebrachten Kreis schwärzt, stimmt der Liste in ihrer Gesamtheit zu und erteilt auf diese Weise jedem Kandidaten dieser Liste eine Stimme.

Jedes, in eines der beiden, hinter den Namen der Kandidaten angebrachte Felder, gezeichnete Kreuz (+ oder ×) zählt diesem Kandidaten als eine Stimme.

Jeder sogar unvollständig geschwärzte Kreis

et toute croix, même imparfaite, expriment valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Art. 115. Lorsque le scrutin est clos le bureau fait le récolement des bulletins non employés, lesquels sont immédiatement détruits. Il est fait mention du nombre de ces bulletins au procès-verbal.

*Chap. VI. -- Du dépouillement
et du scrutin.*

Art. 116. Lorsque dans une section électorale il n'y a qu'un seul bureau électoral, les bulletins de vote sont dépouillés par ce bureau.

S'il y a deux bureaux, l'un dépouille les bulletins de l'autre.

S'il y a trois bureaux ou plus, le bureau principal de la commune assigne à chacun des bureaux celui établi dans la même localité dont il déponillera les bulletins, sans toutefois qu'un bureau puisse être chargé du dépouillement des bulletins reçus par lui.

Art. 117. Lorsque dans une section électorale il y a plus d'un bureau, l'urne contenant les bulletins de vote, aussitôt que le scrutin est clos, est scellée par le président; elle est portée, sous la garde d'un assesseur et des témoins, au bureau désigné pour le dépouillement et remise au président de ce bureau avec un extrait du procès-verbal indiquant le nombre des votants du bureau dont l'urne est à dépouiller. Il est donné réécrit à l'urne.

Le tout est constaté au procès-verbal.

Art. 118. Le bureau de dépouillement compte, sans les déplier, les bulletins contenus dans l'urne.

sonie jedes sogar unvollkommen gezeichnete Kreuz drücken das Votum gültig aus, es müßte denn die Absicht, den Zettel kenntlich zu machen, offenbar sein.

Art. 115. Wenn die Abstimmung geschlossen ist, zählt das Büro die nicht zur Verwendung gelangten Zettel, die sofort zerstört werden. Die Zahl dieser Zettel wird im Protokoll angeführt.

*Kapitel VI. — Von der Eröffnung
der Wahlzettel und der Zählung
der Stimmen.*

Art. 116. Umfaßt eine Wahlsektion nur ein Wahlbüro, so wird die Eröffnung der Wahlzettel durch dieses Büro vorgenommen.

Gibt es zwei Büros, so eröffnet das eine die Zettel des andern.

Gibt es drei und mehr Büros, so weist das Hauptbüro der Gemeinde jedem Nebenbüro dasjenige Büro in derselben Ortschaft zu, dessen Wahlzettel es zu eröffnen hat, doch so, daß kein Büro mit der Eröffnung der von ihm in Empfang genommenen Zettel beauftragt werden kann.

Art. 117. Wenn in einer Wahlsektion mehr als ein Büro besteht, so wird nach Abschluß der Abstimmung, die Urne, die die Wahlzettel enthält, sofort vom Präsidenten versiegelt und unter Aufsicht eines Beisitzers und der Zeugen zu dem mit der Stimmenzählung beauftragten Büro gebracht. Die Urne wird dem Präsidenten dieses Büros übergeben mit einem Anzug aus dem Protokoll, welcher die Zahl der Stimmenden des Büros angibt, dessen Urne geöffnet werden soll. Über den Empfang der Urne wird eine Bescheinigung ausgestellt. Das Ganze wird im Protokoll festgestellt.

Art. 118. Das mit der Eröffnung der Wahlzettel beauftragte Büro zählt die in der Urne enthaltenen Zettel, ohne sie zu entfalten.

Le nombre des votants et celui des bulletins sont inscrits au procès-verbal.

Le président, avant d'ouvrir aucun bulletin, mèle tous ceux que le bureau est chargé de dépouiller.

Art. 119. Les suffrages donnés à une liste en totalité (suffrages de liste) ou aux candidats individuellement (suffrages nominatifs), comptent tant à la liste pour le calcul de la répartition proportionnelle des sièges entre les listes qu'aux candidats pour l'attribution des sièges dans les listes.

Le suffrage exprimé dans la case figurant en tête d'une liste compte pour autant de suffrages de liste qu'il y figure de candidats. Les suffrages recueillis par un candidat décédé après l'expiration du terme accordé pour les déclarations de candidature sont valablement acquis à la liste à laquelle il appartient.

Art. 120. L'un des assesseurs déplie les bulletins et les remet au président, qui énonce les suffrages de liste et les suffrages nominatifs.

Deux des assesseurs font le recensement des suffrages et en tiennent note, chacun séparément.

Art. 121. Les bulletins nuls n'entrent point en compte pour fixer le nombre des voix.

Sont nuls:

1^o tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la présente loi;

2^o les bulletins qui expriment plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire; ceux qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage; ceux dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque non autorisés par la loi.

Die Zahl der Stimmenden und die der Zettel werden im Protokoll angegeben.

Bevor irgend ein Wahlzettel eröffnet wird, mischt der Präsident alle Zettel, deren Stimmen das Büro zu zählen hat.

Art. 119. Die auf die Gesamtheit einer Liste (Listenstimmen) oder auf die Kandidaten einzeln (namentliche Stimmen) abgegebenen Stimmen zählen sowohl dieser Liste für die Berechnung der proportionalen Verteilung der Sitz auf die Listen, als auch den Kandidaten für die Zuerteilung der Sitz der Listen.

Das in dem am Kopfe einer Liste angebrachte Feld gezeichnete Votum gilt für soviel Listenstimmen, als sich Kandidaten darauf befinden. Die von einem Kandidaten, der nach Ablauf der für die Kandidaturerklärungen gewährten Frist gestorben ist, erhaltenen Stimmen kommen der Liste, welcher er angehört, zu.

Art. 120. Einer der Beisitzer entfaltet die Zettel und übergibt sie dem Präsidenten, der die Listenstimmen und die namentlichen Stimmen vorliest.

Zwei von den Beisitzern zählen die Stimmen und nehmen ein jeder besondere Notiz davon.

Art. 121. Die ungültigen Zettel kommen für die Feststellung der Stimmenzahl nicht in Betracht.

Sind ungültig:

1. alle anderen Wahlzettel als diejenigen, deren Gebrauch dieses Gesetz zuläßt;

2. die Zettel, die mehr Stimmen ausdrücken, als Mitglieder zu wählen sind; die kein Votum ausdrücken; deren Form und Umfang verändert worden sind; die inwendig ein Papier oder irgend einen Gegenstand enthalten, oder durch ein Zeichen, eine Radierung oder ein Merkmal, die dem Gesetz nach unzulässig sind, den Wähler erkennbar machen könnten.

Art. 122. Lorsque tous les bulletins ont été dépouillés, les autres membres du bureau et les témoins les examinent et soumettent au bureau leurs observations ou réclamations.

Les bulletins qui ont fait l'objet de réclamations sont ajoutés aux bulletins valables au cas où ils ont été admis comme tels par décision du bureau.

Les bulletins annulés ou contestés, autres que les blancs, sont paraphés par deux membres du bureau et par l'un des témoins.

Les réclamations sont actées au procès-verbal, ainsi que les décisions du bureau.

Les témoins ont voix consultative dans les délibérations relatives aux bulletins contestés.

Art. 123. Le bureau dresse, d'après les listes tenues par un assesseur et le secrétaire, le relevé des électeurs figurant sur la liste électorale du bureau de vote et qui n'ont pas pris part à l'élection. Ce relevé, signé par le président et le secrétaire du bureau sectionnaire, est transmis par son président, dans les trois jours, au président du bureau principal de la commune.

Le président du bureau sectionnaire constigne sur ce relevé les observations présentées et y annexe les pièces qui peuvent lui avoir été transmises par les absents aux fins de justification.

Le président du bureau principal de la commune, après avoir recueilli tous ces relevés, les adresse, avec les pièces y annexées, au juge de paix du canton.

Art. 124. Les bulletins de vote sont groupés par „bulletins valables” et „bulletins nuls” et placés, à l'exclusion de toutes autres pièces, dans deux enveloppes dont l'une renferme les bulletins valables et l'autre les bulletins nuls.

Art. 122. Nachdem alle Zettel eröffnet sind, werden sie von den andern Mitgliedern des Büros, sowie von den Zeugen geprüft, die dem Büro ihre Bemerkungen oder Einsprüche unterbreiten.

Die Zettel, gegen die Einspruch erhoben wurde, werden den gültigen Zetteln beigefügt, falls sie infolge Entscheidung des Büros als solche angenommen worden sind.

Die als ungültig erklärten oder beanstandeten Zettel, mit Ausnahme der unausgefüllten, werden von zwei Mitgliedern des Büros und einem der Zeugen mit Namenszug versehen.

Die Einsprüche sowie die vom Büro getroffenen Entscheidungen werden im Protokoll vermerkt.

Die Zeugen haben in den auf die beanstandeten Stimmen bezüglichen Debatten beratende Stimme.

Art. 123. Das Büro stellt, gemäß den von einem Beisitzer, sowie dem Sekretär geführten Listen, ein Verzeichnis der Wähler des Wahlbüros auf, welche nicht an der Wahl teilgenommen haben. Dieses von dem Präsidenten und dem Sekretär des Nebenbüros mit ihrer Unterschrift versehene Verzeichnis wird dem Präsidenten des Hauptbüros der Gemeinde innerhalb drei Tage durch den Präsidenten zugestellt. Der Präsident des Nebenbüros vermerkt in diesem Verzeichnis die vorgebrachten Bemerkungen und fügt die von den Abwesenden eventuell zu ihrer Rechtfertigung vorgebrachten Schriftstücke bei.

Der Präsident des Hauptbüros der Gemeinde sendet die gesammelten Verzeichnisse mit den beigefügten Schriftstücken an den Friedensrichter des Kantons.

Art. 124. Die Wahlzettel werden in „gültige Zettel”, und „ungültige Zettel” zusammen gestellt und mit Ausschluß aller andern Schriftstücke, in zwei Umschläge geschlossen, wovon der eine die gültigen Zettel und der andere die ungültigen Zettel enthält.

La suscription de chacune de ces enveloppes porte l'indication du lieu et de la date de l'élection, du numéro du bureau de dépouillement, du genre ainsi que du nombre des bulletins qu'elle renferme.

Ces enveloppes sont réunies en un seul paquet, qui est cacheté du sceau communal ou de celui d'un membre du bureau et muni des signatures du président, d'un assesseur et d'un témoin, et dont la suscription porte les mêmes indications.

Art. 125. Le bureau arrête le nombre des votants, celui des bulletins blancs et nuls et des bulletins valables, le nombre des suffrages de liste et celui des suffrages nominatifs. Il les fait inscrire au procès-verbal. Le procès-verbal est clos par un tableau, conçu d'après le modèle II annexé à la présente, qui renseigne:

le nombre des bulletins trouvés dans l'urne;

le nombre des bulletins nuls;

le nombre des bulletins valables;

pour chacune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de liste et celui des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Ces opérations terminées, le président proclame publiquement le résultat du recensement de son bureau de dépouillement.

Art. 126. Le procès-verbal dont question aux articles précédents et qui renseigne les opérations faites par le bureau est dressé en double exemplaire et signé séance tenante par les membres du bureau, le secrétaire et les témoins.

Art. 127. Chaque exemplaire du procès-verbal est mis sous enveloppe cachetée qui porte pour suscription l'indication de son contenu, le nom de la circonscription électorale, celui de la

Die Rüffschrift eines jeden dieser Umschläge gibt den Ort und Tag der Wahl, die Nummer des mit der Gröfzung beauftragten Büros und die Art und Zahl der Wahlzettel an.

Diese zwei Umschläge werden zu einem einzigen Paket vereinigt, das mit dem Gemeindesiegel oder demjenigen eines Büromitgliedes und den Unterschriften des Präsidenten, eines Beisitzers und eines Zeugen versehen wird, und als Rüffschrift dieselben Angaben enthält.

Art. 125. Das Büro stellt die Zahl der Stimmenden, der ungültigen und der gültigen Zettel, die Zahl der Listenstimmen sowie diejenige der Namenstimmen fest. Es trägt dieselben in das Protokoll ein. Das Protokoll wird durch eine, gemäß Anlage II dieses Gesetzes zusammengestellte Tabelle, abgeschlossen, welche angibt:

die Zahl der in der Urne vorgefundene Zettel;

die Zahl der ungültigen Zettel;

die Zahl der gültigen Zettel;

für eine jede nach ihrer Ordnungszahl klassierten Liste, die Zahl der Listenstimmen sowie die von einem jeden Kandidaten erhaltenen namentlichen Stimmen.

Nach Abschluß dieser Verrichtungen wird das Resultat der Stimmenzählungen vom Präsidenten eines jeden Büros öffentlich ausgerufen.

Art. 126. Das in den vorhergehenden Artikeln erwähnte Protokoll über die durch das Büro vorgenommenen Verrichtungen wird in zwei Exemplaren ausgefertigt und in der selben Sitzung von den Mitgliedern des Büros, dem Sekretär sowie den Zeugen unterschrieben.

Art. 127. Jede Ausfertigung des Protokolls wird unter versiegelten Umschlag gebracht, welcher als Rüffschrift die Bezeichnung seines Inhaltes, den Namen des Wahlbezirks, den

commune et le numéro du bureau de dépouillement.

Une autre enveloppe renfermera les listes tenues par les secrétaire et assesseurs en conformité des art. 69 et 120 ainsi que l'extrait du procès-verbal et le récépissé relatifs à l'échange des urnes s'il y a lieu. Elle porte comme suscription l'indication de son contenu ainsi que du lieu et de la date de l'élection et du numéro du bureau.

Cette enveloppe avec les deux autres qui renferment le procès-verbal sont remises aussitôt par les soins du président du bureau sectionnaire au président du bureau principal de la commune, en même temps que le paquet qui contient les bulletins de vote.

Il en sera fait de même des placards reproduisant les dispositions pénales, des exemplaires de la loi électorale et des imprimés non employés de chaque bureau sectionnaire.

Art. 128. Le président du bureau principal de la commune, après avoir recueilli les documents de tous les bureaux sectionnaires, classe les enveloppes renfermant les procès-verbaux en deux plis de contenu identique et renfermant chacun un exemplaire du procès-verbal de chaque bureau de vote.

La suscription de chacun de ces deux plis indiquera, outre l'adresse, la mention de son contenu ainsi que la circonscription électorale et la commune. Ces plis sont fermés et scellés du sceau communal ou de celui du président. Le président les dépose encore le jour de l'élection à la poste par envois recommandés adressés le premier au Gouvernement, et l'autre au président du bureau principal de la circonscription. Lorsque ce dernier est lui-même président du bureau principal de la commune, il assure personnellement la garde du second pli jusqu'au moment du recensement.

jenigen der Gemeinde sowie die Nummer des Zählbüros trägt. Ein anderer Umschlag enthält die vom Sekretär und den Beisitzern in Gemäßheit der Artikel 69 und 120 geführten Listen sowie den Auszug aus dem Protokoll und die Empfangsbefreiung betreffend die Übergabe der Urnen, falls eine solche stattgefunden hat. Der Umschlag trägt als Aufschrift die Bezeichnung seines Inhaltes sowie des Ortes und des Datums der Wahl und der Nummer des Wahlbüros.

Dieser Umschlag wird mit den beiden andern, welche die Protokolle enthalten, sofort durch den Präsidenten des Nebenbüros dem Präsidenten des Hauptbüros der Gemeinde, zugleich mit dem die Wahlzettel enthaltenen Pakete, übergeben.

- Ein Gleiches geschieht mit den die Strafbestimmungen enthaltenden Umschlagzetteln, den Exemplaren des Wahlgesetzes und den von den Nebenbüros nicht verbrauchten Drucksachen.

Art. 128. Der Präsident des Hauptbüros der Gemeinde sammelt die Schriftstücke aller Nebenbüros, legt die Umschläge, welche die Protokolle enthalten, in zwei Umschläge von gleichem Inhalte zusammen, deren jeder ein Exemplar des Protokolls eines jeden Wahlbüros enthält.

Die Aufschrift eines jeden der beiden Umschläge enthält außer der Adresse die Angabe seines Inhaltes und die Bezeichnung des Wahlbezirks und der Gemeinde. Diese Umschläge werden geschlossen und mit dem Gemeindestempel und demjenigen des Präsidenten versiegelt. Der Präsident übergibt dieselben noch am Wahltage durch Einschreibebrief der Post, den einen an die Adresse der Regierung und den andern an die Adresse des Präsidenten des Hauptbüros des Wahlbezirks. Ist letzterer selbst Präsident des Hauptbüros der Gemeinde, so hat er persönlich für die Aufbewahrung des zweiten Paketes bis zur Zählung zu sorgen.

Art. 129. Le président du bureau principal de la commune forme en outre:

a) un paquet scellé et cacheté du sceau communal ou de celui du président qui contiendra les bulletins de vote de tous les bureaux sectionnaires de la commune et portera comme suscription, outre l'adresse:

Election de du

Bulletin de vote.

b) un paquet, scellé et cacheté comme ci-avant, qui renfermera les listes tenues en vertu des art. 69 et 120 ainsi que les pièces relatives à l'échange des urnes de tous les bureaux sectionnaires;

c) un paquet renfermant les exemplaires de la loi électorale et les placards reproduisant les dispositions pénales qui ont servi aux divers bureaux sectionnaires, ainsi que les imprimés non employés par ces bureaux.

Ces trois paquets sont expédiés par le président du bureau principal de la commune au Gouvernement par envois séparés recommandés à la poste.

Les bulletins de vote sont transmis aussitôt par le Gouvernement à la Chambre des députés; ils ne peuvent être ouverts que par les commissions de vérification des pouvoirs.

Les bulletins sont détruits lorsqu'il a été statué sur l'élection.

Art. 130. La liste originale des électeurs déposée au bureau principal de la commune est renvoyée par le président de ce bureau au commissaire de district sous pli recommandé à la poste.

Chap. VII. — Du recensement et de l'attribution des sièges.

Art. 131. Le lendemain de l'élection, à midi, le président et deux assesseurs du bureau principal de la circonscription, auxquels peuvent

Art. 129. Der Präsident des Hauptbüros der Gemeinde besorgt außerdem:

a) ein versiegeltes Paket, das mit dem Gemeindesiegel oder demjenigen des Präsidenten versehen ist und die Wahlzettel aller Nebenbüros der Gemeinde enthält und neben der Adresse die Aufschrift trägt:

Wahl vom den

Wahlzettel.

b) ein Paket, das wie das vorige versiegelt und mit Stempel versehen wird und die gemäß Art. 69 und 120 geführten Listen sowie die auf den Umlaufschluss der Urnen der Nebenbüros bezüglichen Schriftstücke enthält;

c) ein Paket mit den Exemplaren des Wahlgesetzes, mit den die Strafbestimmungen enthaltenden Anschlagszetteln aus den verschiedenen Nebenbüros sowie mit den von diesen Büros nicht verbrauchten Drucksachen.

Der Präsident des Hauptbüros der Gemeinde versendet diese drei Pakete an die Regierung in Separatsendungen und durch Einschreibebrief.

Die Regierung übermittelt die Wahlzettel sofort an die Kammer; diese dürfen nur von der mit der Prüfung der Vollmachten beauftragten Kommission eröffnet werden.

Nachdem über die Wahl eine Entscheidung getroffen ist, werden die Zettel verbrannt.

Art. 130. Die im Hauptbüro der Gemeinde niedergelegte Original Wählerliste wird durch den Präsidenten dieses Büros durch Einschreibebrief an den Distriktskommissar gesandt.

Kapitel VII. — Von der Gesamtzählung der Stimmen und der Zuteilung der Sitze.

Art. 131. Am Tage nach der Wahl, um zwölf Uhr mittags begibt sich der Präsident des Hauptbüros des Wahlbezirks mit zwei Bei-

se joindre les témoins du même bureau, se rendent au bureau de poste et y reçoivent les plis à l'adresse du président, contre récépissé. Ces plis sont aussitôt, et sous leur surveillance, transportés au siège du bureau principal.

Art. 132. En présence du bureau le président ouvre les plis et donne lecture du nom de la commune, du bureau de dépouillement ainsi que du tableau visé à l'art. 125. Un assesseur et un secrétaire inscrivent ces indications dans un tableau, établi d'après le modèle III annexé à la présente loi et tenu par chacun d'eux séparément.

Le bureau établit le nombre total des bulletins dépouillés, des bulletins blancs et nuls, des bulletins valables, des suffrages de liste et des suffrages nominatifs.

Art. 133. Le président peut assumer, pour assister le bureau dans les opérations de recensement, des calculateurs qui opèrent sous la surveillance du bureau.

Art. 134. Deux assesseurs portent chacun séparément les totaux obtenus sur un tableau du modèle IV annexé à la présente loi et additionnent les totaux.

Art. 135. Aussitôt après la fin des opérations prévues aux trois articles précédents, les tableaux sont signés ne varietur par le président, et chacun d'eux par l'assesseur et le secrétaire qui ont collaboré à la confection du document.

Art. 136. Le nombre total des suffrages valables des listes est divisé par le nombre des députés à élire augmenté de un.

On appelle „nombre électoral“ le nombre entier qui est immédiatement supérieur au quotient ainsi obtenu.

Sieben, den sich die Zeugen desselben Büros anschließen dürfen, aufs Postamt, um die an ihn adressierten Brieffächer gegen Empfangsbefcheinigung abzunehmen. Diese Brieffächer werden unverzüglich unter ihrer Aufsicht nach dem Sitz des Hauptbüros verbracht.

Art. 132. Der Präsident öffnet in Gegenwart des Büros die Umschläge und gibt den Namen der Gemeinde und das mit der Eröffnung beauftragte Büro, sowie die in Art. 125 erwähnte Tabelle bekannt. Der eine Beisitzer und der Sekretär tragen diese Angaben in eine Tabelle ein, die dem diesem Gesetze beigefügten Muster III entspricht und von jedem der beiden besonders geführt wird.

Das Büro stellt die Gesamtzahl der eröffneten Zettel, der weißen und ungültigen sowie der gültigen Zettel, der Listenstimmen sowie der namentlichen Stimmen fest.

Art. 133. Dem Büro können für die Zählung vom Präsidenten mehrere Rechner zugefügt werden, die unter der Aufsicht des Büros ihre Obliegenheiten verrichten.

Art. 134. Zwei Beisitzer tragen die erhaltenen Gesamtzahlen in eine Tabelle ein, die dem diesem Gesetze beigefügten Muster IV entspricht und von jedem der beiden besonders geführt wird; sie addieren die Gesamtzahlen.

Art. 135. Gleich nach Schluß der in den drei vorhergehenden Artikeln vorgeschriebenen Operationen werden die Tabellen vom Präsidenten ne varietur unterzeichnet, und ein jedes von dem Beisitzer und dem Sekretär, die dabei mitgewirkt haben, unterzeichnet.

Art. 136. Die Gesamtzahl der gültigen Listenstimmen wird durch die um eins vermehrte Zahl der zu wählenden Deputierten dividiert.

Man nennt „Wahlzahl“ die dem auf diese Weise erhaltenen Quotienten nächst höhere ganze Zahl.

Chaque liste reçoit à la répartition autant de sièges que le nombre électoral est contenu de fois dans le nombre des suffrages qu'elle a recueillis.

Art. 137. Lorsque le nombre des députés élus par cette répartition reste inférieur à celui des députés à élire, on divise le nombre des suffrages de chaque liste par le nombre des sièges qu'elle a déjà obtenus augmenté de un; le siège est attribué à la liste qui obtient le quotient le plus élevé. On répète le même procédé s'il reste encore des sièges disponibles.

En cas d'égalité de quotient, le siège disponible est attribué à la liste qui a recueilli le plus de suffrages.

Les opérations des calculs sont à faire par un assesseur et le secrétaire sous le contrôle du bureau.

Art. 138. Les sièges sont attribués, dans chaque liste, aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

Art. 139. S'il arrive qu'un candidat se trouve élu dans plusieurs circonscriptions, il devra opter dans les trois jours de la proclamation du résultat. Son acceptation se fera par déclaration, soit personnelle, soit par mandataire muni d'un pouvoir authentique, au président du bureau principal de la circonscription pour laquelle il opte. Le procès-verbal de déclaration sera notifié aux présidents des bureaux principaux des autres circonscriptions dans lesquelles il aura été également proclamé élu. Conformément aux règles de la représentation proportionnelle, il sera remplacé dans ces circonscriptions par le candidat venant immédiatement à la suite des élus de sa liste.

Jede Liste erhält bei der Zuteilung soviel mal einen Sitz, als die Wahlzahl in der von ihr erhaltenen Stimmenzahl enthalten ist.

Art. 137. Wenn die Zahl der durch diese Verteilung gewählten Deputierten unter denjenigen der zu wählenden Deputierten bleibt, so wird die Zahl der von einer jeden Liste erhaltenen Stimmen durch die um eins vergrößerte Zahl der Sitze, welche sie schon erhalten hat, dividiert. Der Sitz wird derjenigen Liste zuerteilt, welche den höchsten Quotienten erhält. Dasselbe Verfahren wird wiederholt, wenn noch Sitze verfügbar bleiben.

Wenn mehrere Listen denselben Quotienten aufweisen, so wird der verfügbare Sitz der Liste zuerteilt, welche die meisten Stimmen erhalten hat.

Die Berechnungen werden von einem Beisitzer und einem Sekretär unter der Kontrolle des Büros aufgestellt.

Art. 138. Die Sitze werden denjenigen Kandidaten einer jeden Liste, welche die größte Stimmenzahl erhalten haben, zuerteilt.

Falls Stimmenungleichheit vorliegt, ist der Ältere gewählt.

Art. 139. Wird ein Kandidat in mehreren Bezirken gewählt, so muß er innerhalb drei Tage von der Veröffentlichung des Resultates ab seine Wahl treffen. Diese Annahme geschieht durch eine Erklärung, die er persönlich oder durch einen mit authentischer Vollmacht versehenen Beauftragten, dem Präsidenten des Hauptbüros des Bezirks abgibt, für den er sich entscheidet. Das Protokoll dieser Erklärung wird den Präsidenten der Hauptbüros der Bezirke, in denen er ebenfalls als gewählt erklärt wurde, mitgeteilt. Gemäß den Bestimmungen der Verhältniswahl tritt er seinen Platz dem Kandidaten ab, welcher auf der Liste, auf der er verzeichnet war, unmittelbar nach den Gewählten dieser Bezirke folgte.

Art. 140. Si une liste obtient plus de représentants qu'elle n'a présenté de candidats, le nombre des sièges restant à pourvoir est distribué entre les autres listes. On procède à cet effet à une nouvelle répartition proportionnelle.

Art. 141. Le résultat du recensement général des suffrages et les noms des élus sont proclamés publiquement par le président du bureau.

Art. 142. Le procès-verbal du recensement est rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau et les témoins.

Un exemplaire du procès-verbal et toutes les pièces sont adressés le quatrième jour qui suit celui de la proclamation du résultat au Gouvernement, pour être transmis à la Chambre des députés. Le double restera déposé au greffe du tribunal d'arrondissement resp. de la justice de paix du chef-lieu de la circonscription électorale, où tout électeur peut en prendre connaissance.

Les candidats non élus de chaque liste sont inscrits au procès-verbal dans l'ordre du chiffre de leurs suffrages, à l'effet de pourvoir aux cas de remplacement prévus à l'art. 144.

Art. 143. Un extrait du procès-verbal est adressé sans délai par le Gouvernement à chacun des députés élus.

Art. 144. Les candidats venant sur chaque liste après ceux qui ont été proclamés élus sont appelés, dans les conditions de l'art. 139, àachever le terme des députés de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite d'option, de démission, de décès ou pour toute autre cause.

La notification de cet appel aux suppléants est faite par le président de la Chambre des députés dans le délai de quinze jours à partir de l'événement qui a donné lieu à la vacance.

Art. 140. Erhält eine Liste mehr Vertreter, als sie Kandidaten aufgestellt hatte, so wird die Zahl der verbleibenden Sitze auf die andern Listen verteilt. Es wird dieserhalb eine erneute verhältnismäßige Verteilung vorgenommen.

Art. 141. Das Resultat der allgemeinen Stimmenzählung sowie die Namen der Gewählten werden vom Präsidenten des Büros öffentlich ausgerufen.

Art. 142. Das Zählungsprotokoll wird in der Sitzung selbst aufgenommen und von den Mitgliedern des Büros und den Zeugen unterschrieben.

Ein Exemplar des Protokolls wird mit allen Belegstücken am vierten Tage nach der Auskunft des Wahlergebnisses der Regierung zwecks Übermittlung an die Abgeordnetenkammer zugestellt. Das Duplikat bleibt auf der Kanzlei des Bezirksgerichtes bezw. des Friedensgerichtes am Hauptort des Wahlbezirks hinterlegt, wo die Wähler Einsicht darin nehmen können.

Die nicht gewählten Kandidaten einer jeden Liste werden in der Reihenfolge der von ihnen erhaltenen Stimmen in das Protokoll eingetragen, um in den in Art. 144 vorgesehenen Fällen die Stellvertretung zu übernehmen.

Art. 143. Ein Auszug des Protokolls wird von der Regierung einem jeden der gewählten Deputierten unverzüglich zugesandt.

Art. 144. Die auf einer jeden Liste hinter den als gewählt erklärt, ausgeführten Kandidaten, werden unter den in Art. 139 erwähnten Bedingungen dazu berufen, die Amtsduauer der durch Option, durch Demission, Todesfall oder jede andere Ursache fällig werdenden Sitze der Deputierten dieser Liste zu vollenden.

Die Mitteilung dieser Berufung an die Erfahrenden geschieht durch den Präsidenten der Abgeordnetenkammer innerhalb 15 Tage nach der Begebenheit, welche die Kanzlei veranlaßt hat.

Chap. VIII. — Des élections complémentaires.

Art. 145. Si, faute de suppléants de la liste afférente, il ne peut être répondu à l'appel, il est procédé à une élection complémentaire, dans le délai d'un mois, à moins que la vacance ne se produise dans les trois mois qui précèdent le renouvellement des députés de la circonscription à laquelle appartient ce siège.

Lorsque cette élection complémentaire ne porte que sur un seul siège de député, nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit plus de la moitié des voix.

Si le membre à élire n'a pas été nommé au premier tour de scrutin, le bureau principal de la circonscription fait une liste des deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Le septième jour après le premier scrutin, il sera procédé, par les mêmes bureaux, à un scrutin de ballottage entre ces deux candidats; cette élection se fait à la pluralité des voix.

Lorsque dans les cas visés aux deux alinéas précédents il y a parité des votes, le plus âgé est préféré.

Livre III.

DES CORPS COMMUNAUX ET DES ÉLECTIONS COMMUNALES.

Titre I. — Dispositions organiques.

Chap. I. — Du corps communal.

Art. 146. Il y a dans chaque commune un corps communal composé de conseillers, du bourgmestre et des échevins.

Chap. II. — Du conseil communal.

Art. 147. Les conseils communaux, y compris les membres du collège des bourgmestres et échevins, sont composés:

de 7 membres dans les communes dont la population ne dépasse pas 1000 habitants;

Kapitel VIII. — Von der Ergänzungswahl.

Art. 145. Ist ein Erlass durch Kandidaten derselben Liste nicht möglich, so wird innerhalb eines Monats zu einer Ergänzungswahl geschritten, es sei denn, dass die Wahlzeit während der drei Monate eintrete, welche der Erneuerung der Deputierten des Bezirks, zu welcher dieser Sitz gehört, vorhergehen.

Handelt es sich bei der Ergänzungswahl bloß um einen einzigen Deputiertenstuhl, so ist niemand beim ersten Wahlgang gewählt, wenn er nicht mehr als die Hälfte der Stimmen erhält.

Wird der zu Wählende nicht beim ersten Wahlgang gewählt, so stellt das Hauptbüro des Wahlbezirks eine Liste der zwei Kandidaten auf, welche die meisten Stimmen erhalten haben.

Am siebten Tage nach dem ersten Wahlgang findet zwischen diesen beiden Kandidaten eine Stichwahl statt, durch dieselben Büros; die Wahl erfolgt durch Stimmenmehrheit.

Tritt in den durch die beiden vorstehenden Absätzen erwähnten Fällen Stimmengleichheit ein, erhält der Ältere den Vorzug.

Drittes Buch.

Die Gemeindekorps und die Gemeindewahlen.

Titel I. — Organische Bestimmungen.

Kapitel I. — Das Gemeindekorps.

Art. 146. In jeder Gemeinde besteht ein Gemeindekorps, begreifend die Gemeinderatsmitglieder, den Bürgermeister u. die Schöffen.

Kapitel II. — Der Gemeinderat.

Art. 147. Die Gemeinderäte, mit Einschluss der Bürgermeister und Schöffen, sind zusammengesetzt wie folgt:

aus 7 Mitgliedern in den Gemeinden, deren Seelenzahl 1000 nicht überschreigt;

de 9 membres dans les communes de 1.001 à 3.000 habitants;
de 11 membres dans les communes de 3.001 à 10.000 habitants;
de 13 membres dans les communes de 10.001 à 15.000 habitants;
de 15 membres dans les communes de 15.001 à 20.000 habitants;
de 17 membres dans les communes de 20.001 à 30.000 habitants.
de 25 membres dans les communes de plus de 30.000 habitants.

Dans les communes composées de plusieurs sections, chaque section sera représentée au conseil en proportion de sa population et au moins par un membre domicilié dans la section.

Sont considérées comme sections:

1^e toute agglomération d'habitants de cent âmes au moins ayant un ban séparé;
2^e toute agglomération d'habitants, même d'une moindre population, si elle a, comme personne morale, un patrimoine communal distinct d'un revenu annuel d'au moins cent francs.

Art. 148. La fixation du nombre de conseillers attribué à chaque commune et section sera déterminée par le Gouvernement, eu égard au résultat des recensements de la population prévus à l'art. 85.

L'arrêté ministériel qui dispose de cette fixation sera publié par la voie du *Mémorial* dans le délai de quatre mois à partir du recensement.

Dans le cas où le bourgmestre serait choisi hors du conseil, celui-ci compterait en lui un membre de plus.

Il est ouvert un recours au Conseil d'Etat à tout électeur de la commune intéressée, contre l'arrêté en question.

Ce recours devra être formulé endéans les

aus 9 Mitgliedern in den Gemeinden von 1001 bis 3000 Einwohnern;
aus 11 Mitgliedern in den Gemeinden von 3001 bis 10.000 Einwohnern;
aus 13 Mitgliedern in den Gemeinden von 10001 bis 15.000 Einwohnern;
aus 15 Mitgliedern in den Gemeinden von 15001 bis 20.000 Einwohnern;
aus 17 Mitgliedern in den Gemeinden von 20001 bis 30.000 Einwohnern;
aus 25 Mitgliedern in den Gemeinden von mehr als 30.000 Einwohnern.

In den aus mehreren Sektionen bestehenden Gemeinden wird jede Sektion im Verhältnis zu ihrer Seelenzahl, wenigstens aber durch ein in der Sektion wohnhaftes Mitglied im Gemeinderat vertreten.

Als Sektionen werden angesehen:

1. jede Vereinigung von mindestens hundert Seelen mit besonderer Gemarkung;
2. jede Vereinigung von weniger als hundert Einwohnern, falls sie als moralische Person ein besonderes Gemeindevermögen von wenigstens hundert Franken jährlicher Einkünfte besitzt.

Art. 148. Die Regierung stellt die Zahl der jeder Gemeinde und Sektion zugewiesenen Gemeinderatsmitglieder fest, mit Berücksichtigung des Ergebnisses der in Art. 85 vorgenommenen Volkszählungen.

Der Ministerialbeschluß betreffend diese Festsetzung wird innerhalb vier Monate, vom Zählungstage an, im „Mémorial“ veröffentlicht.

Falls der Bürgermeister außerhalb des Gemeinderats ernannt wird, zählt dieser ein Mitglied mehr.

Jedem Wähler der beteiligten Gemeinde steht gegen den Festsetzungsbeschluß Berufung beim Staatsrat offen.

Diese Berufung muß innerhalb zehn Tage

dix jours qui suivront la publication de l'arrêté par le *Mémorial*.

Le Conseil d'Etat y statuera d'urgence.

L'augmentation ou la réduction du nombre des conseillers correspondant au résultat du recensement ne s'opérera qu'à l'occasion du renouvellement intégral d'un conseil communal.

Art. 149. Les membres du conseil communal sont élus pour le terme de quatre ans, à compter du 1^{er} janvier qui suit leur élection.

Ils sont rééligibles.

La réunion ordinaire des électeurs, à l'effet de procéder au remplacement des conseillers sortants, a lieu de plein droit, de quatre en quatre ans, le deuxième dimanche d'octobre.

Art. 150. L'assemblée des électeurs peut être convoquée extraordinairement en vertu d'une décision ministérielle, à l'effet de pourvoir aux places devenues vacantes.

Lorsque le conseil communal se trouve, par l'effet des vacances survenues, réduit aux trois-quarts de ses membres, il doit être, dans le délai de deux mois à dater de la dernière vacance, procédé à des élections complémentaires.

Toutefois, dans les six mois qui précèdent le renouvellement intégral, les élections complémentaires ne sont obligatoires qu'au cas où le conseil communal aura perdu plus de la moitié de ses membres.

Dans les communes divisées en sections, il y a toujours lieu de faire des élections partielles dans les deux mois de la vacance quand la section a perdu la moitié de ses membres.

Les conseillers élus lors des élections complémentaires achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Art. 151. Les membres du corps communal

nach Veröffentlichung des Beschlusses im „Mémorial“ eingelebt werden.

Der Staatsrat behandelt die Angelegenheit als dringlich.

Eine Vermehrung oder Verminderung der Zahl der Gemeinderatsmitglieder als Ergebnis einer Volkszählung geschieht erst bei Gelegenheit der vollständigen Erneuerung eines Gemeinderates.

Art. 149. Die Gemeinderatsmitglieder werden auf einen Zeitraum von vier Jahren vom 1. Januar nach ihrer Wahl an gewählt.

Sie sind immer wiederwählbar.

Die ordentliche Versammlung der Wahlkollegien zur Ersetzung der austretenden Gemeinderatsmitglieder findet von Rechts wegen alle vier Jahre, am 2. Sonntag des Monats Oktober statt.

Art. 150. Die Wähler können zur Neubesetzung freigewordener Sitze kraft ministerieller Verfügung außergewöhnlich zusammenberufen werden.

Zählt der Gemeinderat infolge freigewordener Sitze nur mehr drei Viertel seiner Mitglieder, so muß innerhalb zweier Monate, von der letzten Fakanz an gerechnet, zur Ergänzungswahl geschritten werden.

Ergänzungswahlen während der letzten sechs Monate vor der vollständigen Erneuerung sind indes nur obligatorisch, wenn im Gemeinderat mehr als die Hälfte der Mitglieder ausgeschieden ist.

In den Gemeinden mit Sektionen finden immer Teilstimmen innerhalb zweier Monate statt, sobald eine Sektion nur mehr über die Hälfte ihrer Vertreter verfügt.

Die infolge Ergänzungswahlen gewählten Gemeinderatsmitglieder vollenden die Amtszeit ihrer Vorgänger.

Art. 151. Die bei der Erneuerung austre-

sortant lors du renouvellement, restent en fonctions jusqu'à ce que le nouveau conseil ait été installé. Les démissionnaires exercent de même leurs fonctions jusqu'à ce que leur démission ait été acceptée.

Art. 152. En cas de dissolution du conseil communal, le collège électoral est réuni au plus tard dans le mois qui suit l'arrêté de dissolution.

En attendant, le collège des bourgmestre et échevins continuera d'exercer ses fonctions.

Art. 153. La démission des fonctions de conseiller est donnée par écrit au conseil communal, qui y statue.

Le bourgmestre ou échevin qui désirerait donner sa démission comme conseiller, ne peut l'adresser au conseil qu'après avoir préalablement obtenu sa démission comme bourgmestre ou échevin.

Titre II. -- Des éligibles.

Chap. Ier. *Des conditions d'éligibilité.*

Art. 154. Pour être éligible, il faut:

- 1^o être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise;
- 2^o jouir des droits civils et politiques;

3^o être âgé de vingt-cinq ans accomplis au jour de l'élection.

4^o être domicilié depuis six mois dans la commune resp. section de commune.

Art. 155. Ne sont pas éligibles:

1^o ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2^o ceux qui sont exclus de l'électorat par l'art. 4 de la présente loi.

La perte d'une des conditions d'éligibilité entraîne la cessation du mandat.

tenden Mitglieder des Gemeindeforps verbleiben bis zur Einsetzung des neuen Gemeinderates im Amt. Desgleichen amtieren die entlassenen Mitglieder bis zur Annahme ihrer Entlassung.

Art. 152. Bei Auflösung des Gemeinderates wird das Wah kollegium spätestens innerhalb Monatsfrist, vom Auflösungsbeschuß an, zusammenberufen.

Inzwischen verbleibt das Schöffenkollegium im Amt.

Art. 153. Die Amtsniederlegung eines Gemeinderatsmitgliedes muß dem Gemeinderat schriftlich eingereicht werden, der darüber entscheidet.

Der Bürgermeister oder Schöffe, der seine Entlassung als Gemeinderatsmitglied nachsucht, kann dieselbe dem Gemeinderat erst einreichen, nachdem er vorher seine Entlassung als Bürgermeister oder Schöffe erhalten hat.

Titel II. — Von den Wählbaren.

Kapitel I. — Bedingungen der Wählbarkeit.

Art. 154. Um wählbar zu sein, muß man:

1. Luxemburger oder Luxemburgerin sein;
2. im Genusse der bürgerlichen und politischen Rechte stehen;
3. am Wahlstage das fünfundzwanzigste Lebensjahr zurückgelegt haben;
4. seinen Wohnsitz seit sechs Monaten in der Gemeinde oder Gemeindesektion haben.

Art. 155. Nicht wählbar sind:

1. diejenigen, die durch Urteilspruch des Rechtes der Wählbarkeit verlustig geworden sind;
2. diejenigen, die durch Artikel 4 dieses Gesetzes vom Wahlrecht ausgeschlossen sind.

Der Verlust einer der Bedingungen der Wählbarkeit zieht den Verlust des Mandates nach sich.

Chap. II. — Des incompatibilités.

Art. 156. Ne peuvent faire partie des conseils communaux:

- 1^o les membres du Gouvernement;
- 2^o les commissaires de district et leurs secrétaires et employés ainsi que les contrôleur de la comptabilité communale;
- 3^o les militaires en activité de service;
- 4^o les ministres d'un culte salarié comme tels par l'Etat;
- 5^o tout entrepreneur d'un service communal, tel que l'éclairage public, les transports fundbres etc., ainsi que toute personne qui reçoit un traitement ou une indemnité fixe ou variable, ou un subside de la commune ou d'un établissement subordonné à l'administration de la commune, sauf toutefois que le cumul des fonctions de bourgmestre avec celles de secrétaire de la commune pourra être autorisé à titre provisoire par le Grand-Duc;
- 6^o les fonctionnaires et employés de l'administration forestière, dans les communes qui possèdent des propriétés boisées.

Art. 157. Ne peuvent être ni bourgmestre ni échevin, ni en exercer temporairement les fonctions:

- 1^o les membres de la Cour supérieure de justice, des tribunaux et des justices de paix, non compris leurs suppléants;
- 2^o les officiers du parquet, les greffiers et greffiers-adjoints de la Cour supérieure de justice, des tribunaux et des justices de paix;
- 3^o les ministres d'un culte;
- 4^o les fonctionnaires et agents de l'administration des travaux publics, du service des mines et des administrations financières de l'Etat, ainsi que de la Caisse d'épargne et du Crédit foncier;

Kapitel II. — Unverträglichkeiten.

Art. 156. Mitglieder des Gemeinderates können nicht sein:

1. die Mitglieder der Regierung;
2. die Distriktskommissare und ihre Sekretäre und Angestellten, sowie die Kontrolleure des Gemeindebuchhaltungswesens;
3. die im aktiven Dienste stehenden Militärpersonen;
1. die als solche vom Staat besoldeten Kultusdiener;
5. jeder Unternehmer eines Gemeindedienstes, z. B. der öffentlichen Beleuchtung, des Leichentransports, usw., sowie jeder, der von der Gemeinde oder von einer der Gemeindeverwaltung untergeordneten Anstalt ein festes oder veränderliches Gehalt, eine Entschädigung oder ein Subsid bezieht, mit dem Vorbehalt jedoch, daß die gleichzeitige Ausübung des Amtes eines Bürgermeisters mit dem eines Gemeindesekretärs vom Großherzog provisorisch gestattet werden kann;
6. die Beamten und Angestellten der Forstverwaltung in den waldbesitzenden Gemeinden.

Art. 157. Können weder Bürgermeister noch Schöffen sein, noch deren Amt zeitweilig versehen:

1. die Mitglieder des Obergerichtshofes, der Bezirksgerichte und der Friedensgerichte, mit Ausschluß der Ergänzungsgerichter;
2. die Beamten der Staatsanwaltschaft, die Gerichtsschreiber und Gerichtsschreibergesellen bei dem Obergerichtshofe, den Bezirksgerichten und Friedensgerichten;
3. die Kultusdiener;
4. die Beamten und Agenten der Bau- und Bergwerksverwaltung, diejenigen der Finanzverwaltungen des Staates sowie die Beamten der Sparkasse und der Grundkreditanstalt.

5º les personnes qui exercent la profession de cabaretier, que cette profession soit exercée par les candidats ou par toute autre personne établie chez eux.

Art. 158. Les membres du conseil ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, ni être unis par les liens du mariage. Si l'un est élu au premier tour de scrutin et l'autre au scrutin de ballottage, le premier nommé l'emporte. Si des parents ou alliés à ce degré ou deux conjoints sont élus au même tour de scrutin, la préférence est accordée au mari, resp. à l'ascendant et à l'aîné des parents ou alliés.

Il en sera de même pour ceux ou celles dont les femmes ou maris seraient parents entre eux jusqu'au deuxième degré inclusivement.

L'alliance survenante ultérieurement entre les membres du conseil n'emporte pas révocation de leur mandat.

L'alliance est censée dissoute par le décès du conjoint du chef duquel elle provient.

Art. 159. Dispense de la disposition portée au n° 4 de l'art. 156 pourra être accordée aux échevins.

Pourront aussi être levés les empêchements de parenté et d'alliance mentionnés à l'art. 158 qui précède.

Ces dispenses sont accordées par arrêté grand-ducal dans le cas où elles concernent soit des bourgmestres, soit des échevins de ville, et par arrêté ministériel dans tout autre cas.

Titre III. Des opérations électorales.

Chap. Ier. *Des circonscriptions électorales et du mode d'élection.*

Art. 160. Chaque commune forme une circonscription électorale.

Tous les électeurs de la commune concourent

5. die Personen, welche das Gewerbe eines Schenkwirts ausüben, gleichviel ob dieses Gewerbe durch die Kandidaten selbst oder durch irgend welche bei ihnen wohnende Person ausgeübt wird.

Art. 158. Die Mitglieder des Gemeinderates dürfen weder verwandt noch verschwägert sein bis zum dritten Grad einschließlich, noch ehelich verbunden sein. Wird der eine beim ersten Wahlgang und der andere bei der Stichwahl gewählt, so hat ersterer den Vorzug. Werden bis zu diesem Grade Verwandte oder Verschwägerte oder Ehegatten bei demselben Wahlgang gewählt, so wird dem Manne bezw. dem Verwandten in aufsteigender Linie und dem ältesten der Verwandten oder Verschwägerten der Vorzug gegeben.

Dasselbe ist der Fall für diejenigen, deren Frauen oder Ehemänner bis zum zweiten Grade einschließlich unter sich verwandt sind.

Die später erfolgte Verschwägerung zwischen den Mitgliedern des Rates zieht den Verlust des Mandats nicht nach sich.

Die Verschwägerung wird durch den Tod der Ehehälften, durch die sie entstanden ist, als erloschen betrachtet.

Art. 159. Von den in Nr. 4 des Art. 156 enthaltenen Bestimmungen können die Schöffen entbunden werden.

Die im Art. 158 angeführten Hindernisse in Bezug auf Verwandtschaft u. Verschwägerung können ebenfalls gehoben werden.

Diese Dispensationen werden durch Großh. Beschlüss erteilt, falls sie die Bürgermeister und Stadtschöffen betreffen; in jedem andern Falle erfolgen sie durch ministerielle Verfügung.

Titel III. — Das Wahlgeschäft.

Capitel I. — Von den Wahlbezirken und dem Wahljahr.

Art. 160. Jede Gemeinde bildet einen Wahlbezirk.

Alle Wähler der Gemeinde sind zusammen

ensemble à l'élection des membres du conseil.

Art. 161. Les élections se font, soit d'après le système de la majorité absolue, soit d'après le mode de la représentation proportionnelle, conformément aux dispositions ci après.

Chap. II. — Du système de la majorité absolue.

Art. 162. Les élections communales se font d'après le système de la majorité absolue dans toutes les communes du pays, sauf les exceptions prévues à l'article 193 ci-après.

Section I^e. — Des candidatures.

Art. 163. Les candidats doivent se déclarer au moins quinze jours francs avant celui fixé pour le scrutin.

Vingt jours francs au moins avant l'élection, le président du bureau principal publie un avis fixant les jours, heures et lieu auxquels il recevra les déclarations de candidats et les désignations de témoins. L'avis indique pour la réception des déclarations de candidats deux jours au moins, parmi lesquels le dernier jour utile, et trois heures au moins pour chacun de ces jours; le dernier délai utile est, dans tous les cas, de cinq à six heures du soir.

Art. 164. La déclaration indique les nom, prénoms, domicile et profession du candidat. Elle porte engagement de sa part de ne pas retirer sa candidature. Elle est datée et signée.

Ne peuvent pas se porter candidat et pourront retirer leur candidature ceux qui ne sont pas éligibles.

Si l'éligibilité d'un candidat au point de vue des condamnations encourues paraît être douteuse, le président du bureau principal fera vérifier d'urgence ces conditions d'éligibilité

an der Wahl der Mitglieder des Gemeinderates beteiligt.

Art. 161. Die Gemeindewahlen finden entweder nach dem System der absoluten Majorität oder nach dem System der Verhältniswahl in Gemäßigkeit nachfolgender Bestimmungen statt.

Kapitel II. — Vom System der absoluten Majorität.

Art. 162. Die Gemeindewahlen finden nach dem System der absoluten Majorität in allen Gemeinden des Landes statt, vorbehaltlich der in nachstehendem Art. 193 vorgesehenen Ausnahmen.

Abschaffung I. — Von den Kandidaturen.

Art. 163. Die Kandidaten müssen ihre Kandidatur wenigstens fünfzehn ganze Tage vor der Wahl aufstellen.

Wenigstens zwanzig ganze Tage vor der Wahl erlässt der Präsident des Hauptbüros eine Bekanntmachung, worin er die Tage, die Stunden und den Ort angibt, an welchen er die Kandidaturen und die Bezeichnung der Zeugen entgegen nimmt. Die Bekanntmachung muß wenigstens für die Entgegennahme der Kandidaturen zwei Tage, worunter den letzten gültigen Tag, und drei Stunden wenigstens für jeden dieser Tage angeben. Als letzte gültige Frist ist in allen Fällen die Stunde von fünf bis sechs Uhr abends anzusehn.

Art. 164. Die Erklärung enthält Namen, Vornamen, Wohnsitz und Stand des Kandidaten und die Verpflichtung, die Kandidatur nicht zurückzuziehen. Sie ist datiert und unterschrieben.

Wer nicht wählbar ist, kann nicht Kandidat sein und kann seine Kandidatur zurückziehen.

Ist die Wählbarkeit eines Kandidaten zweifelhaft auf Grund von ersitteten Verurteilungen, so läßt der Präsident des Hauptbüros sofort diese Wählbarkeitsbedingungen durch

par le Parquet et invitera le candidat à présenter ses observations. Lorsque, sur le vu de l'extrait du casier judiciaire ou de tous autres renseignements produits par le Parquet, l'inéligibilité sera constatée, le président rayera de la liste le candidat en question.

Art. 165. La déclaration est remise au président du bureau principal par le candidat en personne ou par un mandataire porteur d'un pouvoir authentique.

Cette remise entre les mains du président devra avoir lieu au plus tard avant six heures du soir du dernier jour accordé pour la déclaration même par l'art. 163.

Art. 166. En cas de décès d'un candidat survenu après l'expiration du délai fixé pour la déclaration des candidatures, et au moins cinq jours avant l'élection, celle-ci sera reportée à un jour à fixer par le Gouvernement, pour que, le cas échéant, de nouvelles candidatures puissent se produire.

Les formalités utilement remplies demeurent acquises.

Les électeurs sont convoqués, huit jours au moins avant le jour fixé pour le scrutin, par le président du bureau principal, moyennant affiches à apposer dans toutes les sections de la commune et par la voie des journaux.

Art. 167. Chaque candidat, en même temps qu'il pose sa candidature, peut désigner, pour assister aux opérations du vote, un témoin et un témoin suppléant au plus pour chacun des bureaux de vote, choisis parmi les électeurs de la commune resp. section de commune.

Art. 168. Trois jours au moins avant le jour fixé pour le scrutin, le président du bureau principal, assisté du secrétaire, tire au sort les bureaux de vote où chacun de ces témoins aura à remplir son mandat.

die Staatsanwaltschaft prüfen und fordert den Kandidaten auf, seine Bemerkungen vorzubringen. Wird auf Sicht des Auszugs aus dem Strafregister und aller andern durch die Staatsanwaltschaft gelieferten Rückschlüsse die Nichtwählbarkeit festgestellt, so streicht der Präsident den Kandidaten von der Liste.

Art. 165. Die Erklärung ist beim Präsidenten des Hauptbüros durch den Kandidaten selbst oder durch einen mit authentischer Vollmacht versehenen Vertreter abzugeben.

Die Behandlung derselben an den Präsidenten muß spätestens vor sechs Uhr am Abend des letzten Tages der für die Erklärung selbst im Art. 163 bestimmten Frist erfolgen.

Art. 166. Falls ein Kandidat nach Ablauf der für die Kandidaturerklärungen festgesetzten Frist und wenigstens fünf Tage vor dem Wahltermin stirbt, wird die Regierung die Wahl auf einen andern Tag verlegen, damit etwaige neue Kandidaturen entstehen können.

Die erfüllten Formalitäten behalten ihre Wirkung.

Die Wähler werden durch den Präsidenten des Hauptbüros, wenigstens acht Tage vor dem Wahltage, durch Anschlag in allen Sektionen der Gemeinde und durch Bekanntmachung in den Tagesblättern einberufen.

Art. 167. Gleich bei der Aufstellung seiner Kandidatur darf jeder Kandidat als Zeugen des Wahlgeschäftes unter den Wählern der Gemeinde bezw. der Gemeindesektion für jedes Wahlbüro höchstens einen Zeugen und einen stellvertretenden Zeugen bezeichnen.

Art. 168. Wenigstens drei Tage vor der Wahl bezeichnet der Präsident des Hauptbüros in Beisein des Sekretärs durchs Los diejenigen Büros, in denen die Zeugen ihr Amt ausüben sollen.

Il réduit ensuite, s'il y a lieu, par la même voie de tirage au sort, à trois par bureau, le nombre des témoins et celui des suppléants.

Deux jours au plus tard avant le scrutin, les témoins et les témoins suppléants sont informés de leur désignation au moyen d'une lettre leur adressée par le président du bureau principal.

Art. 169. A l'expiration du terme fixé à l'art. 163, le bureau principal arrête la liste des candidats.

Lorsque le nombre des candidats ne dépasse pas celui des mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par le bureau principal, sans autre formalité. Le procès-verbal rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau, est adressé au commissaire de district. Des extraits du procès-verbal sont immédiatement publiés par voie d'affiches dans chaque section de la commune.

Dans le cas contraire, la liste des candidats est immédiatement affichée dans toutes les sections de la commune. L'affiche reproduit en gros caractères, en la forme du bulletin électoral tel qu'il est déterminé ci-après, les noms des candidats ainsi que leurs prénoms, profession et domicile. Elle reproduit aussi l'instruction annexée à la présente loi.

Section II. — Des bulletins.

Art. 170. A l'expiration du terme utile pour présenter des candidats, le bureau principal formule les bulletins de vote, qui sont imprimés sur papier électoral, conformément au modèle V annexé à la présente loi.

Le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.

Er vermindert gegebenenfalls die Zahl der Zeugen und der Ergänzungszwungen ebenfalls durchs Los, auf je drei für jedes Wahlbüro.

Spätestens zwei Tage vor der Wahl werden die Zeugen und Ergänzungszwungen durch ein von dem Präsidenten des Hauptbüros an sie gerichtetes Schreiben von ihrer Bezeichnung in Kenntnis gesetzt.

Art. 169. Nach Ablauf der durch Art. 163 festgesetzten Frist stellt das Hauptbüro die Kandidatenliste auf.

Wenn die Zahl der Kandidaten die zu vergebenden Sitze nicht übersteigt, so werden diese Kandidaten ohne jedwede weitere Formlichkeit durch das Hauptbüro als gewählt erklärt.

Das in der Sitzung selbst von den Mitgliedern des Büros aufgenommene und unterzeichnete Protokoll wird dem Distriktskommissar eingesandt. Auszüge dieses Protokolls werden sofort durch Anschlag in jeder Sektion der Gemeinde bekannt gegeben.

Andernfalls wird die Kandidatenliste unverzüglich in allen Sektionen der Gemeinde angegeschlagen. Der Anschlag gibt in grossen Schriftzeichen die Namen der Kandidaten in der Form des weiter unten beschriebenen Wahlzettels, sowie ihre Vornamen, den Stand und Wohnsitz an. Er enthält ferner die diesem Gesetze beigefügten Verhaltungsmaßregeln.

Abteilung II. — Wahlzettel.

Art. 170. Nach Ablauf der zur Aufstellung von Kandidaturen gültigen Frist stellt das Hauptbüro die Wahlzettel auf, die, dem die sem Gesetze beigefügten Muster V entsprechend, auf Wahlpapier gedruckt werden.

Die Namen der Kandidaten werden für jede Gemeindesektion getrennt in alphabetischer Reihenfolge auf dem Wahlzettel aufgeführt. Der Wahlzettel gibt die Zahl der für jede Sektion zu wählenden Gemeinderäte an.

Les bulletins de vote doivent être conformes au modèle annexé à la présente loi, et être, pour le même scrutin, absolument identiques. Ils sont estampillés d'un timbre portant le nom de la commune et le numéro du bureau de vote.

Art. 171. L'Etat fournit le papier électoral, qui est timbré avant d'être remis au président du bureau principal.

Les bulletins employés dans une même commune et pour un même scrutin doivent être absolument identiques, sous le rapport du papier, du format et de l'impression.

L'emploi de tous autres bulletins est interdit.

Art. 172. Au plus tard la veille du jour fixé pour le scrutin, le président du bureau principal fait remettre à chacun des présidents des bureaux sectionnaires, sous enveloppe cachetée, les bulletins nécessaires à l'élection; la suscription extérieure de l'enveloppe indique, outre l'adresse, le nombre de bulletins qu'elle contient. Cette enveloppe ne peut être déachetée et ouverte qu'en présence du bureau régulièrement constitué. Le nombre des bulletins est vérifié immédiatement et le résultat de la vérification indiqué au procès-verbal à dresser en conformité de l'art. 185.

Section III. Du vote.

Art. 173. Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers à élire.

Art. 174. L'électeur exprime son vote en traçant au crayon une croix (| ou x) dans la case réservée à la suite du nom de chacun des candidats pour lesquels il vote.

Toute croix, même imparfaite, exprime valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Die Wahlzettel müssen dem diesem Gesetze beigefügten Muster entsprechen und für denselben Wahlgang vollständig gleich sein. Sie werden mit einem Stempel, welcher den Namen der Gemeinde und die Nummer des Wahlbüros enthält, versehen.

Art. 171. Der Staat liefert das Wahlpapier, welches abzustempeln ist, bevor es dem Präsidenten des Hauptbüros übergeben wird.

Die in derselben Gemeinde und für einen und denselben Wahlgang zur Verwendung kommenden Zettel müssen in Bezug auf Papier, Format und Druck vollständig gleich sein.

Die Verwendung aller andern Zettel ist untersagt.

Art. 172. Spätestens am Vorabend vor dem zum Wahlgeschäfte festgesetzten Tage lässt der Präsident des Hauptbüros rechtzeitig jedem der Präsidenten der Nebenbüros unter versiegeltem Umschlag die zur Wahl benötigten Wahlzettel zukommen.

Die äußere Aufschrift des Umschlages enthält, außer der Adresse, die Zahl der darin enthaltenen Wahlzettel. Der Umschlag darf nur in Gegenwart des regelrecht zusammengesetzten Büros entseigt und geöffnet werden. Die Zahl der Wahlzettel wird sofort geprüft und das Ergebnis der Prüfung in dem gemäß Art. 185 zu errichtenden Protokoll angegeben.

Abschaltung III. - Von der Abstimmung.

Art. 173. Jeder Wähler verfügt über soviel Stimmen, als Gemeinderäte zu wählen sind.

Art. 174. Um seine Stimme auszudrücken,zeichnet der Wähler hinter den Namen eines jeden der Kandidaten, für die er stimmen will, mit Bleistift ein Kreuz (| oder x) in das zu diesem Zwecke angebrachte Feld.

Jedes sogar unvollkommen gezeichnete Kreuz drückt das Votum gültig aus, es müsste denn die Absicht, den Zettel kenntlich zu machen, offenbar sein.

Art. 175. Lorsque le scrutin est clos, le bureau fait le récolement des bulletins non employés, lesquels sont immédiatement détruits. Il est fait mention du nombre de ces bulletins au procès-verbal.

Section IV. — Du dépouillement du scrutin et de la proclamation des élus.

Art. 176. Lorsque dans une section électorale il n'y a qu'un seul bureau électoral, les bulletins de vote sont dépouillés par ce bureau.

S'il y a deux bureaux, l'un dépouille les bulletins de l'autre.

S'il y a trois bureaux et plus, le bureau principal de la commune assigne à chacun des bureaux établis dans la même section électorale celui dont il dépouillera les bulletins, sans toutefois qu'un bureau puisse être chargé du dépouillement des bulletins reçus par lui.

Art. 177. Lorsque dans une section électorale il y a plus d'un bureau, l'urne contenant les bulletins de vote, aussitôt que le scrutin est clos, est scellée par le président; elle est portée, sous la garde d'un assesseur et des témoins, au bureau désigné pour le dépouillement et remise au président de ce bureau avec un extrait du procès-verbal indiquant le nombre des votants du bureau dont l'urne est à dépouiller. Il est donné récépissé de l'urne.

Le tout est constaté au procès-verbal.

Art. 178. Le bureau de dépouillement compte, sans les déplier, les bulletins contenus dans l'urne.

Le nombre des votants et celui des bulletins sont inscrits au procès-verbal.

Le président avant d'ouvrir aucun bulletin, mèle tous ceux que le bureau est chargé de dépouiller.

Art. 175. Wenn die Abstimmung geschlossen ist, zählt das Büro die nicht zur Verwendung gelangten Zettel, die sofort zerstört werden. Die Zahl dieser Zettel wird im Protokoll angeführt.

Abteilung IV. — Von der Eröffnung der Wahlzettel und der Ausrufung der Gewählten.

Art. 176. Umfasst eine Wahlsession nur ein Wahlbüro, so wird die Eröffnung der Wahlzettel durch dieses Büro vorgenommen.

Gibt es zwei Büros, so eröffnet das eine die Zettel des andern.

Gibt es drei oder mehr Büros, so weist das Hauptbüro der Gemeinde jedem Nebenbüro dasjenige Büro in derselben Wahlsession zu, dessen Wahlzettel es zu eröffnen hat, doch so, daß kein Büro mit der Eröffnung der von ihm in Empfang genommenen Zettel beauftragt werden kann.

Art. 177. Wenn in einer Wahlsession mehr als ein Büro besteht, so wird, nach Abschluß der Abstimmung, die Urne, die die Wahlzettel enthält, sofort vom Präsidenten versiegelt und unter der Aufsicht eines Beisikers und der Zeugen zu dem mit der Stimmenzählung beauftragten Büro gebracht. Die Urne wird dem Präsidenten dieses Büros übergeben mit einem Auszug aus dem Protokoll, welcher die Zahl der Stimmenden des Büros angibt, dessen Urne geöffnet werden soll. Über den Empfang der Urne wird eine Bescheinigung ausgestellt.

Das Ganze wird im Protokoll festgestellt.

Art. 178. Das mit der Eröffnung der Wahlzettel beauftragte Büro zählt die in der Urne enthaltenen Zettel, ohne sie zu entfalten.

Die Zahl der Stimmenden und die der Zettel werden im Protokoll angegeben.

Bevor irgend ein Wahlzettel eröffnet wird, mischt der Präsident alle Zettel, deren Stimmen das Büro zu zählen hat.

Art. 179. L'un des assesseurs déplie les bulletins et les remet au président, qui énonce les suffrages obtenus par chaque candidat.

Deux des assesseurs font le recensement des suffrages et en tiennent note, chacun séparément.

Art. 180. Les bulletins nuls n'entrent point en compte pour fixer le nombre des voix.

Sont nuls:

1^o tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la présente loi;

2^o les bulletins qui expriment plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire et ceux qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage.

3^o les bulletins dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une nature ou une marque non autorisés par la loi.

Art. 181. Lorsque tous les bulletins ont été dépouillés, les autres membres du bureau et les témoins les examinent et soumettent au bureau leurs observations ou réclamations.

Les bulletins qui ont fait l'objet de réclamations sont ajoutés aux bulletins valables au cas où ils ont été admis comme tels par décision du bureau.

Les bulletins annulés ou contestés, autres que les blancs, sont paraphés par deux membres du bureau et par l'un des témoins.

Les réclamations sont actées au procès-verbal ainsi que les décisions du bureau.

Les témoins ont voix consultative dans les délibérations relatives aux bulletins contestés.

Art. 182. Le bureau dresse, d'après les listes tenues par un assesseur et le secrétaire, le relevé

Art. 179. Einer der Beisitzer entfaltet die Zettel und übergibt sie dem Präsidenten, der die von jedem Kandidaten erhaltenen Stimmen vorliest. Zwei von den Beisitzern zählen die Stimmen und nehmen ein jeder besondere Notiz davon.

Art. 180. Die ungültigen Zettel kommen für die Feststellung der Stimmenzahl nicht in Betracht.

Sind ungültig:

1. alle anderen Wahlzettel als diejenigen, deren Gebrauch dieses Gesetz zuläßt;

2. die Zettel, die mehr Stimmen ausdrücken, als Mitglieder zu wählen sind, sowie die, welche kein Votum ausdrücken;

3. die Zettel, deren Form und Umfang verändert worden sind; die inwendig ein Papier oder irgend einen Gegenstand enthalten, oder durch ein Zeichen, eine Radierung oder ein Merkmal, die dem Gesetz nach unzulässig sind, den Wähler erkennbar machen könnten.

Art. 181. Nachdem alle Zettel eröffnet sind, werden sie von den andern Mitgliedern des Büros, sowie von den Zeugen geprüft, die dem Büro ihre Bemerkungen oder Einsprüche unterbreiten.

Die Zettel, gegen die Einspruch erhoben wurde, werden den gültigen Zetteln beigefügt, falls sie infolge Entscheidung des Büros als solche angenommen worden sind.

Die als ungültig erklärt oder beanstandeten Zettel, mit Ausnahme der unausgefüllten, werden von zwei Mitgliedern des Büros und einem der Zeugen mit Namenszug versehen.

Die Einsprüche, sowie die vom Büro getroffenen Entscheidungen werden im Protokoll vermerkt.

Die Zeugen haben in den auf die beanstandeten Stimmen bezüglichen Debatten herrende Stimme.

Art. 182. Das Büro stellt, gemäß den von einem Beisitzer sowie dem Sekretär geführten

des électeurs figurant sur la liste électorale du bureau de vote et qui n'ont pas pris part à l'élection. Ce relevé, signé par le président et le secrétaire du bureau sectionnaire est transmis par son président, dans les trois jours, au président du bureau principal.

Le président du bureau sectionnaire consigne sur ce relevé les observations présentées et y annexe les pièces qui peuvent lui avoir été transmises par les absents aux fins de justification.

Le président du bureau principal, après avoir recueilli tous ces relevés, les adresse, avec les pièces y annexées, au juge de paix du canton.

Art. 183. Les bulletins de vote sont groupés par „bulletins valables“ et „bulletins nuls“ et placés, à l'exclusion de toutes autres pièces, dans deux enveloppes fermées dont l'une contiendra les bulletins valables et l'autre les bulletins nuls.

La suscription de chacune de ces enveloppes porte l'indication du lieu et de la date de l'élection, du numéro du bureau de dépouillement et du nombre des bulletins qu'elle renferme.

Ces deux enveloppes sont réunies en un seul paquet qui est cacheté du sceau communal ou de celui d'un membre du bureau et munies des signatures du président, d'un assesseur et d'un témoin et dont la suscription porte les mêmes indications.

Art. 184. Le bureau arrête le nombre des votants, celui des bulletins blancs ou nuls et des bulletins valables, ainsi que le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Il les fait inscrire au procès-verbal.

Art. 185. Le procès-verbal dont question aux articles précédents et qui renseigne les opérations faites par le bureau, est dressé en

listes, ein Verzeichnis der Wähler des Wahlbüros auf, welche nicht an der Wahl teilgenommen haben. Dieses, von dem Präsidenten und dem Sekretär des Nebenbüros mit ihrer Unterschrift versehene Verzeichnis wird dem Präsidenten des Hauptbüros innerhalb drei Tage durch den Präsidenten zugesellt. Der Präsident des Nebenbüros vermerkt in diesem Verzeichnis die vorgebrachten Bemerkungen und fügt die von den Abwesenden eventuell zu ihrer Rechtfertigung vorgebrachten Schriftstücke bei.

Der Präsident des Hauptbüros sendet die gesammelten Verzeichnisse mit den beigefügten Schriftstücken an den Friedensrichter des Kantons.

Art. 183. Die Wahlzettel werden in „gültige Zettel“, und in „ungültige Zettel“ zusammen gestellt und mit Ausschluss aller andern Schriftstücke in zwei Umschläge geschlossen, wovon der eine die gültigen Zettel und der andere die ungültigen Zettel enthält.

Die Aufschrift eines jeden dieser Umschläge gibt Ort und Tag der Wahl, die Nummer des mit der Eröffnung beauftragten Büros und die Zahl der Wahlzettel an.

Diese zwei Umschläge werden zu einem einzigen Paket vereinigt, das mit dem Gemeindesiegel oder demjenigen eines Büromitgliedes und den Unterschriften des Präsidenten, eines Beisitzers und eines Zeugen versehen wird und als Aufschrift dieselben Angaben enthält.

Art. 184. Das Büro stellt die Zahl der Stimmenden, der ungültigen und der gültigen Zettel sowie die von jedem Kandidaten erhaltenen Stimmenzahl fest.

Es trägt dieselben in das Protokoll ein.

Art. 185. Das in den vorhergehenden Artikeln erwähnte Protokoll über die durch das Büro vorgenommenen Verrichtungen wird in

double exemplaire et signé séance tenante par les membres du bureau, le secrétaire et les témoins. Il est immédiatement porté par le président du bureau sectionnaire au bureau principal en même temps que les bulletins de vote et toutes les pièces tenues par le bureau.

Art. 186. Le bureau principal, après avoir recueilli les procès-verbaux des bureaux sectionnaires de la commune et procédé au recensement général des votes, proclame les élus.

Nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit plus de la moitié des suffrages valables. La majorité est établie séparément pour chaque section de commune.

Art. 187. Si tous les membres à élire n'ont pas été nommés au premier tour de scrutin, le bureau fait une liste des personnes qui, après les candidats élus, ont obtenu le plus de voix. Cette liste contient deux fois autant de noms qu'il reste de membres à élire, pour autant que le nombre des candidats le permette.

Il sera procédé à un scrutin de ballottage entre ces candidats conformément aux art. 190 et suivants ci-après.

Art. 188. Le procès-verbal d'élection, dressé par le bureau principal et signé par le président, les assesseurs, secrétaire et témoins, est immédiatement envoyé, sous pli recommandé, avec les procès-verbaux des bureaux sectionnaires et toutes autres pièces à l'appui, à l'exclusion des bulletins de vote, au commissaire de district qui transmet le tout au Gouvernement avec ses observations éventuelles.

Un double du procès-verbal d'élection signé comme l'original est déposé au secrétariat de la commune où chacun peut en prendre connaissance.

zwei Exemplaren ausgesertigt und in derselben Sitzung von den Mitgliedern des Büros, dem Sekretär sowie den Zeugen unterschrieben. Das Protokoll wird sofort vom Präsidenten des Nebenbüros in das Hauptbüro gebracht, zugleich mit den Wahlzetteln und allen von dem Büro geführten Schriftstücken.

Art. 186. Nachdem das Hauptbüro die Protokolle der Nebenbüros der Gemeinde gesammelt und die Gesamtzählung der Stimmen vorgenommen hat, ruft das Hauptbüro die Gewählten aus.

Niemand ist beim ersten Wahlgang gewählt, der nicht mehr als die Hälfte der Stimmen auf sich vereinigt. Die Stimmenmehrheit wird für jede Sektion der Gemeinde getrennt aufgestellt.

Art. 187. Sind beim ersten Wahlgang nicht alle zu ernennenden Mitglieder gewählt, so stellt das Büro eine Liste derjenigen Kandidaten auf, die nach den gewählten Kandidaten am meisten Stimmen erhalten haben. Diese Liste enthält, insoweit es die Zahl der Kandidaten gestattet, doppelt soviel Namen, als Mitglieder zu wählen bleiben.

Unter diesen Kandidaten findet eine Stichwahl in Gemäßigkeit der nachstehenden Artikel 190 und ff. statt.

Art. 188. Das vom Hauptbüro geführte Wahlsprotokoll wird vom Präsidenten, den Beisibern, dem Sekretär und den Zeugen unterschrieben und sofort durch Einschreibebrief und mit den von den Nebenbüros geführten Protokollen und allen andern Belegstücken, ausschließlich der Wahlzettel, an den Distriktskommissar gesandt, der das Bauze mit seinen etwaigen Bemerkungen der Regierung übermittelt.

Eine zweite Ausfertigung des Wahlprotokolls, die wie das Original unterschrieben ist, wird auf dem Sekretariat der Gemeinde niedergelegt, wo jeder Einsicht in dasselbe nehmen kann.

Toutes les enveloppes renfermant les bulletins de vote sont réunies séance tenante et à l'exclusion de toutes autres pièces en un ou plusieurs paquets qui porteront pour suscription, outre l'adresse du destinataire:

„Election communale de du
Bulletins de vote.“

Les bulletins, ainsi réunis, sont expédiés directement, par envoi recommandé, au Directeur général du service par les soins du président du bureau principal.

Les bulletins sont détruits lorsqu'il a été définitivement statué sur l'élection.

Art. 189. La liste originale des électeurs déposée au bureau principal est renvoyée par le président de ce bureau au commissaire de district sous pli recommandé à la poste.

En cas de ballottage, la liste est conservée par les soins du président pour être renvoyée, comme ci-dessus, au commissaire de district après les opérations du ballottage.

Section V. — Du ballottage.

Art. 190. Le scrutin de ballottage aura lieu le dimanche qui suit le scrutin principal, aux mêmes heures. Il n'est pas fait de convocations particulières des électeurs pour le ballottage qui est annoncé par voie d'affiche dans toutes les sections dans les deux jours au plus tard après le 1er scrutin.

Il sera procédé au ballottage par les mêmes bureaux d'après le mode suivi pour le scrutin principal suivant les dispositions qui précèdent.

Les bulletins pour le scrutin de ballottage sont établis et répartis conformément aux dispositions des art. 170 et ss. de la présente loi.

Art. 191. L'élection se fait à la pluralité des voix.

Art. 192. Dans tous les cas où il y a parité des votes, le candidat le plus âgé est préféré.

Alle die Wahlzettel enthaltenen Umschläge werden in denselben Sitzung und unter Ausschluß aller andern Schriftstücke in ein oder mehrere Pakete vereinigt, welche neben der Adresse die Aufschrift tragen:

Gemeindewahl von den
Wahlzettel.

Die so vereinigten Wahlzettel werden sofort durch Einschreibebrief an den zuständigen Generaldirektor durch den Präsidenten des Hauptbüros versandt.

Nachdem eine endgültige Entscheidung über die Wahl getroffen ist, werden die Zettel verbrannt.

Art. 189. Die im Hauptbüro niedergelegte Original-Wählerliste wird durch den Präsidenten dieses Büros, durch Einschreibebrief, an den Distriktskommissar zurückgesandt.

Bei Stichwahl wird diese Liste vom Präsidenten aufbewahrt und nach der Stichwahl dem Distriktskommissar wie vor bestimmt, zurückgesandt.

Abliehung V. Von der Stichwahl.

Art. 190. Die Stichwahl findet an dem Sonntag, der auf die Hauptwahl folgt, und zu denselben Stunden wie diese, statt. Die Stichwahl, für welche besondere Einberufungen der Wähler nicht geschehen, wird durch Anschlag in allen Gemeindesectionen spätestens zwei Tage nach dem ersten Wahlgang bekannt gemacht.

Die Stichwahl findet in denselben Büros und auf dieselbe Weise wie die Hauptwahl, in Gemäßheit der vorstehenden Bestimmungen statt.

Die Wahlzettel für die Stichwahl werden gemäß den Bestimmungen der Artikel 170 und ff. dieses Gesetzes aufgestellt und verteilt.

Art. 191. Die Wahl erfolgt nach Stimmenmehrheit.

Art. 192. In allen Fällen, wo Stimmengleichheit vorliegt, hat der Ältere den Vorzug.

Chap. III. — De la représentation proportionnelle.

Art. 193. Dans les communes qui comprennent une section comptant 3000 habitants au moins, les élections se font pour toutes les sections au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

Section I^e. — Des candidatures.

Art. 194. Les candidats doivent être présentés au moins quinze jours francs avant celui fixé pour le scrutin.

Vingt jours francs au moins avant l'élection, le président du bureau principal publie un avis fixant les jours, heures et lieu auxquels il recevra les présentations de candidats et les désignations de témoins. L'avis indique deux jours au moins parmi lesquels le dernier jour utile, et trois heures au moins pour chacun de ces jours; le dernier délai utile est, dans tous les cas, de cinq à six heures du soir.

Art. 195. Les listes sont constituées pour chaque commune resp. section de commune par les groupements de candidats qui sont présentés conjointement par 25 électeurs inscrits dans la commune resp. section de commune et qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune resp. section de commune. Lorsque la section a moins de 500 électeurs, le nombre des présentants est réduit à 10 pour chaque liste.

Chaque liste porte la désignation d'un mandataire choisi par les présentants de la liste et parmi ces présentants, à l'effet de faire le dépôt de la liste et de remplir les autres devoirs lui imposés par les articles suivants.

La liste indique les nom, prénoms, profession et domicile des candidats, ainsi que des électeurs qui les présentent.

Kapitel III. — Von der Verhältniswahl.

Art. 193. In den Gemeinden, in denen sich eine Sektion befindet mit einer Bevölkerung von mehr als 3000 Seelen, finden die Gemeindewahlen für alle Sektionen mittels Listenklausurum mit verhältnismässiger Vertretung statt.

Abteilung I. — Von den Kandidaturen.

Art. 194. Die Kandidaten müssen wenigstens fünfzehn volle Tage vor dem Wahlstage vorgeschlagen sein.

Wenigstens zwanzig Tage vor der Wahl erlässt der Präsident des Hauptbüros eine Bekanntmachung, worin er die Tage, die Stunden und den Ort angibt, an welchen er die Kandidaturen und die Bezeichnung der Zeugen entgegen nimmt. Die Bekanntmachung muss wenigstens zwei Tage, worunter der letzte gültige Tag, und drei Stunden wenigstens für jeden dieser Tage, angeben. Als letzte gültige Stunde ist in allen Fällen die Stunde von fünf bis sechs Uhr abends angesetzt.

Art. 195. Die Listen bestehen für jede Gemeinde bezw. Gemeindesektion aus den Kandidatengruppen, welche gleichzeitig von fünf und zwanzig, in der Gemeinde bezw. Gemeindesektion eingeschriebenen Wählern aufgestellt sind und laut einer von ihnen unterzeichneten Erklärung die Kandidatur annehmen.

Wenn die Sektion weniger als 500 Wähler zählt, so ist die Zahl der Vorschläger für jede Liste auf 10 herabgesetzt.

Jede Liste trägt die Bezeichnung eines von den Unterschreibern der Präsentationsliste unter sich gewählten Vertreters, welcher mit der Niederlegung der Liste und der Erfüllung der anderen, ihm durch die in nachstehenden Artikeln auferlegten Pflichten betraut ist.

Die Liste enthält die Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der Kandidaten sowie der dieselben aufstellenden Wähler.

Ne peuvent pas se porter candidat et pourront retirer leur candidature ceux qui ne sont pas éligibles.

Si l'éligibilité d'un candidat au point de vue des condamnations encourues paraît être douceuse, le président du bureau principal fera vérifier d'urgence ces conditions d'éligibilité par le Parquet et invitera le candidat à présenter ses observations. Lorsque, sur le vu de l'extrait du casier judiciaire ou de tous autres renseignements produits par le Parquet, l'inéligibilité sera constatée, le président rayera de la liste le candidat en question.

Une liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire dans la commune resp. section.

Nul ne peut figurer, ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune.

Toute candidature isolée est considérée comme formant une liste à elle seule.

Chaque liste doit porter une dénomination et dans le cas où des listes différentes portent des dénominations identiques, les mandataires sont invités à établir les distinctions nécessaires, à défaut de quoi, et avant l'expiration du délai imparti pour les déclarations de candidature, ces listes sont désignées par une lettre d'ordre par le président du bureau principal.

Art. 196. Dans le délai visé à l'art. 194 la présentation est remise par le mandataire de la liste au président du bureau principal, qui en donne récépissé.

Le président du bureau principal enregistre les listes dans l'ordre de leur présentation.

Il refuse d'accepter toute liste qui ne répond pas aux exigences de l'art. 194.

Si des déclarations identiques quant aux candidats y portés sont déposées, la première

Wer nicht wählbar ist, kann nicht Kandidat sein, und kann seine Kandidatur zurückziehen.

Ist die Wählbarkeit eines Kandidaten zweifelhaft auf Grund von erlittenen Verurteilungen, so läßt der Präsident des Hauptbüros sofort diese Wählbarkeitsbedingungen durch die Staatsanwaltschaft prüfen und fordert den Kandidaten auf, seine Bemerkungen vorzu bringen. Wird nach Einsicht des Auszuges aus dem Strafregister und aller andern durch die Staatsanwaltschaft gelieferten Aufschlüsse die Nichtwählbarkeit festgestellt, so streicht der Präsident den betreffenden Kandidaten von der Liste.

Eine Liste darf nicht mehr Kandidaten aufweisen, als Gemeinderatsmitglieder in der Gemeinde bezw. Gemeindesektion zu wählen sind.

Niemand kann weder als Kandidat noch als Vorschlagender auf mehr als einer Liste derselben Gemeinde stehen.

Jede vereinzelte Kandidatur bildet eine Liste für sich.

Jede Liste muß eine Benennung tragen und falls verschiedene Listen die gleichen Benennungen aufweisen, werden die Vertreter aufgefordert, die notwendigen Unterscheidungen vorzunehmen. Im Unterlassungsfalle werden diese Listen von dem Präsidenten des Hauptbüros, vor Ablauf der für die Kandidaturerklärungen festgesetzten Fristen mit einem Ordnungsbuchstaben versehen.

Art. 196. Innerhalb der durch Art. 191 fest gesetzten Frist übergibt der Vertreter der Liste dem Präsidenten des Hauptbüros die Vorschlagsliste gegen eine Empfangsbescheinigung.

Der Präsident des Hauptbüros schreibt die Listen in der Reihenfolge ihrer Einreichung ein.

Die Entgegennahme jeder, den Erfordernissen des Art. 194 nicht entsprechenden Liste wird verwiegt.

Wenn in demselben Bezirk gleichlaufende Erklärungen hinsichtlich der auf den Listen

en date est seule valable. Si elles portent la même date, toutes sont nulles.

Art. 197. Un candidat inscrit sur une liste ne peut en être rayé que s'il notifie au président du bureau principal, par exploit d'huisier, la volonté de s'en retirer.

Toute liste peut être complétée par les noms de candidats qui sont présentés par tous les signataires de la liste.

Les notification resp. complètement prédicts devront avoir lieu avant l'expiration du délai fixé pour les déclarations de candidature.

Art. 198. En cas de décès d'un candidat, survenu après l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats et cinq jours au moins avant l'élection, celle-ci sera reportée à un jour à fixer par le Gouvernement, pour que, le cas échéant, de nouvelles présentations de candidats puissent se produire.

Pour les listes qui ne sont pas retirées ni modifiées dans le délai et les formes prévues à l'art. 197, les formalités utilement remplies demeurent acquises.

Les électeurs sont convoqués, huit jours au moins avant le jour fixé pour le scrutin, par le président du bureau principal moyennant des affiches apposées dans toutes les sections et par la voie des journaux.

Art. 199. Lors de la présentation des candidats, le mandataire de la liste peut désigner, pour assister aux opérations du vote, un témoin et un témoin suppléant au plus pour chacun des bureaux de vote, choisis parmi les électeurs de la commune resp. section de commune.

Trois jours au moins avant le jour fixé pour le scrutin, le président du bureau principal, assisté du secrétaire, tire au sort les bureaux

mentionnés candidats abgegeben werden, so ist die zuerst datierte allein gültig. Wenn sie dasselbe Datum tragen, sind sie alle ungültig.

Art. 197. Die Streichung eines auf der Liste eingetragenen Kandidaten kann nur infolge eines dem Präsidenten des Hauptbüros durch Gerichtsvollzieherauftrag mitgeteilten Wunsches, sich zurückzuziehen, erfolgen.

Jede Liste kann durch die Namen der Kandidaten, welche von allen Unterzeichnern der Liste aufgestellt werden, ergänzt werden.

Die vorerwähnte Mitteilung bezw. Ergänzung muß vor Ablauf der für die Kandidaturerklärungen vorgeschriebenen Frist geschehen.

Art. 198. Falls ein Kandidat nach Ablauf der für die Vorschlagung von Kandidaten festgesetzten Frist und wenigstens fünf Tage vor dem Wahltermin stirbt, wird die Regierung die Wahl auf einen anderen Tag versetzen, damit etwaige neue Vorschlagungen gemacht werden können. Bezüglich derjenigen Listen, welche nicht innerhalb der durch Art. 197 vorgeschriebenen Frist und in der daselbst bestimmten Form zurückgezogen oder abgeändert worden sind, behalten die erfüllten Formlichkeiten ihre Gültigkeit.

Die Wähler werden durch den Präsidenten des Hauptbüros, wenigstens acht Tage vor dem Wahlgang durch Anschlag in allen Sektionen und durch Bekanntmachung in den Tagesblättern einberufen.

Art. 199. Für ein jedes der Wahlbüros kann der Vertreter der Liste bei Auflistung der Kandidaten höchstens einen Zeugen und einen Ergänzungszeugen unter den Wählern der Gemeinde bezw. Gemeindesektion zur Teilnahme am Wahlgeschäfte bezeichnen.

Wenigstens drei Tage vor der Wahl bezeichnet der Präsident des Hauptbüros in Beisein des Sekretärs durchs Los diejenigen

de vote où chacun de ces témoins aura à remplir son mandat. Il réduit ensuite, s'il y a lieu, par la même voie du tirage au sort, à trois par bureau, le nombre des témoins et celui des suppléants.

Deux jours au plus tard avant le scrutin, les témoins et les témoins suppléants sont informés de leur désignation au moyen d'une lettre leur adressée par le président du bureau principal.

Art. 200. A l'expiration du terme fixé à l'art. 194, le président du bureau principal arrête la liste des candidats.

Lorsque le nombre des candidats ne dépasse pas celui des mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par le président du bureau principal sans autre formalité. Le procès-verbal, rédigé et signé séance tenante par le président et le secrétaire, est adressé au commissaire de district. Des extraits du procès-verbal sont immédiatement publiés par voie d'affiches dans chaque section de la commune.

Dans le cas contraire, les listes des candidats sont immédiatement affichées dans toutes les sections de la commune.

Cette affiche reproduit, sur une même feuille et en gros caractères, les nom, prénoms, profession et domicile des candidats de toutes les listes enregistrées. Pour chaque liste l'ordre de présentation des candidats y est maintenu et les listes y sont classées suivant l'ordre déterminé par le tirage au sort opéré par le président du bureau principal assisté de son secrétaire. Un chiffre arabe, correspondant au numéro d'ordre, est inscrit en gros caractères en tête de chaque liste. L'affiche reproduit aussi l'instruction annexée à la présente loi.

Büros, in denen die Zeugen ihr Amt ausüben sollen. Er vermindert gegebenenfalls die Zahl der Zeugen und der Ergänzungzeugen, ebenfalls durchs Los, auf je drei für jedes Wahlbüro.

Wenigstens zwei Tage vor der Wahl werden die Zeugen und Ergänzungzeugen durch ein von dem Präsidenten des Hauptbüros an sie gerichtetes Schreiben von ihrer Bezeichnung in Kenntnis gesetzt.

Art. 200. Nach Ablauf der durch Art. 194 festgesetzten Frist schließt der Präsident des Hauptbüros die Kandidatenliste ab.

Wenn die Zahl der Kandidaten die der zu vergebenden Sitz nicht übersteigt, so werden diese Kandidaten, ohne jedoch weitere Formlichkeit, durch den Präsidenten des Hauptbüros als gewählt erklärt. Das in der Sitzung selbst von dem Präsidenten und seinem Sekretär aufgenommene und unterzeichnete Protokoll wird dem Distriktskommissar eingesandt. Aus zuge dieses Protokolls werden sofort durch Anschlag in jeder Sektion der Gemeinde bekannt gegeben.

Andernfalls wird die Kandidatenliste unverzüglich in allen Sektionen der Gemeinde angeschlagen. Der Anschlag gibt auf demselben Blatte und in großen Schriftzeichen, Namen, Vornamen, Stand und Wohnsitz der Kandidaten aller eingeschriebenen Listen an. Für jede Liste wird die Reihenfolge, in der die Kandidaten aufgestellt sind, beibehalten und werden die Listen in der Reihenfolge der durch den Präsidenten der Hauptbüros und seinen Sekretär vorgenommenen Losziehung geordnet. Eine mit der Ordnungsnummer übereinstimmende arabische Ziffer wird in fetten Zeichen am Kopfe einer jeden Liste abgedruckt. Der Anschlag enthält ferner die diesem Gesetze beigefügten Verhaltensmaßregeln.

Section II. — Des bulletins.

Art. 201. Le président du bureau principal formule incontinent les bulletins de vote qui sont imprimés sur papier électoral, conformément au modèle annexé à la présente loi, et agencés comme l'affiche, mais de dimensions moindres; ils reproduisent les numéros d'ordre des listes ainsi que les nom et prénoms des candidats et indiquent pour chaque section le nombre des conseillers à élire.

Chaque liste est surmontée d'une case réservée au vote. Deux autres cases se trouvent à la suite des nom et prénoms de chaque candidat. La case de tête est noire et présente au milieu un petit cercle de la couleur du papier. Le tout conformément au modèle I annexé à la présente loi.

Art. 202. Au plus tard la veille du jour fixé pour le scrutin, le président du bureau principal fait remettre à chacun des présidents de bureaux sectionnaires, sous enveloppe cachetée, les bulletins nécessaires à l'élection; la suscription extérieure de l'enveloppe indique, outre l'adresse, le nombre de bulletins qu'elle contient. Cette enveloppe ne peut être ouverte qu'en présence du bureau régulièrement constitué. Le nombre des bulletins est vérifié immédiatement et le résultat de la vérification indiqué au procès-verbal.

Art. 203. L'Etat fournit le papier électoral, qui est timbré avant d'être remis au président du bureau principal.

Les bulletins employés dans une même commune et pour un même scrutin doivent être absolument identiques, sous le rapport du papier, du format et de l'impression.

L'emploi de tous autres bulletins est interdit.

Abteilung II. — Von den Wahlzetteln.

Art. 201. Der Präsident des Hauptbüros stellt unverzüglich die Wahlzettel auf, welche nach dem diesem Gesetze beigefügten Muster auf Wahlpapier gedruckt werden und in kleinerem Maßstabe die Gruppierung des Wahlschlags aufweisen; die Wahlzettel geben die Ordnungsnummer der Listen sowie die Namen und Vornamen der Kandidaten wieder und zeigen für jede Sektion die Zahl der zu wählenden Gemeinderäte an.

An Kopfe einer jeden Liste befindet sich ein zum Ausdrucke der Stimme reserviertes Feld.

Zwei weitere Felder befinden sich hinter den Namen und Vornamen eines jeden Kandidaten. Das oberste Feld ist schwarz und weist in der Mitte einen kleinen Kreis von der Farbe des Papiers auf; das Ganze gemäß der diesem Gesetze beigefügten Anlage I.

Art. 202. Spätestens am Vorabend vor dem zum Wahlgeschäfte festgesetzten Tage lässt der Präsident des Hauptbüros jedem der Präsidenten der Nebenbüros, unter versiegeltem Umschlag, die zur Wahl benötigten Wahlzettel zukommen. Die äußere Aufschrift des Umschlages enthält, außer der Adresse, die Zahl der darin enthaltenen Wahlzettel. Der Umschlag darf nur in Gegenwart des regelrecht zusammengesetzten Büros geöffnet werden. Die Zahl der Wahlzettel wird sofort geprüft und das Ergebnis der Prüfung im Protokoll angegeben.

Art. 203. Der Staat liefert das Wahlpapier, welches abzustempeln ist, bevor es dem Präsidenten des Hauptbüros übergeben wird.

Die in derselben Gemeinde und für einen und denselben Wahlgang zur Verwendung kommenden Zettel müssen in Bezug auf Papier, Format und Druck vollständig gleich sein.

Die Verwendung aller andern Zettel ist untersagt.

Section III. — Du vote.

Art. 204. Chaque électeur dispose, pour chaque section de commune, d'autant de suffrages qu'il y a de conseillers à élire.

Il peut attribuer deux suffrages à chacun des candidats jusqu'à concurrence du total des suffrages dont il dispose.

L'électeur qui noircit au crayon le cercle de la case placée en tête d'une liste adhère à cette liste en totalité et attribue ainsi un suffrage à chacun des candidats de cette liste.

Chaque croix (+ ou ×) inscrite dans l'une des deux cases réservées derrière le nom des candidats vaut un suffrage à ce candidat.

Tout cercle noirci, même incomplètement, et toute croix, même imparfaite, expriment valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

Art. 205. Lorsque le scrutin est clos, le bureau fait le recoulement des bulletins non employés, lesquels sont immédiatement détruits. Il est fait mention du nombre de ces bulletins au procès-verbal.

Section IV. — Du dépouillement du scrutin.

Art. 206. Lorsque dans une section électorale il n'y a qu'un seul bureau électoral, les bulletins de vote sont dépouillés par ce bureau.

S'il y a deux bureaux, l'un dépouille les bulletins de l'autre.

S'il y a trois bureaux et plus, le bureau principal assigne à chacun des bureaux celui établi dans la même section électorale dont il dépouillera les bulletins, sans toutefois qu'un bureau puisse être chargé du dépouillement des bulletins reçus par lui.

Art. 207. Lorsque dans une section électo-

Abteilung III. — Von der Abstimmung.

Art. 204. Jeder Wähler verfügt für jede Gemeindesektion über soviel Stimmen als Gemeinderatsmitglieder zu wählen sind.

Er kann, bis zur Gesamtzahl der Stimmen, über die er verfügt, auf den Namen eines jeden Kandidaten zwei Stimmen abgeben.

Der Wähler, in dem er mittelst Bleistift den am Kopfe einer jeden Liste angebrachten Kreis schwarz, stimmt der Liste in ihrer Gesamtheit zu underteilt auf diese Weise jedem Kandidaten dieser Liste eine Stimme.

Jedes, in eines der beiden, hinter den Namen der Kandidaten angebrachten Felder, gezeichnete Kreuz (- oder ×) zählt diesem Kandidaten als eine Stimme.

Jeder sogar unvollständig geschwärzte Kreis sowie jedes sogar unvollkommen gezeichnete Kreuz drückt das Votum gültig aus, es müßte denn die Absicht, den Zettel kenntlich zu machen, offenbar sein.

Art. 205. Wenn die Abstimmung geschlossen ist, zählt das Büro die nicht zur Verwendung gelangten Zettel, die sofort zerstört werden. Die Zahl dieser Zettel wird im Protokoll aufgeführt.

Abteilung. IV. — Von der Eröffnung der Wahlzettel.

Art. 206. Umfaßt eine Wahlsession nur ein Wahlbüro, so wird die Eröffnung der Wahlzettel durch dieses Büro vorgenommen.

Gibt es zwei Büros, so eröffnet das eine die Zettel des andern.

Gibt es drei oder mehr Büros, so weist das Hauptbüro jedem Nebenbüro dasjenige Büro in derselben Wahlsession zu, dessen Wahlzettel es zu eröffnen hat, doch so, daß kein Büro mit der Eröffnung der von ihm in Empfang genommenen Zettel beauftragt werden kann.

Art. 207. Wenn in einer Wahlsession mehr

rale il y a plus d'un bureau, l'urne contenant les bulletins de vote, aussitôt que le scrutin est clos, est scellée par le président; elle est portée, sous la garde d'un assesseur et des témoins, au bureau désigné pour le dépouillement et remise au président de ce bureau avec un extrait du procès-verbal indiquant le nombre des votants du bureau dont l'urne est à dépouiller. Il est donné récépissé de l'urne.

Le tout est constaté au procès-verbal.

Art. 208. Le bureau de dépouillement compte, sans les déplier, les bulletins contenus dans l'urne.

Le nombre des votants et celui des bulletins sont inscrits au procès-verbal.

Le président, avant d'ouvrir aucun bulletin, mèle tous ceux que le bureau est chargé de dépouiller.

Art. 209. Les suffrages donnés à une liste en totalité (suffrages de liste) ou aux candidats individuellement (suffrages nominatifs), comptent tant à la liste pour le calcul de la répartition proportionnelle des sièges entre les listes qu'aux candidats pour l'attribution des sièges dans les listes.

Le suffrage exprimé dans la case figurant en tête d'une liste compte pour autant de suffrages de liste qu'il y figure de candidats.

Les suffrages recueillis par un candidat décédé sont valablement acquis à la liste à laquelle il appartient.

Art. 210. L'un des assesseurs déplie les bulletins et les remet au président, qui énonce les suffrages de liste et les suffrages nominatifs.

Deux des assesseurs font le recensement des suffrages et en tiennent note, chacun séparément.

als ein Büro besteht, so wird, nach Abschluß der Abstimmung, die Urne, die die Wahlzettel enthält, sofort vom Präsidenten versiegelt und unter Aufsicht eines Beisitzers und der Zeugen zu dem mit der Stimmenzählung beauftragten Büro gebracht. Die Urne wird dem Präsidenten dieses Büros übergeben und mit einem Auszug aus dem Protokoll, welcher die Zahl der Stimmenden des Büros angibt, dessen Urne geöffnet werden soll. Über den Empfang der Urne wird eine Bescheinigung ausgestellt.

Das Ganze wird im Protokoll festgestellt.

Art. 208. Das mit der Eröffnung der Wahlzettel beauftragte Büro zählt die in der Urne enthaltenen Zettel, ohne sie zu entfalten.

Die Zahl der Stimmenden und die der Zettel werden im Protokoll angegeben.

Bevor irgend ein Wahlzettel eröffnet wird, mischt der Präsident alle Zettel, deren Stimmen das Büro zu zählen hat.

Art. 209. Die auf die Gesamtheit einer Liste (Listenstimmen) oder auf die Kandidaten einzeln (namenliche Stimmen) abgegebenen Stimmen zählen sowohl dieser Liste für die Berechnung der proportionalen Verteilung der Sitze auf die Listen, als auch den Kandidaten für die Zuerteilung der Sitze der Listen.

Das in dem am Kopfe einer Liste angebrachte Feld gezeichnete Botum gilt für soviel Listenstimmen, als sich Kandidaten darauf befinden.

Die von einem verstorbenen Kandidaten erhaltenen Stimmen kommen der Liste, welcher er angehört, zu.

Art. 210. Einer der Beisitzer entfaltet die Zettel und übergibt sie dem Präsidenten, der die Listenstimmen und die namentlichen Stimmen vorliest.

Zwei von den Beisitzern zählen die Stimmen und nehmen ein jeder besondere Notiz davon.

Art. 211. Les bulletins nuls n'entrent point en compte pour fixer le nombre des voix.

Sont nuls:

1^o tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la présente loi;

2^o les bulletins qui expriment plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire et ceux qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage;

3^o les bulletins dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque non autorisés par la loi.

Art. 212. Lorsque tous les bulletins ont été dépouillés, les autres membres du bureau et les témoins les examinent et soumettent au bureau leurs observations ou réclamations.

Les bulletins qui ont fait l'objet de réclamations sont ajoutés aux bulletins valables au cas où ils ont été admis comme tels par décision du bureau.

Les bulletins annulés ou contestés, autres que les blancs, sont paraphés par deux membres du bureau et par l'un des témoins.

Les réclamations sont actées au procès-verbal, ainsi que les décisions du bureau.

Les témoins ont voix consultative dans les délibérations relatives aux bulletins contestés.

Art. 213. Le bureau dresse, d'après les listes tenues par un assesseur et le secrétaire, le relevé des électeurs figurant sur la liste électorale du bureau de vote et qui n'ont pas pris part à l'élection. Ce relevé, signé par le président et le secrétaire du bureau sectionnaire, est transmis par son président, dans les trois jours, au

Art. 211. Die ungültigen Zettel kommen für die Feststellung der Stimmenzahl nicht in Betracht.

Sind ungültig:

1. alle anderen Wahlzettel als diejenigen, deren Gebrauch dieses Gesetz zuläßt;

2. die Zettel, die mehr Stimmen ausdrücken, als Mitglieder zu wählen sind, sowie die, welche kein Votum ausdrücken;

3. die Zettel, deren Form und Umfang verändert worden sind; die inwendig ein Papier oder irgend einen Gegenstand enthalten, oder durch ein Zeichen, eine Radierung oder ein Merkmal, die dem Gesetz nach unzulässig sind, den Wähler erkennbar machen können.

Art. 212. Nachdem alle Zettel eröffnet sind, werden sie von den andern Mitgliedern des Büros, sowie von den Zeugen geprüft, die dem Büro ihre Bemerkungen oder Einsprüche unterbreiten.

Die Zettel, gegen die Einspruch erhoben wurde, werden den gültigen Zetteln beigefügt, falls sie infolge Entscheidung des Büros als solche angenommen worden sind.

Die als ungültig erklärt oder beanstandeten Zettel, mit Ausnahme der unausgefüllten, werden von zwei Mitgliedern des Büros und einem Zeugen mit Namenszug versehen.

Die Einsprüche sowie die vom Büro getroffenen Entscheidungen werden im Protokoll vermerkt. Die Zeugen haben in den auf die beanstandeten Stimmen bezüglichen Debatten beratende Stimme.

Art. 213. Das Büro stellt, gemäß den von einem Beisitzer sowie dem Sekretär geführten Listen, ein Verzeichnis der Wähler des Wahlbüros auf, welche nicht an der Wahl teilgenommen haben. Dieses von dem Präsidenten und dem Sekretär des Nebenbüros mit ihrer Unterschrift versehene Verzeichnis wird dem

président du bureau principal. Le président du bureau sectionnaire consigne sur ce relevé les observations présentées et y annexe les pièces qui peuvent lui avoir été transmises par les absents aux fins de justification.

Le président du bureau principal, après avoir recueilli tous ces relevés, les adresse, avec les pièces y annexées, au juge de paix du canton.

Art. 214. Les bulletins de vote sont groupés par „bulletins valables” et „bulletins nuls” et placés, à l'exclusion de toutes autres pièces, dans deux enveloppes fermées dont l'une contiendra les bulletins valables et l'autre les bulletins nuls.

La suscription de chacune de ces enveloppes porte l'indication du lieu et de la date de l'élection, du numéro du bureau de dépouillement et du genre ainsi que du nombre des bulletins qu'elle renferme.

Ces deux enveloppes sont réunies en un seul paquet qui est cacheté du sceau communal ou de celui d'un membre du bureau et muni des signatures du président, d'un assesseur et d'un témoin, et dont la suscription porte les mêmes indications.

Art. 215. Le bureau arrête le nombre des votants, celui des bulletins blancs et nuls et des bulletins valables, le nombre des suffrages de liste et celui des suffrages nominatifs. Il les fait inscrire au procès-verbal. Le procès-verbal est clos par un tableau, conçu d'après le modèle II annexé à la présente, qui renseigne:

le nombre des bulletins trouvés dans l'urne;

le nombre des bulletins blancs et nuls;

le nombre des bulletins valables;

pour chacune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de liste

Présidenten des Hauptbüros innerhalb drei Tage durch den Präsidenten zugesellt. Der Präsident des Nebenbüros vermerkt in diesem Verzeichnis die vorgebrachten Bemerkungen und fügt die von den Abwesenden eventuell zu ihrer Rechtfertigung vorgebrachten Schriftstücke bei. Der Präsident des Hauptbüros sendet die gesammelten Verzeichnisse mit den beigefügten Schriftstücken an den Friedensrichter des Kantons.

Art. 214. Die Wahlzettel werden in „gültige Zettel” und in „ungültige Zettel“ zusammengestellt, und mit Ausschluß aller andern Schriftstücke, in zwei Umschläge geschlossen, wovon der eine, die gültigen Zettel und der andere die ungültigen Zettel enthält.

Die Rückschrift eines jeden dieser Umschläge gibt Ort und Tag der Wahl, die Nummer des mit der Eröffnung beauftragten Büros und die Art und Zahl der Wahlzettel an.

Diese zwei Umschläge werden zu einem einzigen Paket vereinigt, das mit dem Gemeindesiegel oder demjenigen eines Büronmitgliedes und den Unterschriften des Präsidenten, eines Beisitzers und eines Zeugen versehen wird und als Rückschrift dieselben Angaben enthält.

Art. 215. Das Büro stellt die Zahl der Stimmbildenden, der ungültigen und der gültigen Zettel, die Zahl der Listenstimmen sowie diejenige der Namenstimmen fest. Es trägt dieselben in das Protokoll ein. Das Protokoll wird durch eine, gemäß Anlage II dieses Gesetzes zusammengestellte Tabelle, abgeschlossen, welche angibt:

die Zahl der in der Urne vorgefundenen Zettel;

die Zahl der ungültigen Zettel;

die Zahl der gültigen Zettel;

für eine jede der nach ihrer Ordnungszahl klassierten Listen, die Zahl der Listenstimmen

et celui de suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Art. 216. Le procès-verbal dont question aux articles précédents et qui renseigne les opérations faites par le bureau, est dressé en double exemplaire et signé séance tenante par les membres du bureau, le secrétaire et les témoins.

Art. 217. Le procès-verbal de chaque bureau sectionnaire est immédiatement porté par son président au bureau principal en même temps que les bulletins de vote et toutes les pièces tenues par le bureau.

Section V. — Du recensement et de l'attribution des sièges.

Art. 218. Le bureau principal, après avoir recueilli les procès-verbaux des bureaux sectionnaires de la commune, procède au recensement général des votes.

Le président du bureau principal, en présence des membres du bureau, donne lecture du numéro des bureaux de dépouillement respectifs et des tableaux visés à l'art. 215.

Un assesseur et le secrétaire inscrivent ces indications dans un tableau, établi d'après le modèle III B annexé à la présente loi et tenu par chacun d'eux séparément.

Le bureau principal établit le nombre total des bulletins dépouillés, des bulletins blancs et nuls, des bulletins valables, des suffrages de liste et des suffrages nominatifs.

Art. 219. Les opérations des calculs sont à faire par un assesseur et le secrétaire sous le contrôle du bureau. Le président peut assumer, pour assister le bureau dans les opérations du recensement, des calculateurs qui opèrent sous la surveillance du bureau.

Art. 220. Aussitôt après la fin des opérations prévues aux deux articles précédents, les tableaux sont signés et variétés par le président

sowie die von einem jeden Kandidaten erhaltenen namentlichen Stimmen.

Art. 216. Das in den vorhergehenden Artikeln erwähnte Protokoll über die durch das Büro vorgenommenen Verrichtungen wird in zwei Exemplaren ausgefertigt und in derselben Sitzung von den Mitgliedern des Büros, dem Sekretär sowie den Zeugen unterschrieben.

Art. 217. Das Protokoll eines jeden Nebenbüros wird sofort durch den Präsidenten in das Hauptbüro gebracht, zugleich mit den Wahlzetteln und allen von dem Büro geführten Schriftstücken.

Abteilung V. - Vor der Gesamtzählung der Stimmen und der Zuerteilung der Sitze.

Art. 218. Das Hauptbüro sammelt die Protokolle der Nebenbüros der Gemeinde und schreitet zur Gesamtzählung der Stimmen.

Der Präsident des Hauptbüros verliest in Gegenwart der Büromitglieder die Nummern der einzelnen mit der Eröffnung der Wahlzettel betrauten Büros und die in Artikel 215 erwähnten Tabellen.

Ein Beisitzer und der Sekretär tragen diese Angaben in eine Tabelle ein, die dem diesem Gesetz beigefügten Muster III B entspricht und von jedem der beiden besonders geführt wird.

Das Hauptbüro stellt die Gesamtzahl der eröffneten Zettel, der ungültigen sowie der gültigen Zettel, der Leistungsstimmen sowie der namentlichen Stimmen fest.

Art. 219. Die Berechnungen werden von einem Beisitzer und dem Sekretär unter der Kontrolle des Büros vorgenommen. Der Präsident kann dem Büro für die Zählung mehrere Rechner zuteilen, die unter der Aufsicht des Büros ihre Obliegenheiten verrichten.

Art. 220. Gleich nach Schluss der in den beiden vorhergehenden Artikeln vorgeschriebenen Operationen werden die Tabellen vom

et chacun d'eux par l'assesseur et le secrétaire qui ont collaboré à la confection du document.

Art. 221. L'élection se fait en un seul tour de scrutin.

Cependant lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, nul n'est élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit plus de la moitié des voix.

Si le membre à élire n'a pas été nommé au premier tour de scrutin, le bureau principal fait une liste des deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Le septième jour après le premier scrutin, il sera procédé par les mêmes bureaux à un scrutin de ballottage entre ces deux candidats; cette élection se fait à la pluralité des voix.

Art. 222. Dans tous les cas où il y a parité des votes, le plus âgé est préféré.

Art. 223. Le nombre total des suffrages valables des listes est divisé par le nombre des conseillers à élire augmenté de un.

On appelle „nombre électoral“ le nombre entier qui est immédiatement supérieur au quotient ainsi obtenu.

Chaque liste reçoit à la répartition autant de sièges que le nombre électoral est contenu de fois dans le nombre des suffrages qu'elle a recueillis.

Art. 224. Lorsque le nombre des conseillers élus par cette répartition reste inférieur à celui des conseillers à élire, on divise le nombre des suffrages de chaque liste par le nombre des sièges qu'elle a déjà obtenus augmenté de un; le siège est attribué à la liste qui obtient le quotient le plus élevé. On répète le même procédé s'il reste encore des sièges disponibles.

En cas d'égalité de quotients, le siège disponible est attribué à la liste qui a recueilli le plus de suffrages.

Präsidenten ne varietur unterzeichnet, und ein jedes von dem Beisitzer und dem Sekretär, die dazu mitgewirkt haben, unterzeichnet.

Art. 221. Die Wahl findet in einem einzigen Wahlgange statt. Jedoch wenn nur ein Mitglied zu wählen ist, ist niemand beim ersten Wahlgang gewählt, der nicht mehr als die Hälfte der Stimmen auf sich vereinigt.

Wenn das zu wählende Mitglied nicht im ersten Wahlgang gewählt ist, so stellt das Hauptbüro eine Liste von den zwei Kandidaten auf, welche die meisten Stimmen erhalten haben.

Um siebenten Tage nach dem ersten Wahlgang, findet zwischen diesen zwei Kandidaten eine Stichwahl in denselben Büros statt; diese Wahl geschieht nach Stimmenmehrheit.

Art. 222. In allen Fällen, wo Stimmengleichheit vorliegt, hat der Ältere den Vorzug.

Art. 223. Die Gesamtzahl der von allen Listen erhaltenen gültigen Stimmen wird durch die um eins vermehrte Zahl der zu wählenden Gemeinderäte dividiert.

Man nennt „Wahlzahl“ die dem auf diese Weise erhaltenen Quotienten nächst höhere ganze Zahl.

Jede Liste erhält bei der Zuteilung soviel mal einen Sitz, als die Wahlzahl in der von ihr erhaltenen Stimmenzahl enthalten ist.

Art. 224. Wenn die Zahl der durch diese Verteilung gewählten Gemeinderäte unter derjenigen der zu wählenden Gemeinderäte bleibt, so wird die Zahl der von einer jeden Liste erhaltenen Stimmen durch die um eins vergrößerte Zahl der Sitze, welche sie schon erhalten hat, dividiert. Der Sitz wird derjenigen Liste zuerteilt, welche den höchsten Quotienten erhält. Dasselbe Verfahren wird wiederholt, wenn noch Sitze verfügbar bleiben.

Wenn mehrere Listen denselben Quotienten aufweisen, so wird der verfügbare Sitz der

Les opérations des calculs sont à faire par un assesseur et le secrétaire sous le contrôle du bureau.

Art. 225. Les sièges sont attribués, dans chaque liste, au candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, l'élection est acquise au candidat le plus âgé.

Art. 226. Si une liste obtient plus de représentants qu'elle n'a présenté de candidats, le nombre des sièges restant à pourvoir est distribué entre les autres listes. On procède à cet effet à une nouvelle répartition proportionnelle.

Art. 227. Le résultat du recensement général des suffrages et les noms des élus sont proclamés publiquement par le président du bureau.

Art. 228. Le procès-verbal du recensement général est rédigé en double et signé séance tenante par le président, les assesseurs, secrétaire et témoins.

Les candidats non élus de chaque liste y sont inscrits dans l'ordre du chiffre de leurs suffrages avec privilège de l'âge en cas de parité.

Ils sont appelés àachever le terme des conseillers de cette liste dont les sièges deviennent vacants par suite de démission, de décès ou de toute autre cause.

La notification de leur appel est faite aux suppléants par le Directeur général du service dans le mois qui suit la vacance.

S'il n'y a plus de suppléant de la liste dont faisait partie le titulaire du siège vacant, il est procédé conformément à l'art. 159.

Art. 229. Le procès-verbal d'élection signé

Liste zuerteilt, welche die meisten Stimmen erhalten hat. Die Berechnungen werden von einem Beisitzer und einem Sekretär, unter der Kontrolle des Büros aufgestellt.

Art. 225. Die Säte werden denjenigen Kandidaten einer jeden Liste, welche die größte Stimmenzahl erhalten haben, zuerteilt.

Falls Stimmengleichheit vorliegt, ist der Ältere gewählt.

Art. 226. Erhält eine Liste mehr Vertreter als sie Kandidaten aufgestellt hatte, so wird die Zahl der verbleibenden Säte auf die andern Listen verteilt. Es wird dieserhalb eine erneute verhältnismäßige Verteilung vorgenommen.

Art. 227. Das Resultat der allgemeinen Stimmenzählung sowie die Namen der Gewählten werden vom Präsidenten des Büros öffentlich ausgerufen.

Art. 228. Das Protokoll der Gesamtzählung wird in doppelter Ausfertigung aufgenommen und vom Präsidenten, den Beisitzern, dem Sekretär und den Zeugen in derselben Sitzung unterschrieben.

Die nicht gewählten Kandidaten einer jeden Liste werden in der Reihenfolge der von ihnen erhaltenen Stimmen und unter Rücksichtnahme des Alters im Falle von Stimmen gleichheit, in das Protokoll eingetragen.

Dieselben sind berufen, die Amts dauer derjenigen Gemeinderäte derselben Liste zu vollenden, deren Säte durch Demission, Todesfall oder jede andere Ursache fällig werden.

Die Mitteilung dieser Berufung an die Ersatzkandidaten geschieht durch den zuständigen Generaldirektor innerhalb des, auf die Gegebenheit, welche die vakanz veranlaßt hat, folgenden Monats.

Ist ein Ersatz durch Kandidaten derselben Liste nicht möglich, so wird in Gemäßheit des Art. 150 verfahren.

Art. 229. Das vom Hauptbüro geführte

par les membres, le secrétaire et les témoins du bureau principal, est immédiatement envoyé sous pli recommandé, avec les procès-verbaux des bureaux sectionnaires et toutes autres pièces à l'appui, à l'exclusion des bulletins de vote, au commissaire de district, qui transmet le tout au Gouvernement avec ses observations éventuelles.

Un double du procès-verbal d'élection, signé comme l'original, est déposé au secrétariat de la commune où chacun peut en prendre connaissance.

Toutes les enveloppes renfermant les bulletins de vote sont réunies dès la clôture du procès-verbal du bureau principal en un ou plusieurs paquets qui porteront pour suscriptions, outre l'adresse du destinataire :

Election communale de du
Bulletins de vote.

Les bulletins ainsi réunis sont expédiés directement au Directeur général du service par les soins du président du bureau principal.

Les bulletins sont détruits lorsqu'il a été définitivement statué sur l'élection.

Art. 230. La liste originale des électeurs déposée au bureau principal est renvoyée par le président de ce bureau au commissaire de district sous pli recommandé à la poste.

En cas de ballottage, la liste est conservée par les soins du président, pour être renvoyée, comme ci-dessus, au commissaire de district, après les opérations du ballottage.

Titre IV. Des recours contre les opérations électorales.

Art. 231. Tout électeur de la commune a le droit de réclamer contre l'élection. La récla-

Wahlprotokoll wird von den Büromitgliedern, dem Sekretär und den Zeugen unterschrieben und sofort, durch Einschreibebrief, und mit den von den Nebenbüros geführten Protokollen und allen andern Belegstücken, ausschließlich der Wahlzettel, an den Distriktskommissar gesandt, der das Ganze mit seinen etwaigen Bemerkungen der Regierung übermittelt.

Eine zweite Ausfertigung des Wahlprotokolls, die wie das Original unterschrieben ist, wird auf dem Sekretariat der Gemeinde niedergelegt, wo jeder Einsicht in dasselbe nehmen kann.

Alle die Wahlzettel enthaltenden Umschläge werden gleich bei der Schließung des Protokolls des Hauptbüros in ein oder mehrere Pakete vereinigt, welche, neben der Adresse die Aufschrift tragen:

Gemeindewahlen von den
Wahlzettel.

Die so vereinigten Wahlzettel werden sofort durch Einschreibebrief, an den zuständigen Generaldirektor durch den Präsidenten des Hauptbüros versandt.

Nachdem eine endgültige Entscheidung über die Wahl getroffen ist, werden die Zettel zerstört.

Art. 230. Die im Hauptbüro niedergelegte Original-Wählerliste wird durch den Präsidenten dieses Büros durch Einschreibebrief an den Distriktskommissar zurückgesandt.

Bei Stichwahl wird diese Liste vom Präsidenten aufbewahrt und nach der Stichwahl dem Distriktskommissar wie vor bestimmt, zurückgesandt.

Titel IV. — Von der Verfassung gegen die Wahlen.

Art. 231. Jedem im Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte stehenden Einwohner

mation doit être formulée par écrit, énoncer tous les moyens de réclamation, et être remise au bourgmestre, dans les cinq jours de la date de la proclamation du résultat, le tout à peine de forclusion.

Le bourgmestre la transmettra immédiatement, avec ses observations, au commissaire de district, qui la fait parvenir au plus tôt, avec son avis, au Gouvernement; le bourgmestre informe de la réclamation, par lettre chargée, les candidats dont l'élection est critiquée.

Art. 232. Dans les 30 jours qui suivront la date de l'élection, le Gouvernement statuera sur la validité de celle-ci et sur le pouvoir des membres élus; ce délai est de 40 jours, si l'élection est contesté ou si le Gouvernement a ordonné une instruction spéciale.

Si aucune décision n'est intervenue dans les trente resp. quarante jours l'élection est tenue pour régulière et les élus sont réputés valablement nommés.

La décision sera, dans les trois jours de la notification à l'administration communale, rendue publique par voie d'affiche dans chaque section de commune intéressée.

Art. 233. Dans les cinq jours de l'affiche de la décision ou de l'expiration des deux délais dont mention à l'article qui précède, le réclamant et, en cas d'annulation ou de modification du résultat proclamé par le bureau, le même réclamant et les candidats intéressés peuvent prendre leur recours au Conseil d'Etat, qui statue d'urgence et en tout cas dans le mois.

Ce recours sera suspensif.

Il est donné, le cas échéant, avis de ce recours aux candidats intéressés, par le

der Gemeinde steht das Einspruchsrecht gegen die Wahl zu. Der Einspruch muß unter Angabe aller Beschwerdemittel innerhalb fünf Tage vom Datum des Protokolls an den Bürgermeister schriftlich übergeben werden; dies alles bei Strafe des Verfalls.

Der Bürgermeister übermittelt den Einspruch unverzüglich dem Distriktskommissar, der ihn zunächst bald mit seinem Gutachten an die Regierung weitergibt; er benachrichtigt auch durch eingeschriebenen Brief die Kandidaten, deren Wahl angefochten wird.

Art. 232. Innerhalb dreißig Tage nach der Wahl entscheidet die Regierung über die Gültigkeit derselben, sowie über die Vollmachten der erwählten Mitglieder. Diese Frist beträgt vierzig Tage, wenn die Wahl angefochten wird oder wenn die Regierung eine besondere Untersuchung angeordnet hat. Ist innerhalb dieser Fristen eine Entscheidung nicht getroffen, so ist die Wahl als regelmässig und sind die Gewählten als gültig ernannt zu betrachten.

Die Entscheidung wird innerhalb drei Tage, nachdem sie zur Kenntnis der Gemeindeverwaltung gebracht worden ist, durch Anschlag in jeder Sektion der beteiligten Gemeinde bekannt gemacht.

Art. 233. Innerhalb fünf Tage vom Anschlag der Entscheidung oder vom Ablauf der im vorhergehenden Artikel festgesetzten beiden Fristen an, kann der Beschwerdeführer und, im Falle wo das von dem Wahlbüro ausgerufene Ergebnis ungültig erklärt oder abgeändert worden ist, der Beschwerdeführer selbst und die beteiligten Kandidaten beim Staatsrat Berufung einlegen, der die Angelegenheit als dringlich behandelt und jedenfalls innerhalb eines Monats entscheidet.

Diese Berufung hat ausschiebende Wirkung. Gegebenenfalls wird die Berufung durch den Sekretär des Staatsrates den beteiligten

secrétaire du Conseil d'Etat et par lettre chargée.

Le Directeur général du service en informe la commune par l'intermédiaire du commissaire de district.

La requête en intervention doit être présentée, à peine de déchéance, dans les trois jours de la communication aux candidats respectifs.

Art. 234. Lorsqu'une élection est définitivement déclarée nulle, le Gouvernement fixera jour dans la huitaine à l'effet de procéder à de nouveaux scrutins dans le mois au plus tard.

LIVRE IV.
DES PÉNALITÉS.
DISPOSITIONS ABROGATOIRES.
DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Titre I. — Des pénalités.

Art. 235. Quiconque, pour se faire inscrire sur une liste d'électeurs, aura produit des actes qu'il savait être simulés, sera puni d'une amende de cinquante et un francs à quatre cents francs.

Sera puni de la même peine celui qui aura pratiqué les mêmes manœuvres dans le but de faire inscrire un citoyen sur les listes ou de l'en faire rayer.

Toutefois la poursuite ne pourra avoir lieu que dans le cas où la demande d'inscription ou de radiation aura été rejetée par une décision devenue définitive et motivée sur des faits impliquant la fraude.

La décision de cette nature rendue par les collèges des bourgmestre et échevins, ainsi que les pièces et les renseignements y relatifs, sont transmis par le commissaire de district au procureur d'Etat, qui pourra aussi les réclamer d'office.

La poursuite sera prescrite après trois mois révolus à partir de la décision.

Kandidaten durch Einschreibebrief zur Kenntnis gebracht.

Der zuständige Generaldirektor benachrichtigt die Gemeinde durch Vermittlung des Districtskommissars.

Das Interventionsgesuch muß unter Strafe des Verfalls, innerhalb drei Tage vom Datum dieser Mitteilung eingereicht werden.

Art. 234. Wenn eine Wahl endgültig als nichtig erklärt ist, schreibt die Regierung innerhalb acht Tage Neuwahlen aus, die spätestens innerhalb eines Monates stattfinden.

Viertes Buch.
Strafbestimmungen.
Abschaffungsbestimmungen.
Vorübergehende Bestimmungen.

Titel I. — Strafbestimmungen.

Art. 235. Wer, um in die Wählerliste eingetragen zu werden, Urkunden bringt, von denen er weiß, daß es Scheinurkunden sind, wird mit einer Buße von einundfünfzig bis vierhundert Franken bestraft.

Zu derselben Geldstrafe wird verurteilt, wer dieselben Kunstgriffe anwendet, um einen andern in die Listen einzuschreiben oder aus denselben streichen zu lassen.

Jedoch kann die gerichtliche Verfolgung nur in dem Falle eintreten, wo durch eine endgültig gewordene und auf Tatsachen, welche den Betrug voraussehen lassen, gegründete Entscheidung das Gesuch um Einschreibung oder Streichung verworfen worden ist.

Die von den Schöffenkollegien erlassene Entscheidung dieser Art, sowie die auf dieselben bezüglichen Schriftstücke und Erhebungen werden vom Districtskommissar dem Staatsanwalt übermacht, welcher dieselben auch von Amts wegen fordern kann.

Nach Ablauf von drei Monaten, vom Tage der Entscheidung an, ist die Verfolgung verjährt.

Art. 236. Sera puni d'une amende de cent francs à mille francs celui qui, sous prétexte d'indemnité de voyage ou de séjour, aura donné, offert ou promis aux électeurs une somme d'argent ou des valeurs ou avantages quelconques.

La même peine sera appliquée à ceux qui, à l'occasion d'une élection, auront donné, offert ou promis aux électeurs des comestibles ou des boissons.

La même peine sera aussi appliquée à l'électeur qui aura accepté les dons, offres ou promesses.

Les aubergistes, débitants de boissons ou autres commerçants de même genre ne seront pas recevables à réclamer en justice le paiement des dépenses de consommation en comestibles ou boissons faites à l'occasion des élections pour le compte ou dans l'intérêt d'un candidat ou d'un élue.

Sera encore puni de la même peine quiconque, en tout temps et dans un but électoral, aura visité ou fait visiter à domicile un ou plusieurs électeurs.

Art. 237. Sera puni d'une amende de cent francs à mille francs quiconque aura, directement ou indirectement, même sous forme de pari, donné, offert ou promis soit de l'argent, soit des valeurs ou avantages quelconques, sous la condition d'obtenir, en sa faveur ou en faveur d'un tiers, un suffrage, l'abstention de voter, ou la remise d'un bulletin de vote nul.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront accepté les dons, offres ou promesses.

Art. 238. Sera puni d'une amende de cinquante et un francs à quatre cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou de l'une de ces peines seulement, quiconque, pour

Art. 236. Mit einer Geldstrafe von hundert bis tausend Franken wird bestraft, wer unter dem Vorwand einer Reise- oder Aufenthaltsentschädigung den Wählern eine Summe Geld oder sonst welche Werte oder Vorteile gibt, anbietet oder verspricht.

Derselben Strafe verfallen diejenigen, die anlässlich einer Wahl den Wählern Eßwaren oder Getränke gegeben, angeboten oder versprochen haben.

Dieselbe Strafe trifft ebenfalls denjenigen Wähler, der die Geschenke, Anerbieten oder Versprechen angenommen hat.

Klagen seitens Gast- und Schenkwirte, oder anderer Handelsleute derselben Gattung auf Zahlung von Ausgaben für verabreichte Speisen und Getränke, die anlässlich der Wahlen auf Rechnung oder im Interesse eines Kandidaten oder Gewählten gemacht wurden, sind vor Gericht nicht zulässig.

Dieselbe Strafe trifft denjenigen, der zu irgend welcher Zeit und zu Wahlzwecken einen oder mehrere Wähler in ihren Wohnungen besucht oder besuchen lässt.

Art. 237. Mit einer Geldstrafe von hundert bis tausend Franken wird bestraft, wer unter der Bedingung, für sich oder zu Gunsten eines Dritten eine Stimme zu erhalten, oder die Enthaltung von der Abstimmung oder die Abgabe eines ungültigen Stimmzettels zu erwirken, direkt oder indirekt, selbst in Gestalt einer Wette, entweder Geld oder andere Wert Sachen oder Vorteile gegeben, angeboten oder versprochen hat.

Derselben Strafe verfallen diejenigen, welche diese Geschenke, Anerbieten oder Versprechen angenommen haben.

Art. 238. Zu einer Geldstrafe von einundfünfzig bis vierhundert Franken und acht Tagen bis zu einem Monat Gefängnis, oder bloß zu einer dieser Strafen wird derjenige verur

déterminer un électeur à s'abstenir de voter, ou à remettre un bulletin de vote nul, ou pour influencer son vote ou pour l'empêcher ou lui défendre de se porter candidat, aura usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

Art. 239. Quiconque aura engagé, réuni ou aposté des individus, même non armés, dans le but d'intimider les électeurs ou de troubler l'ordre, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à un mois et d'une amende de cinquante et un francs à mille francs.

Ceux qui, connaissant le but de bandes ou groupes ainsi organisés, en auront fait partie, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d'une amende de cinquante et un francs à quatre cents francs.

Art. 240. Ceux qui, de l'une des manières expliquées aux art. 238 et 239, auront empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits politiques, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à un an, et d'une amende de cinquante et un francs à deux mille francs.

Art. 241. Dans les cas prévus par les art. 236 à 240 inclus qui précédent, si le coupable est fonctionnaire public ou salarié par l'Etat ou s'il est ministre d'un culte rétribué par l'Etat, le maximum de la peine sera prononcé, et l'emprisonnement et l'amende pourront être portés au double.

Art. 242. Toute irruption dans un collège électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d'entraver les opérations électorales, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de deux cents francs à quatre mille francs.

teilt, der, um einen Wähler zu verauflassen, sich der Abstimmung zu enthalten, oder einen ungültigen Wahlzettel abzugeben, oder um sein Votum zu beeinflussen, oder aber, um den Wähler zu verhindern oder ihm zu verbieten, seine Kandidatur aufzustellen, demselben gegenüber zu Tätschkeiten, Gewalt oder Drohungen schreitet oder ihn den Verlust seiner Stellung oder einen Nachteil für seine Person, seine Familie oder sein Vermögen befürchten lässt.

Art. 239. Wer Personen, selbst solche, die nicht bewaffnet sind, anwirkt, versammelt oder aufstellt, in der Absicht, die Wähler einzuschüchtern oder die Ordnung zu stören, wird mit Gefängnis von fünfzehn Tagen bis zu einem Monat und mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis tausend Franken bestraft.

Wer von dem Zweck, zu dem solche Banden oder Gruppen gebildet wurden, Kenntnis hatte und sich an denselben beteiligt hat, wird mit acht bis fünfzehn Tagen Gefängnis und mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis vierhundert Franken bestraft.

Art. 240. Wer einen oder mehrere Bürger in einer der in Art. 238 und 239 angegebenen Weise in der Ausübung der politischen Rechte hindert, wird mit fünfzehn Tagen bis zu einem Jahr Gefängnis und mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis zweitausend Franken bestraft.

Art. 241. In den durch Art. 236 bis 240 einschließlich vorgesehenen Fällen wird die Höchststrafe ausgesprochen und können die Gefängnis- und Geldstrafen verdoppelt werden, wenn der Schuldige öffentlicher oder vom Staate besoldeter Beamter oder vom Staate besoldeter Kultusdiener ist.

Art. 242. Jedes in der Absicht, das Wahlgeschäft zu stören, mit Gewalttätigkeit vollbrachte oder versuchte Eindringen in ein Wahlkollegium wird mit drei Monaten bis zu zwei Jahren Gefängnis und mit einer Geldstrafe von zweihundert bis viertausend Franken bestraft.

Si le scrutin a été violé, le maximum de ces peines sera prononcé et elles pourront être portées au double.

Si les coupables étaient porteurs d'armes, ils seront condamnés dans le premier cas à un emprisonnement d'un an à trois ans et à une amende de mille francs à six mille francs, et dans le second cas à la réclusion et à une amende de six mille à dix mille francs.

Art. 243. Si ces faits ont été commis par des bandes ou des groupes organisés comme il est dit en l'art. 239, ceux qui auront engagé, réuni ou aposté les individus qui en auront fait partie, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de deux cents francs à deux mille francs.

Art. 244. Seront punis d'une amende de cent francs à mille francs, ceux qui auront résisté à l'ordre d'expulsion rendu contre eux dans le cas de l'art. 80, ou seront rentrés dans le local qu'ils avaient été obligés d'évacuer.

La même peine est prononcée contre les électeurs qui, en vertu de l'art. 81, auront été expulsés du local où se fait l'élection.

Art. 245. Quiconque, pendant la réunion d'un collège électoral, se sera rendu coupable d'outrages ou de violences, soit envers le bureau, soit envers l'un de ses membres, soit envers l'un des témoins, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à un an et d'une amende de deux cents francs à deux mille francs.

Art. 246. Seront punis des peines prévues par l'article précédent les membres d'un collège électoral qui, pendant la réunion, auront retardé ou empêché les opérations électorales.

Bei gewaltsätiger Störung der Abstimmung wird der Höchstbetrag der vorstehenden Strafen zuerkannt und können dieselben verdoppelt werden.

Haben die Schuldigen Waffen bei sich geführt, so werden sie im ersten Falle zu Gefängnis von einem Jahr bis zu drei Jahren und zu einer Geldstrafe von tausend bis sechstausend Franken, und im zweiten Falle zu Zuchthaus und zu einer Geldstrafe von sechstausend bis zehntausend Franken verurteilt.

Art. 243. Wenn diese Handlungen von Banden oder Gruppen begangen worden sind, die so gebildet wurden, wie im Art. 239 näher bestimmt ist, so werden diejenigen, welche die Mitglieder derselben angeworben, vereinigt oder aufgestellt haben, mit Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von zweihundert bis zweitausend Franken bestraft.

Art. 244. Mit einer Geldstrafe von hundert bis tausend Franken werden diejenigen bestraft, welche dem im Falle des Art. 80 gegen sie erlassenen Ausweisungsbefehl sich widerstellt haben oder in das Lokal, welches sie zu verlassen gedrängt worden waren, wieder eingetreten sind.

Dieselbe Strafe wird über die Wähler verhängt, welche kraft Art. 81 aus dem Wahllokal ausgewiesen worden sind.

Art. 245. Wer während der Versammlung eines Wahlkollegiums sich Bekleidungen oder Gewalttätigkeiten entweder dem Büro oder einem Mitgliede des Büros oder Zeugen gegenüber hat zu Schulden kommen lassen, wird mit fünfzehn Tagen bis zu einem Jahr Gefängnis und einer Geldstrafe von zweihundert bis zweitausend Franken bestraft.

Art. 246. Mit den im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Strafen werden die Mitglieder eines Wahlkollegiums, die während der Versammlung das Wahlgeschäft aufgehalten oder verhindert haben, belegt.

Art. 247. Si, dans les cas des deux articles qui précèdent, le scrutin a été violé, le maximum de ces peines sera prononcé et elles pourront être portées au double.

Si les coupables étaient porteurs d'armes, ils seront condamnés à un emprisonnement d'un an à trois ans, si le scrutin n'a pas été violé, et à la réclusion et à une amende de six mille francs à dix mille francs, s'il y a eu violation de scrutin.

Art. 248. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et de l'interdiction des droits de vote et d'éligibilité pendant trois ans au moins et six ans au plus, le fonctionnaire qui, ayant reçu, conformément à l'art. 20 de la présente loi, une réclamation contre une élection communale, aura antidaté le récépissé constatant cette remise.

Art. 249. Tout président, assesseur, ou secrétaire d'un bureau et tout témoin de candidats qui aura révélé le secret d'un ou de plusieurs votes, sera puni d'une amende de mille francs à six mille francs.

Art. 250. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent francs à quatre mille francs, quiconque aura contrefait un bulletin électoral ou aura fait usage d'un bulletin contrefait.

Sera puni des mêmes peines, tout membre ou secrétaire d'un bureau, ou tout témoin de candidat, qui, lors du vote ou du dépouillement du scrutin, sera surpris altérant frauduleusement, pour les rendre nuls, soustrayant ou ajoutant des bulletins ou des suffrages, ou indiquant sciemment un nombre de bulletins ou de votes inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu'il est chargé de compter. Les faits seront immédiatement mentionnés au procès-verbal.

Art. 247. Wenn in den durch die beiden vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fällen die Abstimmung gewaltsmäßig gestört worden ist, werden die Höchststrafen in Anwendung gebracht und können diese verdoppelt werden.

Haben die Schuldigen Waffen bei sich geführt, so werden sie zu einem Jahr bis zu drei Jahren Gefängnis verurteilt, wenn die Abstimmung nicht gewaltsäßig gestört worden ist, und zu Zuchthaus und einer Geldstrafe von sechstausend bis zehntausend Franken, falls eine gewalttätige Störung der Abstimmung vorliegt.

Art. 248. Mit einem Monat bis zu zwei Jahren Gefängnis und der Entziehung des Stimmrechtes und der Wahlbarkeit auf mindestens drei und höchstens sechs Jahre wird der Beamte bestraft, der gemäß Art. 20 dieses Gesetzes einen Einspruch gegen eine Gemeindewahl in Empfang genommen und eine antidiarierte Bescheinigung darüber ausgestellt hat.

Art. 249. Jeder Präsident, Beisitzer oder Sekretär eines Büros und jeder Zeuge eines Kandidaten, der eine oder mehrere Stimmen offenbart hat, wird mit einer Geldstrafe von tausend bis sechstausend Franken bestraft.

Art. 250. Wer einen Wahlzettel nachgemacht oder von einem nachgemachten Wahlzettel Gebrauch gemacht hat, wird mit drei Monaten bis zu zwei Jahren Gefängnis und einer Geldstrafe von hundert bis viertausend Franken bestraft.

Derjenigen Strafe verfällt jedes Mitglied oder jeder Sekretär eines Büros, oder jeder Zeuge eines Kandidaten, der bei der Abstimmung oder Stimmenzählung darüber erwischt wird, daß er Zettel oder Stimmen betrügerischer Weise verändert, in der Absticht, sie ungültig zu machen, oder bei Seite schafft oder hinzufügt, oder willentlich eine höhere oder niedere Zahl von Zetteln oder Stimmen angibt, als die wirkliche Zahl derjenigen, mit deren Zählung er beauftragt ist. Diese Vorfälle werden sofort im Protokoll erwähnt.

Art. 251. Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante et un francs à deux mille francs, quiconque aura apposé la signature d'autrui sur les actes de déclaration ou d'acceptation de candidature, de présentation de candidats ou de désignation de témoins.

Seront punis des mêmes peines celui qui aura voté ou se sera présenté pour voter sous le nom d'un autre électeur — et celui qui, d'une manière quelconque, aura distract ou retenu un ou plusieurs bulletins officiels de vote.

Art. 252. L'électeur qui, contrairement aux dispositions des art. 106 et 195, aura signé plus d'un acte de présentation pour la même élection, est passible d'une amende de cinquante et un à mille francs.

Art. 253. Sans préjudice à l'application de l'art. 32 du Code pénal, l'interdiction du droit de vote et d'éligibilité sera prononcée contre ceux qui auront contrevenu aux art. 237, 238, 239, 240, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249, 250 et 251 de la présente loi.

Art. 254. Sera puni d'une amende de cinquante et un francs à quatre cents francs et d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours, quiconque aura voté dans un collège électoral en violation de l'art. 4 de la présente loi.

Art. 255. Seront punis d'une amende de cinquante et un francs à cent francs les citoyens qui, invités conformément aux art. 55 et 56 à remplir au jour de l'élection les fonctions de membre du bureau pour lesquelles ils sont désignés, n'auront pas fait connaître, dans les quarante-huit heures, leurs motifs d'empêchement à celui dont l'invitation émane, ou qui, après avoir accepté ces fonctions, ou ayant été désignés d'office par la loi se seront abstenu-

Art. 251. Mit Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis zweitausend Franken wird bestraft, wer die Unterschrift eines andern in den Altenstücken betreffend Kandidaturerklärung, Kandidaturannahme, Kandidatenvorschlag und Zeugenbezeichnung einträgt.

Derselben Strafe verfällt, wer beim Namensaufruf eines Wählers im Namen des letztern stimmt oder in der Absicht, in dessen Namen zu stimmen, vortritt, — und wer irgendwie einen oder mehrere amtliche Wahlzettel entwendet oder zurückbehält.

Art. 252. Mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis tausend Franken wird bestraft, wer als Wähler in Zuwidderhandlung der Bestimmungen der Art. 106 und 195 für dieselbe Wahl mehr als eine Präsentationsliste gezeichnet hat.

Art. 253. Unbeschadet der Anwendung des Art. 32 des Strafgesetzbuches, wird die Entziehung des Wahlsrechtes und der Wählbarkeit gegen diejenigen ausgesprochen, welche den Art. 237, 238, 239, 240, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249, 250 und 251 dieses Gesetzes zuwider gehandelt haben.

Art. 254. Mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis vierhundert Franken und mit Gefängnis von acht bis zu fünfzehn Tagen wird bestraft, wer dem Art. 4 dieses Gesetzes zuwider in einem Wahlkollegium seine Stimme abgegeben hat.

Art. 255. Mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis hundert Franken werden diejenigen bestraft, die gemäß Art. 55 und 56, aufgefordert worden sind, am Wahlgange das Amt eines Büromitgliedes, für das sie bezeichnet sind, auszuüben, es jedoch unterlassen haben, innerhalb achtundvierzig Stunden demjenigen ihre Verhinderungsgründe anzugeben, von dem die Auflösung ausgeht, sowie diejenigen, die, nachdem sie dieses Amt angenommen haben oder von Amts wegen dazu bezeichnet

nus, sans cause légitime, de se présenter pour les remplir.

Sera puni des mêmes peines le membre du bureau qui refuse, sans cause légitime, de continuer à concourir aux opérations électorales jusqu'à la clôture définitive des procès-verbaux.

Sera puni d'une amende de cent francs à quatre mille francs et d'un emprisonnement de un mois à deux ans quiconque se sera porté candidat aux élections sachant qu'il ne réunit pas les conditions d'éligibilité prescrites par les art. 98 et 99 resp. 154 et 155 de la présente loi.

Art. 256. Les témoins dans les contestations électorales qui refuseraient de comparaître ou de déposer, ou qui rendraient un témoignage faux, seront passibles des peines portées contre les témoins défaillants et les faux témoins en matière correctionnelle.

Seront de même punis, conformément aux dispositions du Code pénal relatives à la subornation de témoins en matière correctionnelle, ceux qui auront suborné des témoins entendus dans les dites contestations.

Les peines contre les témoins défaillants seront appliquées par le tribunal ou le magistrat délégué qui procédera à l'enquête.

Art. 257. L'action publique et l'action civile résultant des infractions prévues par la présente loi seront prescrites après six mois révolus à partir du jour où les crimes, et délits ont été commis, sans préjudice de ce qui est statué par l'art. 235.

Art. 258. Les dispositions afférentes du premier livre du Code pénal, ainsi que des lois du 18 juin 1879 et du 16 mai 1904 sur l'application des circonstances atténuantes, sont applicables à ces mêmes infractions.

net worden sind, sich ohne hinreichenden Grund enthalten haben, sich zur Ausübung desselben einzustellen.

Derselben Strafe verfällt das Büromitglied, das ohne rechtmäßigen Grund sich weigert, bis zum endgültigen Abschluß der Protokolle am Wahlgeschäft teilzunehmen.

Mit einer Geldstrafe von hundert bis viertausend Franken und mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu zwei Jahren wird bestraft, wer seine Kandidatur für die Wahlen aufgestellt hat, obwohl es ihm bekannt war, daß er die durch Art. 98 und 99 bzw. 154 und 155 dieses Gesetzes vorgeschriebenen Wahlbarkeitsbedingungen nicht erfüllt.

Art. 256. Zeugen, die bei Wahlbehandlungen nicht erscheinen oder Zeugnis abzulegen sich weigern, oder sich falscher Aussagen schuldig machen, verfallen den Strafbestimmungen, die in Zuchtpolizeisachen über nicht erscheinende oder falsche Zeugen verhängt werden.

Ebenso werden gemäß den auf die Zeugenverführung in Zuchtpolizeisachen bezüglichen Bestimmungen des Strafgesetzbuches diejenigen bestraft, die in besagten Beleidigungen vernommene Zeugen verführt haben.

Die über nicht erscheinende Zeugen zu verhängenden Strafen werden vom Gerichte oder dem mit der Untersuchung betrauten Richter ausgesprochen.

Art. 257. Das Strafverfahren und die Zivilklagen wegen der durch dieses Gesetz vorgeesehenen Vergehen verjähren nach Verlauf von sechs Monaten von dem Tage an, wo die Verbrechen oder Vergehen verübt worden sind, unbeschadet der Bestimmungen des Art. 235.

Art. 258. Die hierauf bezüglichen Bestimmungen des ersten Buches des Strafgesetzbuches, sowie der Gesetze vom 18. Juni 1879 und vom 16. Mai 1904 über die Anwendung mildernder Umstände sind auch auf diese Vergehen anwendbar.

Vote obligatoire.

Art. 259. Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin doivent faire connaître leurs motifs d'abstention au juge de paix avec les justifications nécessaires.

Art. 260. Il n'y a pas lieu à poursuite, si le juge de paix admet le fondement de ces excuses d'accord avec l'officier du ministère public près du tribunal de police.

Sont excusés de droit: 1^o les électeurs qui au moment de l'élection habitent une autre commune que celle où ils sont appelés à voter; 2^o les électeurs âgés de plus de 70 ans.

Art. 261. Dans les huit jours de la proclamation du résultat du scrutin, l'officier du ministère public dresse sous le contrôle du juge de paix, la liste des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Cette liste est dressée par commune.

Ces électeurs sont cités devant le juge de paix dans les formes tracées par la loi du 15 juillet 1914.

Art. 262. Une première abstention non justifiée est punie d'une amende de cinq à vingt francs.

En cas de récidive dans les six ans de la condamnation, l'amende sera de dix francs à trente francs.

En cas de seconde récidive dans le délai de neuf années, l'amende sera de trente francs à cinquante francs et l'électeur est, en outre, rayé des listes électorales pour six ans, et pendant ce laps de temps il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, soit du Gouvernement, soit des administrations des communes ou des établissements publics.

N'est pas comptée comme récidive pour l'ap-

Die obligatorische Stimmenabgabe.

Art. 259. Die Wähler, denen es unmöglich ist, an der Wahl teilzunehmen, müssen dem Friedensrichter den Grund ihrer Enthaltung mit den nötigen Erklärungen mitteilen.

Art. 260. Findet der Friedensrichter, in Übereinstimmung mit dem Beamten des öffentlichen Ministeriums, die Entschuldigung begründet, so findet eine Strafverfolgung nicht statt.

Bon Rechtswegen entschuldigt sind: 1. die Wähler, welche zur Zeit der Wahl in einer andern Gemeinde als diejenige, in der sie zur Stimmenabgabe berufen sind, wohnen; 2. die mehr als siebzig Jahre alten Wähler.

Art. 261. Innerhalb acht Tage nach der Veröffentlichung des Wahlergebnisses stellt der Beamte des öffentlichen Ministeriums, unter der Aufsicht des Friedensrichters, die Liste derjenigen Wähler auf, die nicht an der Wahl teilgenommen und deren Entschuldigungen nicht angenommen wurden.

Diese Liste wird nach Gemeinden aufgestellt.

Diese Wähler werden in den durch das Gesetz vom 15. Juli 1914 vorgesehenen Formen vor den Friedensrichter geladen.

Art. 262. Die erste, nicht begründete Abwesenheit wird mit einer Geldstrafe von 5 bis 20 Fr. bestraft.

Im Wiederholungsfall innerhalb 6 Jahre nach der Verurteilung beträgt die Geldstrafe 10 bis 30 Fr.

Im zweiten Wiederholungsfalle innerhalb 9 Jahre beträgt die Strafe 30 bis 50 Fr.; außerdem wird der Wähler für sechs Jahre von den Wählerlisten gestrichen und kann während dieser Zeit weder von der Regierung, noch von Gemeindeverwaltungen oder öffentlichen Anstalten irgendwelche Ernennung, Beförderung noch Auszeichnung erhalten.

Die Abwesenheit bei der Stichwahl des

plication du présent article, l'absence au scrutin de ballottage de l'électeur absent au premier tour de scrutin.

La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les trois mois de la notification du jugement.

Titre II. — Disposition abrogatoire.

Art. 263. Les lois du 16 août 1919 et du 9 juillet 1923, portant révision de la législation électorale, les art. 139 et 140 du Code pénal, et toutes les autres dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Titre III. — Dispositions transitoires.

Art. 264. Les élections pour le prochain renouvellement intégral des conseils communaux auront lieu le deuxième dimanche du mois d'octobre 1924.

Les mandats des conseillers communaux élus aux élections générales du 16 octobre 1920 et aux élections complémentaires subséquentes, y compris ceux de la première série sortante, expireront au 31 décembre 1924.

Art. 265. Les listes électorales de 1924, dressées sous l'empire de la loi électorale du 16 août 1919, resteront en vigueur jusqu'au 30 avril 1926.

Les listes de 1925 seront dressées conformément aux dispositions de la loi du 16 août 1919, pour sortir leurs effets jusqu'au 31 décembre 1926.

Les listes électorales dressées pour la première fois au cours de l'année 1926 d'après les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1927.

Art. 266. A partir de l'entrée en vigueur de la présente loi ne formeront plus qu'une section unique les cinq sections électorales créées par l'art. 7 de la loi du 30 juin 1920 concernant

beim ersten Wahlgang abwesenden Wählers zählt für die Anwendung des gegenwärtigen Artikels nicht als Wiederholungsfall.

Gegen die im Richterscheinungsfall verhängte Verurteilung kann innerhalb drei Monate nach der Zustellung des Urteils Berufung eingelegt werden.

Titel II. — Abschaffungsbestimmung.

Art. 263. Die Gesetze vom 16. August 1919 und 9. Juli 1923 über die Abänderung der Wahlgeschägigung, die Artikel 139 und 140 des Strafgesetzbuches und alle andern diesem Gesetze zuwiderlaufenden Bestimmungen sind abgeschafft.

Titel III. — Vorübergehende Bestimmungen.

Art. 264. Die Wahlen für die nächste gänzliche Erneuerung der Gemeinderäte finden am zweiten Sonntag des Monats Oktober 1924 statt.

Die Amtszeit der bei den allgemeinen Wahlen vom 16. Oktober 1920 und den darauf folgenden Teilstimmen gewählten Gemeinderäte, einschließlich derjenigen der ersten Austrittsserie, wird am 31. Dezemb. 1924 ablaufen.

Art. 265. Die nach den Bestimmungen des Wahlgesetzes vom 16. August 1919 aufgestellten Wählerlisten von 1924 bleiben bis zum 30. April 1926 in Kraft.

Die Wählerlisten von 1925 werden nach den Bestimmungen des Gesetzes vom 16. August 1919 aufgestellt und bleiben bis zum 31. Dezember 1926 in Kraft.

Die im Jahre 1926 zum ersten Male nach den Bestimmungen dieses Gesetzes aufgestellten Wählerlisten werden am 1. Januar 1927 in Kraft treten.

Art. 266. Nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes werden die fünf durch Art. 7 des Gesetzes vom 30. Juni 1920, betreffend die Einverleibung der Gemeinde Eich in die Stadt

la réunion de la commune d'Eich à la ville de Luxembourg.

Les mandats des conseillers communaux de la ville de Luxembourg élus aux élections du mois d'octobre 1924 expireront au 31 décembre 1928.

Sont abrogés: l'alinéa 1^{er} de l'art. 3 de la loi du 26 mars 1920 et l'alinéa 1^{er} de l'art. 3 de la prédictive loi du 30 juin 1920.

Mandons et ordonnons que la présente loi sera publiée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Berg, le 31 juillet 1924.

CHARLOTTE.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*

E. REUTER.

*Le Directeur général de la justice,
de l'intérieur et de l'instruction publique,*

J. BECH.

Instructions pour l'électeur.

A. Elections législatives.

1^o Les opérations électoralles commencent à huit heures du matin. Les électeurs sont admis à voter s'ils se présentent avant 2 heures de l'après-midi; ensuite le scrutin est clos.

2^o L'électeur ne peut émettre plus de suffrages qu'il n'y a de mandats à pourvoir, donc et il peut attribuer deux suffrages à chacun des candidats jusqu'à concurrence du nombre prévu.

Il vote soit en noircissant le cercle de la case placée en tête des listes, soit en inscrivant une croix (+ ou ×) dans l'une ou les deux cases réservées à la suite du nom des candidats, soit

Luxemburg, geschaffenen Sectionen, nur mehr eine einzige Wahlkette bilden.

Die Amtsdauer der bei den Wahlen im Monat Oktober 1921 gewählten Gemeinderatsmitglieder der Stadt Luxemburg wird am 31. Dezember 1928 ablaufen.

Der erste Absatz des Artikels 3 des Gesetzes vom 26. März 1920 sowie der erste Absatz des Artikels 3 des vorbenannten Gesetzes vom 30. Juni 1920 sind abgeschafft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Berg, den 31. Juli 1924.

Charlotte.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,

E. Reuter.

Der Generaldirektor des Innern, der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,

J. Bech.

Berhaltungsmaßregeln für den Wähler.

A. Wahlmechanismus.

1. Das Wahlgeschäft beginnt um 8 Uhr morgens. Die Wähler, die vor 2 Uhr nach mittags erscheinen, werden zur Abstimmung zugelassen; dann wird die Abstimmung geschlossen.

2. Der Wähler kann nur so viel Stimmen abgeben, als Mandate zu versehen sind, also und kann bis zur vorgenannten Zahl einem jeden Kandidaten zwei Stimmen zuerteilen.

Er drückt sein Votum aus, entweder durch Schwärzen des Kreises in dem am Kopfe der Liste angebrachten Felde, oder durch Zeichnung eines Kreuzes (+ oder ×) in das eine

en procédant conjointement des deux manières prédictes.

Exemple: La circonscription a seize députés.

Il y a trois listes en concurrence. Les N° 1 et 2 portent 16 candidats, le N° 3, 8 candidats.

L'électeur qui veut attribuer tous les suffrages dont il dispose, peut voter:

a) ou en noircissant le cercle de la case de tête de la liste N° 1 ou de la liste N° 2;

b) ou en noircissant le cercle de la case de tête de la liste N° 3 et en inscrivant pour chaque candidat une croix dans une des cases réservées à la suite des noms des candidats de cette même liste;

c) ou en noircissant le cercle de la case de tête de la liste N° 3 et en inscrivant jusqu'à concurrence de huit, une croix dans l'une des cases réservées à la suite du nom d'un ou de plusieurs candidats de cette même liste ou une ou deux croix dans les cases réservées à la suite des noms des candidats des listes N° 1 et N° 2.

d) ou en inscrivant dans l'une ou les deux cases réservées à la suite du nom des candidats des trois listes une ou deux croix jusqu'à concurrence de 16.

3^e Après avoir formulé son vote, il montre au président son bulletin plié en quatre à angle droit, le timbre à l'extérieur, et le dépose dans l'urne.

4^e L'électeur ne peut s'arrêter dans le comité permanent que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin de vote.

5^e Sont nuls: 1^o tous les bulletins autres que celui qui a été remis par le président, au moment de voter; 2^o ce bulletin même a) si l'é-

oder in die beiden hinter dem Namen der Kandidaten angebrachten Felder, oder indem er gleichzeitig in den beiden vorerwähnten Weisen verfährt.

Beispiel: Der Bezirk hat 16 Deputierte.

Es kommen drei Listen in Betracht: Nr. 1 und 2 tragen 16 Kandidaten, Nr. 3, 8 Kandidaten.

Der Wähler, welcher alle Stimmen, über die er verfügt, verteilen will, kann sein Votum abgeben:

a) entweder durch Schwärzen des Kreises in dem am Kopfe der Liste Nr. 1 oder 2 angebrachten Felder;

b) oder durch Schwärzen des Kreises in dem am Kopfe der Liste Nr. 3 angebrachten Felder und durch Zeichnung eines Kreuzes in je eines der hinter den Namen der Kandidaten angebrachten Felder derselben Liste;

c) oder durch Schwärzen des Kreises in dem am Kopfe der Liste Nr. 3 angebrachten Felder und durch Zeichnung, bis zur Gesamtzahl 8, eines Kreuzes in je eines der hinter den Namen der Kandidaten dieser Liste, oder eines oder zweier Kreuze in die hinter den Namen der Kandidaten der Listen Nr. 1 und 2 angebrachten Felder;

d) oder durch Zeichnung eines oder zweier Kreuze, bis zur Gesamtzahl 16 in das eine oder in die beiden hinter den Namen der Kandidaten der drei Listen angebrachten Felder.

3. Nachdem er sein Votum ausgedrückt hat, zeigt er dem Präsidenten seinen rechtwinklig in vier mit dem Stempel nach außen gefalteten Zettel und legt diesen in die Urne.

4. Der Wähler darf nur solange in dem abgesonderten Raum verbleiben, als er Zeit bedarf, um seinen Wahlzettel fertig zu stellen.

5. Sind ungültig: 1. alle andern Zettel als derjenige, der vom Präsidenten bei der Abstimmung verabschiedt wird; 2. dieser Zette

lecteur a émis plus de suffrages qu'il n'y a de membres à élire; b) si l'électeur n'a exprimé aucun suffrage; c) si une rature, un signe ou une marque non autorisés par le N° 2 ci-dessus peut en rendre l'auteur reconnaissable; d) s'il contient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque.

6º Celui qui vote sans en avoir le droit ou qui vote sous le nom d'un autre électeur, est puni d'une amende de 51 francs à 400 francs et d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours, resp. d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 51 frs. à 2000 frs.

B. Elections communales.

a) qui se font d'après la représentation proportionnelle: 1º les opérations électorales commencent à huit heures du matin; jusqu'à deux heures de l'après-midi, les électeurs qui se présentent pour le suffrage sont admis à voter; ensuite le scrutin est clos.

2º, 3º, 4º, 5º et 6º comme sous les N°s afférents sub A.

b) qui se font d'après le scrutin majoritaire:
 1º comme sous le N° 1º sub B, a.
 2º l'électeur ne peut émettre plus de suffrages qu'il n'y a de mandats à pourvoir, donc

Pour voter, l'électeur trace une croix (+ ou), au moyen du crayon mis à sa disposition, dans la case réservée, à la suite du nom de ses candidats de préférence.

3º, 4º, 5º, et 6º comme sous les N°s afférents sub A.

selbst: a) wenn der Wähler mehr Stimmen abgegeben hat, als Deputierte zu wählen sind;
 b) wenn er keine Stimme abgegeben hat;
 c) wenn eine Radierung, ein Zeichen oder ein Merkmal, welche nach Nr. 2 oben nicht zugelässig sind, den Wähler erkennbar machen kann;
 d) wenn er inwendig ein Papier oder irgend einen Gegenstand enthält.

6. Wer stimmt, ohne das Recht dazu zu besitzen, oder wer unter dem Namen eines andern stimmt, wird mit einer Geldstrafe von einundfünfzig bis vierhundert Franken und Gefängnis von acht bis zu fünfzehn Tagen, bezw. Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahre und einer Geldstrafe von einundfünfzig bis zweitausend Franken bestraft.

B. G e m e i n d e r a t s w a h l e n.

a) Gemäß der Verhältniswahl:

1. Das Wahlgeschäft beginnt um acht Uhr morgens. Die Wähler, die vor zwei Uhr nachmittags erscheinen, werden zur Abstimmung zugelassen; dann wird die Abstimmung geschlossen.

2, 3, 4, 5, und 6 wie die betreffenden Nummern sub A.

b) Gemäß der Stimmennehrheit:

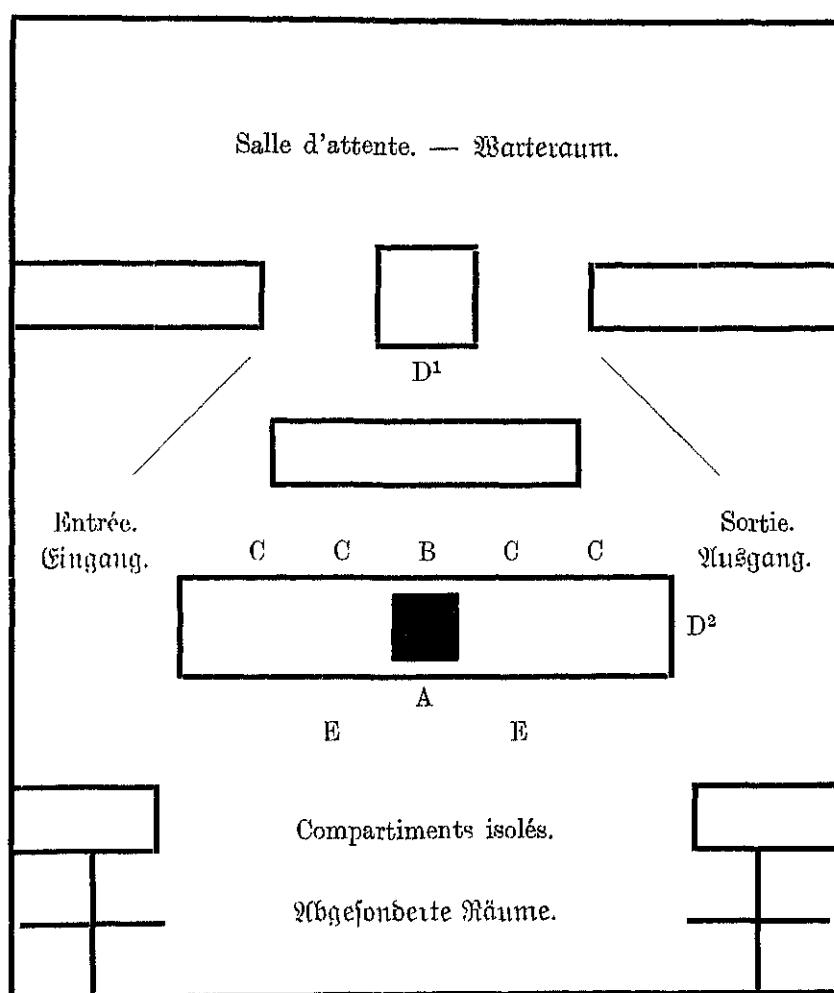
1. wie Nr. 1 sub B, a.
 2. Der Wähler faum nur soviel Stimmen abzugeben, als Mandate zu versehen sind, also ...

Um seine Stimme auszudrücken, zeichnet der Wähler mit dem ihm zur Verfügung gestellten Bleistift ein Kreuz (/ oder X) in das zu diesem Zwecke hinter den Namen der von ihm vorgezogenen Kandidaten angebrachte Feld.

3, 4, 5 und 6 wie unter den betreffenden Nummern sub A.

Figuration d'une salle d'élection.

Darstellung eines Wahlraumes.



A = Urne. B = Président. C = Assesseurs. D¹ = Secrétaire pendant le vote.

D² = Secrétaire pendant le dépouillement. E = Témoins.

A = Urne. B = Präsident. C = Beifüßer. D¹ = Sekretär während der Abstimmung.

D² = Sekretär während des Zählgeschäfts. E = Zeugen.



Modèle N° I.

Election de 1 ^{re} , 2 ^{me} , 3 ^{me} ou 4 ^{me} circonscription électorale (ou	députés conseils	Wahl von 1., 2., 3. oder 4. Wahlbezirk Wahl von	Abgeordneten (oder Gemeinderäten
Election de dans la commune de	, le	in der Gemeinde	von
1	2	3	4
<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Alexander	Adam	Behm	Bernardy
Clemen	Conrad	Blum	Bertrang
Muller	Clemen	Breuling	Herz
Steichen	Daman	Christoph	Krau
	Feller	Dresse	Maroldt
	Georges	Gérard	Staar
	Hansen	Ginter	Wilhelm
	Infalt	Knaff	Worré
	Jaans	Kons	
	Kayser	Krauss	
	Keifffer	Leo	
	Knepper	Leon	
	Kremer	Leonhard	
	Kunnen	Nicolas	
	Lessel	Relles	
	Michel	Schaack	
	Nilles	Thiebold	
	Nicolas		
	Pettier		
	Pierre		
	Pütz		
	Rettel		
	Stoffel		
	Sturm		
	Welter		
			5
		<input checked="" type="checkbox"/>	Kirtz
			6
		<input checked="" type="checkbox"/>	Erpelding
			Greisch
			Mackel
			Reuter
			Steffes

585

Modèle N° II.

Election de députés

1^{re}, 2^{me}, 3^{me}, ou 4^{me} circonscription électorale, le (ou

Election de conseillers

dans la commune de , le)

Commune de

Bureau N° 1 ou unique, N° 2, N° 3 etc.

Bulletins trouvés dans l'urne

Bulletins { blancs |
nuls }

Bulletins valables

Bureau N° 1
ou unique

	Liste N° 1			Liste N° 2	Liste N° 3
	Suffrages par liste.	Suffrages nominatifs.	Taux.		
Adam	300	60	360		
Blaisse	300	55	355		
Bley	300	62	362		
Muller	300	42	342		
Pierre	300	71	371		
Stoffel	300	41	341		
Votes de liste					

N° 2

etc.

Modèle N° III.

Elections législatives du
4^{me} circonscription électorale
canton de Diekirch.

Communes	Bulletins	Liste N° 1			Liste N° 2			Liste N° 3					
		nouveaux dans la liste	blancs	nuls	variables	Adam	Capus	Georges	Hirsch	Klein	Putz	Welter	Zimmer
Bureau													
Bastendorf	unique												
Bettendorf	id.												
Bourscheid	id.												
Diekirch	N° 1												
	N° 2												
Ermsdorf	unique												
Erpeldange	id.												
Ettelbruck	N° 1												
	N° 2												
Feulen	unique												
Hoscheid	id.												
Medernach	id.												
etc.													
Totaux....													

Modèle N° III (B).

Election de conseillers dans la commune de , le

Bureau N°	Bulletins nouveaux dans les blancs nuls vulnérables	Liste N° 1								Liste N° 2	Liste N° 3
		Bertrang	Capus	Dubois	Emringer	Kremer	Lahr	Peters	Wolter		
1 ou unique											
2											
3											
4											
Totaux											

Modèle N° IV.

Elections législatives du _____

Quatrième Circonscription électorale.

Cantons	Bulletins	Liste N° 1							Liste N° 2	Liste N° 3
		trouvées dans l'urne	blanches	nuls	votables	Suffrages obtenus par les candidats				
Clervaux						Delvaux				
Diekirch						Hoffmanu				
Redange						Kayser				
Vianden						Lang				
Wiltz						Michel				
						Nelles				
						Thury				
						Welter				
Totaux	.									

589

Modèle N° V (A).

Election de conseillers
dans la Commune de , le

1	Blum	
2	Collignon	
3	Devas	
4	Koltz	
5	Nilles	
6	Schmit	
7	Weber	

Modèle N° V (B).

(dont il est à faire usage si la commune comprend deux ou plusieurs sections électorales).

Election de conseillers
dans la Commune de , le

Section électorale de	Section électorale de	Section électorale de
1	1	1
2	2	2
3	3	3
4	4	4
5	5	5
6	6	6
7	7	7
8	8	8
9	9	9

Arrêté du 30 août 1924, portant convocation des corps électoraux pour le renouvellement intégral des conseils communaux.

Le Directeur général de la justice, de l'intérieur et de l'instruction publique;

Vu la loi électorale du 31 juillet 1924;

Arrête:

Art. 1er. Les collèges électoraux de toutes les communes du Grand-Duché se réuniront, au chef-lieu de la commune et resp. dans les localités érigées en sections électorales en vertu de l'art. 50 de la loi préappelée, le dimanche, 12 octobre prochain, pour procéder, dès huit heures du matin jusqu'à deux heures de l'après-midi, par voie d'élection au renouvellement intégral des conseils communaux.

Art. 2. Les élections se feront conformément aux prescriptions des articles 160 à 192, respectivement des articles 194 à 230 de la loi électorale du 31 juillet 1924.

Art. 3. Le scrutin de ballottage aura lieu le dimanche, 19 octobre prochain, aux mêmes heures que le scrutin principal.

Art. 4. Les candidats devront se déclarer le vendredi, 26 septembre prochain, avant six heures du soir au plus tard.

Art. 5. Les conseillers à élire ne pourront être choisis que parmi les éligibles domiciliés dans la commune, respectivement section de commune qu'ils auront à représenter.

Art. 6. Les imprimés nécessaires parviendront en temps utile aux administrations communales.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 août 1924.

Le Directeur général de la justice, de l'intérieur et de l'instruction publique,

Jos. BECH.

Beschluß vom 30. August 1924, wodurch die Wahlkollegien zur vollständigen Erneuerung der Gemeinderäte einberufen werden.

Der Generaldirektor der Justiz, des Innern und des öffentlichen Unterrichts;

Nach Einsicht des Wahlgesetzes vom 31. Juli 1924;

Beschließt:

Art. 1. Die Wahlkollegien aller Gemeinden des Großherzogtums werden sich am Sonntag, den 12. Oktober fünfzig, im Gemeindehauptort bezw. in den gemäß Art. 50 oben erwähnten Gesetzes als Wahlsektionen errichteten Ortschaften versammeln, um von 8 Uhr morgens bis 2 Uhr nachmittags zur vollständigen Erneuerung der Gemeinderäte zu schreiten.

Art. 2. Die Wahlen werden laut den Bestimmungen der Art. 160 bis 192, bezw. 194 bis 230 des Wahlgesetzes vom 31. Juli 1924 erfolgen:

Art. 3. Die Stichwahl wird am Sonntag, den 19. Oktober fünfzig zu denselben Stunden wie die Hauptwahl stattfinden.

Art. 4. Die Kandidaten haben spätestens am Freitag, den 26. September fünfzig, vor 6 Uhr abends, ihre Erklärung abzugeben.

Art. 5. Zu Gemeinderatsmitgliedern können nur wählbare Personen bezeichnet werden, die in der Gemeinde bezw. Gemeindektion wohnen, die sie zu vertreten haben.

Art. 6. Die nötigen Druckformulare werden den Gemeindeverwaltungen zu geeigneter Zeit zugehen.

Art. 7. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 30. August 1924.

Der Generaldirektor der Justiz, des Innern und des öffentlichen Unterrichts,
Jos. Bech.

Arrêté du 3 septembre 1924, complétant ceux des 21 juillet et 22 août 1924, sur l'importation de bétail de boucherie en provenance de la Belgique.

Le Directeur général des travaux publics, de l'agriculture et de l'industrie,

Revu son arrêté du 21 juillet 1924, concernant l'importation de bétail de boucherie en provenance de la Belgique, ainsi que l'arrêté modificatif afférent du 22 août 1924;

Arrête:

Art. 1er. L'art. 2 de l'arrêté susdit du 21 juillet 1924 est complété par un alinéa final de la teneur suivante:

„Tous les animaux devront être abattus au plus tard dans les 48 heures après leur arrivée à l'abattoir.”

Art. 2. Les autres dispositions des arrêtés des 21 juillet et 22 août 1924 resteront en vigueur.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 3 septembre 1924.

*Le Directeur général des travaux publics,
de l'agriculture et de l'industrie,
G. SOISSON.*

Avis. — Administration des Postes et des Télégraphes. — Par arrêté grand-ducal en date du 6 août 1924 M. Edouard Jaques, Docteur en droit, Inspecteur de la Direction des Postes et des Télégraphes, a été nommé Directeur de cette administration. — 3 septembre 1924.

Avis. — Bourses d'études. — Une bourse de la fondation Seyler, au montant de frs. 350, pour études universitaires ou autres études supérieures, sera vacante à partir du 1^{er} octobre prochain. Les intéressés sont invités à faire parvenir au Département de l'instruction publique leurs demandes accompagnées des pièces justificatives de leurs droits pour le 1^{er} octobre prochain au plus tard. — 3 septembre 1924.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 13 août 1924, le conseil communal de Grevenmacher a modifié le règlement sur la conduite d'eau de cette ville. — Cette modification a été clairement approuvée et publiée. — 30 août 1924.

**Beschluß vom 3. September 1924, betreffend
Vervollständigung derjenigen vom 21.
Juli und 22. August 1924 über die Einführ
von Schlachtvieh aus Belgien.**

Der Generaldirektor der öffentlichen Arbeiten, des Ackerbaus und der Industrie,

Nach Einsicht des Beschlusses vom 21. Juli 1924 über die Einführ von Schlachtvieh aus Belgien, sowie des Wänderungsbeschlusses vom 22. August 1924;

Beschließt:

Art. 1. Artikel 2 des vorerwähnten Beschlusses vom 21. Juli 1924 wird durch einen Schlüsseabsatz folgenden Wortlauts vervollständigt:

„Alle Tiere müssen spätestens 48 Stunden nach ihrer Ankunft im Schlachthof abgeschlachtet sein.“

Art. 2. Die übrigen Bestimmungen der Beschlüsse vom 21. Juli und 22. August 1924 bleiben in Kraft.

Art. 3. Dieser Beschuß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 3. September 1924.

Der Generaldirektor der öffentlichen Arbeiten, des Ackerbaus und der Industrie,

G. SOISSON.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Désignation de l'emprunt.	Date de l'échéance.	Numéros sortis au tirage.			Caisse chargée du remboursement.
			100	500	1000	
Heinerscheid	20.000 $3\frac{1}{2}\%$ 1897	1er sept. 1924	7, 22, 46, 74, 103, 162.			Soc. lux. de crédit et de dépôts
Lintgen	8.000 4% 1893	id.	2			id.
Bech-Rippig	6.000 $3\frac{1}{2}\%$ 1896	1er oct. 1924.	43.			id.
Heiderscheid-Eschdorf	8.600 $3\frac{1}{2}\%$ 1895	id.	8, 35.			id.
Luxembourg (ancienne comm. de Hollerich)	400.000 $3\frac{1}{2}\%$ 1898	id.	2, 18, 77.	9, 60, 100, 131, 200.	170 223	id.
Mertert (Wasserbillig) .	25.000 $3\frac{1}{2}\%$ 1899	id.	33, 86, 122.			id.
Hesperange (Itzig) ..	34.300 $3\frac{1}{2}\%$ 1988	1er nov. 1924	5, 94, 115, 154, 168.			id.
Esch-sur-Alzette	284.500 $3\frac{1}{2}\%$ 1895	1er déc. 1924	52, 109.	13, 40, 59, 97, 100.	41, 56, 96, 142, 192.	id.

Luxembourg, le 25 août 1924.

Avis. — Protection de la propriété industrielle. — Suivant une note du Conseil fédéral suisse en date du 1er août 1924, le Gouvernement français a adhéré pour le groupe des Etats de la Syrie et du Liban à la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle revisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. (Mém. 1922, p. 660 ss)

Cette adhésion produit ses effets à partir du 1er septembre 1924. — 6 septembre 1924.

— Suivant une note circulaire du Conseil fédéral suisse en date du 2 septembre 1924, la Grèce a adhéré à la Convention d'Union pour la Protection de la propriété industrielle signée à Paris le 20 mars 1883, revisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911. (Mém. 1922 p. 660 ss).

Cette adhésion produit ses effets à partir du 2 octobre 1924. — 6 septembre 1924.

Avis. — Assurances. — En exécution de l'art. 14 de la loi du 16 mai 1891, concernant la surveillance des opérations d'assurances, la Compagnie d'assurance contre les risques de transport „Agrippina”, établie à Cologne, a demandé la restitution de son cautionnement pour le motif qu'elle n'a plus d'engagements à remplir dans le Grand-Duché.

„Agrippina” renonce à l'autorisation de faire des opérations dans le pays.

Des oppositions éventuelles à la libération du cautionnement de l'„Agrippina” devront être présentées dans un délai de six mois au plus tard. (3^e et dernière insertion de l'avis du 11 avril 1924. Mém. N° 18, p. 240) — 4 septembre 1924.